



Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable

31 mars - 2 avril 2009

Bonn (Allemagne)

en coopération avec



Deutsche UNESCO-Kommission e.V.
German Commission for UNESCO
Commission Allemande pour l'UNESCO

Actes



Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits contenus dans le présent document ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO, du Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche ni de la Commission allemande pour l'UNESCO et n'engagent pas les éditeurs. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO, du Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche ou de la Commission allemande pour l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les organisateurs de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable – S'engager dans la seconde moitié de la Décennie aimeraient remercier sincèrement tous ceux qui ont contribué à la Conférence à Bonn et à l'établissement du présent compte rendu intégral de ses travaux.

Publié par

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
www.unesco.org

Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche

Hannoversche Straße 28-30
10115 Berlin
Allemagne
www.bmbf.de/en

Commission allemande pour l'UNESCO

Colmantstraße 15
53115 Bonn
Allemagne
www.unesco.de/english
www.bne-portal.de/english

Mise en page : MediaCompany GmbH
Imprimé à Bonn (Allemagne)

© **UNESCO/BMBF/Commission allemande pour l'UNESCO, 2009**

© **Illustrations : Commission allemande pour l'UNESCO, Kornelia Danetzki**
BMBF, Annette Eberth, Roland K. Jahnke, Lutz Quester, Regina Riepe, Petra Schnell, UNESCO, Manuel Wilmanns, Sascha Ziehe

**Conférence mondiale de l'UNESCO
sur l'éducation en vue du
développement durable**

31 mars - 2 avril 2009, Bonn (Allemagne)

Actes



Avant-propos



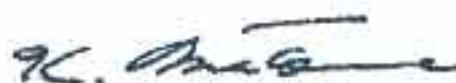
Avant-propos de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

De l'avis général, la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable, tenue à Bonn (Allemagne) du 31 mars au 2 avril 2009, a été un grand succès. Ce préambule m'offre l'occasion d'exprimer une fois encore la gratitude de l'UNESCO envers le Gouvernement allemand, qui a accueilli et co-organisé avec tant de générosité cette conférence dont la raison d'être était l'examen à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014).

La Conférence de Bonn a attiré un large éventail de participants originaires de différents pays et continents et issus de milieux professionnels et de cadres institutionnels très divers, venus confronter leurs conceptions respectives de l'Éducation en vue du développement durable (EDD) et débattre des priorités et stratégies essentielles pour la seconde moitié de la DEDD. La présence de 50 ministres et vice-ministres de l'éducation au Débat de haut niveau a témoigné une fois encore de l'engagement des États membres envers l'EDD, de leur volonté indéfectible de faire de la Décennie un succès et de leurs attentes vis-à-vis de l'UNESCO, dont ils souhaitent qu'elle mette en avant le rôle clef de l'EDD, à savoir apporter des réponses appropriées aux problèmes contemporains de portée mondiale.

Un moment important de la Conférence a sans nul doute été l'adoption par consensus de la Déclaration de Bonn en plénière de clôture. Dans cette déclaration, un bilan est dressé de l'expérience et des connaissances acquises au cours des premières années de la DEDD, sur la base duquel les signataires concluent : « Nous devons maintenant traduire ce savoir en action ». Y sont alors énoncées des mesures concrètes. Elle souligne la pertinence de la Décennie face aux défis importants que l'humanité devra relever au XXI^e siècle, depuis le changement climatique planétaire jusqu'aux épidémies, en passant par la dégradation de l'environnement, l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire.

La dynamique instaurée par la Conférence de Bonn nous a redonné de l'énergie et nous offre l'occasion unique de continuer à œuvrer ensemble à la promotion d'une éducation de qualité qui fasse du développement durable une réalité pour tous. J'appelle tous ceux qui sont impliqués dans l'éducation, à tous les niveaux et dans tous les milieux, à faire de l'EDD une partie intégrante de leur vision d'ensemble et de leur pratique.



Koïchiro Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Avant-propos
d'Annette Schavan,
Ministre de l'éducation
et de la recherche
de la République fédérale
d'Allemagne

Plus de 900 participants venus du monde entier se trouvaient à Bonn du 31 mars au 2 avril 2009 pour assister à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable – S'engager dans la seconde moitié de la Décennie. Les conclusions des échanges et des travaux menés conjointement lors de cette Conférence sont on ne peut plus cruciaux pour les prochaines années de la Décennie.

Comme le montre le dernier Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement en date établi par l'ONU, la crise économique et alimentaire mondiale a ralenti les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté et la famine, voire ont entraîné un retour en arrière. Cette année, ce sont 90 millions d'êtres humains supplémentaires qui risquent de sombrer dans la pauvreté extrême. Si une volonté politique et des efforts combinés décisifs sont mis en œuvre, il sera encore possible d'atteindre les objectifs fixés en la matière d'ici à 2015, comme prévu à l'origine.

C'est pourquoi nous devons investir davantage dans l'éducation. L'éducation est la clef du progrès et du développement. Elle doit être une priorité, partout dans le monde. Nous avons besoin que la viabilité soit recherchée avec détermination dans tous les secteurs de notre système éducatif. Pour cette raison, nous devons renforcer les échanges entre les États impliqués et rendre les exemples de pratiques optimales plus visibles. Nous voulons apprendre les uns des autres. Nous voulons agir ensemble.



Annette Schavan

Ministre de l'éducation et de la recherche de la République fédérale d'Allemagne



Annette Schavan

© BMBF



Table des matières

Avant-propos de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO	4
Avant-propos de Annette Schavan, Ministre de l'éducation et de la recherche de la République fédérale d'Allemagne	5
Table des matières	6
Résumés	8
Discours prononcés pendant la séance plénière d'ouverture	11
Discours de bienvenue de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO	12
Discours de bienvenue de Annette Schavan, Ministre de l'éducation et de la recherche de la République fédérale d'Allemagne	16
Discours liminaire de Sa Majesté la Reine Rania Al- Abdallah de Jordanie	19
Discours liminaire de Graça Machel	20
Discours de Jeunes du monde entier qui défendent l'EDD	23
Segment de haut niveau	27
Séances plénières	31
Ateliers	39
Synthèse des ateliers	40
Regroupement thématique I : La pertinence de l'EDD face aux grands défis du développement durable	
Atelier 1 : L'éducation au service de la durabilité des ressources en eau : à la croisée des décennies	45
Atelier 2 : Le renforcement, à l'échelle internationale, de la réponse de l'éducation au changement climatique	48
Atelier 3 : La promotion de modes de vie viables et d'une consommation responsable grâce à l'EDD	50
Atelier 4 : Vers des sociétés capables de résister aux catastrophes : l'EDD et la prévention des risques	53
Atelier 5 : L'éducation à la sécurité alimentaire : l'apport de l'EDD	56
Atelier 6 : Le SIDA, la santé et l'éducation en vue du développement durable	57
Atelier 7 : L'intégration de la biodiversité dans l'éducation et l'apprentissage	59
Atelier 8 : Le pilier économique du développement durable : approches pédagogiques	60

Regroupement thématique II :		
La création de partenariats pour la promotion de l'EDD	.....	63
Atelier 9 :	Les réserves de biosphère de l'Unesco, sites d'apprentissage en vue de l'intégration des questions de durabilité locales et mondiales	64
Atelier 10 :	Le rôle du secteur privé dans l'éducation en vue du développement durable	66
Atelier 11 :	Les médias, partenaires de l'EDD	68
Atelier 12 :	L'EDD dans les partenariats Nord-Sud-Sud et Sud-Sud et la coopération au développement	71
Regroupement thématique III : Le renforcement des moyens consacrés à l'EDD	.....	75
Atelier 13 :	Les responsabilités mondiales et les réalités locales, ou comment encourager l'EDD par la voie institutionnelle	76
Atelier 14 :	Le rôle de la société civile dans l'EDD	78
Atelier 15 :	Des marges vers le centre : intégrer l'EDD dans les plans d'éducation et les programmes d'enseignement.	79
Atelier 16 :	La formation des enseignants dans le contexte de la DEDD : bilan et perspectives	80
Atelier 17 :	Le suivi et l'évaluation de l'EDD	82
Regroupement thématique IV : L'EDD et les processus d'enseignement et d'apprentissage	.....	85
Atelier 18 :	Les synergies et les différences entre EPT et EDD	86
Atelier 19 :	De meilleures écoles aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire grâce à l'EDD.	89
Atelier 20 :	Le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'EDD	91
Atelier 21 :	L'EDD et l'apprentissage tout au long de la vie	93
Atelier 22 :	L'EDD et l'EFTP – développer les savoir-faire et les compétences de la population active	95
Ateliers-projets	.....	99
Exposition consacrée à des projets d'EDD	.....	107
Manifestations parallèles	.....	113
Participants	.....	115
Groupe Consultatif International/Équipe spéciale	.....	116
Déclaration de Bonn	.....	118
CD-Rom contenant la documentation de la Conférence		



Résumé

La première moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) approchait de son terme lorsque la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable – S'engager dans la seconde moitié de la Décennie s'est tenue à Bonn (Allemagne) du 31 mars au 2 avril 2009. Elle a réuni 900 participants venus de 147 pays, dont 49 ministres et vice-ministres, ainsi que des représentants des États

membres de l'UNESCO, d'organismes des Nations Unies, d'organisations de la société civile, d'institutions éducatives, des jeunes et du secteur privé, ainsi que des experts. Cette Conférence a été organisée par l'UNESCO et le Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche en coopération avec la Commission allemande pour l'UNESCO. Son programme a été élaboré avec le concours d'un groupe consultatif international.

La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable répondait à **quatre objectifs principaux** :

1. Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé

« Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ? ».

L'EDD, qui est applicable à toutes les formes, à tous les niveaux d'éducation et à tous les contextes éducatifs, est une approche de l'enseignement et de l'apprentissage fondée sur les idéaux et les principes de la durabilité. Parce qu'elle aborde de manière globale des questions aussi essentielles que les droits de l'homme, la lutte contre la pauvreté, les modes de subsistance durables, le changement climatique, l'égalité des sexes, la responsabilité sociale des entreprises et la protection des cultures autochtones, l'EDD offre une approche globale pour un enseignement et un apprentissage de qualité. En s'attendant aux problèmes de la mondialisation, l'EDD est appelée à façonner les buts et les contenus de l'éducation dans son ensemble et s'affirme clairement comme l'éducation de l'avenir.

2. Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

« Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ? ».

Tous les programmes en faveur du développement durable, y compris l'EDD, doivent prendre en compte les trois piliers de la durabilité – environnement, société et économie –, et intégrer la culture comme dimension sous-jacente. Parce qu'elle s'intéresse aux contextes locaux de la durabilité, l'EDD revêt des formes très diverses de par le monde. La mise en commun des bonnes pratiques, des données d'expériences et des points de vue est indispensable pour qu'il soit possible de recenser les principaux besoins et de concevoir des approches viables de l'EDD.

3. Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

« Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ? ».

La Décennie a débuté voilà quatre ans, aussi le moment est-il venu pour l'UNESCO, les États membres et d'autres partenaires essentiels de dresser un bilan des succès enregistrés et des problèmes suscités par la mise en œuvre de l'EDD jusqu'à maintenant. Les résultats empiriques ainsi que les rapports mondiaux et régionaux issus du premier exercice de suivi et d'évaluation – qui a porté sur les structures de l'EDD et sur les divers environnements dans lesquels on y travaille – ont mis en lumière l'évolution de la situation depuis le lancement de la Décennie. Il est impératif d'en tirer certains enseignements afin d'intensifier les efforts déployés, d'établir des priorités et d'obtenir davantage de succès encore au cours de la seconde moitié de la Décennie.

4. Élaborer des stratégies pour la suite

« Quels sont nos prochains objectifs ? ».

Il est important que l'analyse de ce qui a été mis en œuvre à ce jour et la détermination des problèmes rencontrés et des possibilités offertes dans le passé et aujourd'hui conduisent à l'élaboration de stratégies nouvelles pour la seconde moitié de la Décennie. Il faudra, entre autres, poursuivre l'intégration de l'EDD dans les politiques, plans et programmes éducatifs, mobiliser davantage de ressources en faveur de l'EDD, constituer des partenariats efficaces (et plus particulièrement instaurer une coopération Nord-Sud et Sud-Sud) et associer de nouvelles parties prenantes qui, jusqu'alors, n'avaient pas pris part aux activités menées au titre de la Décennie. C'est dans cet esprit que les nouveaux enjeux du développement durable et les réponses apportées sur le plan éducatif ont été examinés.

La **Séance d'ouverture** a été l'occasion pour Graça Machel, ancienne Ministre de l'éducation et de la culture du Mozambique, de donner le ton de la Conférence en rappelant à l'assistance, dans son intervention stimulante, qu'il fallait tenir les promesses faites à Jomtien et à Dakar en matière d'éducation pour tous (EPT) et de développement humain durable. Les participants ont ensuite entendu un message vidéo de Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdallah de Jordanie.

Les séances plénières qui ont suivi ont été l'occasion, pour tous les participants, de prendre connaissance et de débattre d'enjeux revêtant une importance primordiale pour la Décennie. Une séance plénière a été consacrée au processus de suivi et d'évaluation de la DEDD, avec une présentation des principales conclusions du projet de rapport mondial de l'UNESCO sur les structures de l'EDD et les divers contextes dans lesquels elle est pratiquée, ainsi que sur les perspectives régionales en la matière. Pendant l'ultime séance plénière, les participants ont adopté la Déclaration de Bonn par consensus.

Au cours d'un **segment de haut niveau**, 49 ministres et vice-ministres de l'éducation ainsi que les chefs de plusieurs organismes des Nations Unies ont examiné les progrès accomplis, déterminé de quelle manière il fallait poursuivre la mise en œuvre de la DEDD et réfléchi à la contribution de l'EDD à une éducation de qualité. Les ministres ont insisté sur le fait que l'EDD était un des principaux moteurs de la durabilité et sur la nécessité d'accélérer les initiatives au cours de la seconde moitié de la Décennie et d'adopter des pratiques plus viables sans délai.

Vingt-deux ateliers, coordonnés par des partenaires très divers de la société civile, de gouvernements et d'organismes des Nations Unies, ont été consacrés à des thèmes et questions stratégiques relatifs à l'EDD. Ils s'articulaient autour de quatre regroupements thématiques : la pertinence de l'EDD face aux grands défis du développement durable, la création de partenariats pour la promotion de l'EDD, le renforcement des moyens consacrés à l'EDD, ainsi que l'EDD et les processus d'enseignement et d'apprentissage.

Des **ateliers-projets** se sont tenus à Bonn et dans ses environs, offrant aux participants l'occasion de procéder à des échanges de vues sur les bonnes pratiques, entre eux et avec les organisateurs de projets locaux d'EDD dans la région. Des ateliers-projets tenus hors du site de la Conférence ont complété son programme et ont été l'occasion de présenter plusieurs exemples de mise en pratique de l'EDD « sur le terrain ».

Au cours d'une **exposition consacrée à des projets d'EDD** organisée sur le site de la conférence, 25 exemples concrets de bonnes pratiques choisis dans le monde entier et représentant différentes conceptions et parties prenantes de l'EDD ont été présentés – cinq projets par région du monde.

Neuf **manifestations parallèles**, organisées par des institutions très diverses, ont eu lieu pendant la Conférence. Elles ont porté sur des thèmes étroitement liés aux quatre objectifs de la Conférence, dans une optique mondiale ou régionale selon les cas.

La veille de la conférence, l'atelier sur le thème « **Young ESD Voices** » a rassemblé 25 jeunes venus de tous les continents qui sont extrêmement déterminés à assurer le succès de l'EDD. Ils ont débattu de la mise en œuvre de cette initiative dans leurs pays respectifs et cherché à déterminer dans quels domaines un effort particulier devrait être consenti pendant la seconde moitié de la DEDD, ainsi que la nature de leur engagement commun et individuel pendant cette période. Les résultats de l'atelier ont été présentés lors de la séance plénière d'ouverture de la Conférence.

La **Déclaration de Bonn**, rédigée dans le cadre d'une démarche transparente, inclusive et participative et adoptée par consensus à la dernière séance plénière, reflète les débats qui ont eu lieu au cours de la conférence et offre une orientation stratégique pour la seconde moitié de la Décennie. L'importance de l'EDD dans la conjoncture mondiale actuelle y est mise en relief. Elle appelle l'ensemble des participants au mouvement de la DEDD à s'accorder aux fins de l'amélioration des connaissances, des savoir-faire et des compétences et à privilégier des valeurs et des attitudes propres à favoriser la transition vers un monde plus juste, équitable et viable. En particulier, compte tenu de la conjoncture actuelle – crises financière et économique et problèmes planétaires comme le changement climatique – elle met l'accent sur plusieurs objectifs clés, à savoir : multiplier les interventions axées sur l'éducation face aux problèmes de développement durable, développer et renforcer les capacités d'adaptation au changement, mettre en commun les connaissances et les données d'expérience accumulées et renforcer les synergies entre les différentes initiatives prises en faveur de l'éducation et du développement. Les États membres et l'UNESCO y sont appelés à accroître les activités qu'ils mènent au titre de l'EDD.





Discours prononcés pendant la séance plénière d'ouverture

Au cours de la séance plénière d'ouverture, Koïchiro Matsuura, le Directeur général de l'UNESCO, et Annette Schavan, la Ministre allemande de l'éducation et de la recherche, ont souhaité la bienvenue aux participants. Des discours-programmes ont été prononcés par Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdallah de Jordanie (par l'entremise de la vidéo) et par Graça Machel, ancienne Ministre de l'éducation et de la culture du Mozambique. Des représentants des Jeunes du monde entier qui défendent l'EDD se sont également exprimés.



Discours de bienvenue de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

prononcé par Nicholas Burnett, Sous-Directeur général pour l'éducation
de l'UNESCO

Madame la Ministre fédérale de l'éducation et
de la recherche de l'Allemagne,
Monsieur le Président de la Conférence
permanente des ministres de l'éducation
et des affaires culturelles des Länder,
Madame Graça Machel,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Chefs de
délégation,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir et un grand
honneur que d'ouvrir cette conférence d'exa-
men à mi-parcours de la Décennie des Na-
tions Unies pour l'éducation au service du
développement durable. Je remercie chaleu-
reusement le Gouvernement allemand pour
sa générosité, lui qui accueille cette Confé-
rence mondiale à Bonn, dans un lieu aussi
splendide. Je remercie tout particulièrement
Madame la Ministre Schavan pour l'ensem-
ble des efforts qu'elle a déployés pour assurer
le succès de cet événement important.

Nous sommes profondément honorés de
compter parmi nous Madame Graça Machel,
femme d'Afrique exceptionnelle qui défend
les droits des enfants du monde entier et
plaide pour que leurs besoins soient satisfaits.
Nous attendons avec un très grand intérêt
d'entendre votre discours-programme et vo-
tre point de vue original sur les thèmes de

cette conférence. Je me réjouis aussi d'en-
tendre les remarques de la reine Rania de Jor-
danie qui, pour des raisons indépendantes de
sa volonté, n'est pas en mesure de se trouver
avec nous en personne ce matin. Je sais
qu'elle est très déçue de ne pas pouvoir être
ici, à Bonn, mais grâce à la vidéo qui va être
projetée, je suis sûr que ses réflexions sur la
situation de l'éducation dans le monde nous
inspireront tous.

Je saisis cette occasion pour vous souhaiter
à tous la bienvenue : vous êtes plus de 900,
venus assister à cette conférence de toutes les
régions, et vous représentez tous les secteurs
et toutes les parties prenantes impliqués dans
la Décennie. Il y a parmi vous plus de 50 mi-
nistres ou vice-ministres de l'éducation et des
représentants de plus de 100 pays. C'est un
signe clair que le thème de cette conférence
occupe désormais une place plus importante
dans les programmes d'action nationaux. Je
ne doute pas que, grâce à votre participation
et à votre engagement, cette Conférence
mondiale constituera réellement une étape à
marquer d'une pierre blanche, non seulement
pour la Décennie mais aussi parce qu'elle as-
surerait le succès de l'EDD à long terme.

Bien sûr, cette Conférence mondiale est ex-
trêmement importante en soi. Mais elle s'ins-
crit aussi dans une série de rencontres
internationales de premier plan consacrées à
l'éducation et organisées par l'UNESCO, qui
a débuté en 2008 et s'achèvera cette année.
Au-delà de l'EDD, ces rencontres auront porté
sur l'éducation inclusive, l'éducation de base
pour tous, l'apprentissage des adultes et l'en-
seignement supérieur.

Ce cycle de conférences a pour but d'encou-
rager l'émergence d'une dynamique et une
réflexion approfondie sur le pouvoir de trans-
formation que recèle l'éducation. Il s'agit
aussi d'amener les responsables politiques,
les chercheurs, les praticiens et un certain
nombre d'institutions à réorienter les
systèmes éducatifs – depuis l'enseignement



Nicholas Burnett

préscolaire jusqu'à l'apprentissage des adultes, dans un contexte formel ou non formel – de manière à promouvoir l'équité, l'innovation et le développement durable.

Excellences, Mesdames et Messieurs,
Dans un monde aux prises avec une crise financière économique majeure, avec la dégradation environnementale et le changement climatique, avec des tensions sociales et des conflits, nous sommes de plus en plus nombreux à penser que la communauté internationale doit s'unir pour préparer un avenir commun meilleur. Ce consensus se reflétait déjà dans la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies de créer une Décennie pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) de 2005 à 2014 : l'Assemblée entérinait ainsi le rôle essentiel que l'éducation joue en faveur du développement.

Mais nous ne parlons pas ici de n'importe quel type d'éducation. Il s'agit d'apprendre pour changer et d'apprendre à changer. En particulier, il s'agit pour le contenu des enseignements et la manière dont ils sont dispensés de nous aider à comprendre comment vivre ensemble de façon viable. Si les systèmes éducatifs sont caractérisés par l'inégalité, la discrimination et l'exclusion, ils risquent de perpétuer, voire d'aggraver, les disparités sociales et économiques existantes. C'est pourquoi l'EDD a pour but d'encourager une évolution vers des systèmes éducatifs plus inclusifs, fondés sur le respect de la diversité, ainsi qu'une prise de conscience de l'interdépendance de ces systèmes, non seulement entre eux mais aussi avec l'environnement dans lequel nous vivons. L'EDD procède de la conviction que chacun a le droit d'apprendre, la capacité d'apporter sa contribution et la détermination à faire en sorte que d'autres tirent eux aussi profit du développement. Cette conviction est également au cœur des objectifs de l'Éducation pour tous et, en vérité, de l'ensemble du Programme de développement du Millénaire.

Les stratégies que l'UNESCO met en place, en tant que coordinatrice du mouvement pour l'EPT et de la DEDD à l'échelle mondiale, visent à lier l'éducation de qualité pour tous et l'objectif ultime de développement durable dans chaque pays que compte la planète.

Pour y parvenir, il faut surmonter des pressions énormes. De l'avis général, il ne reste plus beaucoup de temps, la prise de décisions essentielles est reportée ou retardée et l'opinion publique reste mal informée de ce qui est en jeu.

Tous autant que nous sommes – individus, organisations, gouvernements – nous avons des choix difficiles à faire. L'EDD est pour nous un moyen d'effectuer ces choix en plus grande connaissance de cause, plus sensibles à l'urgence des problèmes auxquels nous faisons face et plus en phase avec les valeurs humaines fondamentales qui nous unissent. Et n'oublions jamais que les choix que nous effectuons aujourd'hui ne sont pas dans notre seul intérêt mais dans celui des générations futures – en d'autres termes, de nos enfants, de nos petits-enfants et de leurs descendants. En un sens, bien sûr, nous n'avons plus le choix. Les principes, les valeurs et les pratiques qui sont associés au développement durable doivent trouver leur place dans l'enseignement scolaire qui est dispensé à nos enfants, dans l'enseignement supérieur, dans les activités d'apprentissage organisées au plan local et dans le cadre de la formation dispensée sur le lieu de travail. Si le but de l'EDD est de nous doter des connaissances et des compétences voulues pour régler les problèmes du XXI^e siècle, alors ce n'est pas une option, mais un impératif.

Pour être pertinente et d'actualité, l'EDD doit s'attaquer sérieusement aux problèmes et aux défis d'aujourd'hui. Prenons l'exemple du changement climatique, qui, comme vous le savez, fera l'objet d'une conférence des Nations Unies de grande portée, qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009. Si le changement climatique n'est pas la seule menace environnementale qui pèse sur la viabilité de la planète, il constitue une priorité pour les responsables politiques comme pour le grand public, car il aura des répercussions sur l'ensemble d'entre nous. L'éducation relative au changement climatique et à ce qu'il convient de faire pour le pallier est un aspect notable de l'EDD ; l'optique dans laquelle l'EDD a été conçue – qui met l'accent sur les dimensions économique, sociale et culturelle, mais aussi écologique – peut également nous aider à trouver des réponses appropriées. Avec l'appui du Gouvernement danois,



L'UNESCO organisera un séminaire international sur l'éducation aux changements climatiques à Paris, fin juillet. Les participants à cette rencontre auront tiré des enseignements des discussions que nous allons avoir ici, à Bonn, et définiront des orientations précieuses en matière d'éducation pour la Conférence qui se tiendra à Copenhague en décembre.

Excellences, Mesdames et Messieurs,
Nous sommes réunis ici à Bonn pour réfléchir à la manière dont nous pouvons progresser dans la concrétisation de l'EDD. À cet égard, il est vital que nous tirions des enseignements de l'expérience acquise. Un Cadre mondial a été conçu aux fins du suivi et de l'évaluation de la DEDD. Cette semaine, nous communiquerons la dernière version préliminaire du rapport mondial sur sa mise en œuvre, qui se concentre sur les structures et mécanismes qui régissent l'ensemble de l'action que nous menons tous aux niveaux mondial, régional et national. En outre, les documents issus d'un certain nombre de réunions tenues en prélude à la Conférence de Bonn – à Bordeaux, Göteborg, Nairobi et Tokyo – nourriront eux aussi nos discussions.

Permettez-moi de m'appesantir sur trois des enseignements ou conclusions que je trouve particulièrement intéressants. En premier lieu, l'importance du partenariat. Aucune entité – que ce soit l'UNESCO ou même le système des Nations Unies dans son ensemble – ne pourra faire à elle seule de l'EDD une réalité. L'idée de viabilité est étroitement corrélée au concept d'interdépendance, qui exige que nous travaillions ensemble pour surmonter nos problèmes communs. Nous devons agir rapidement, ce qui veut dire que nous devons aussi constituer rapidement des partenariats. Il nous arrive de parler à tort et à travers de « partenariats multipartites », mais l'EDD est l'un des domaines où de tels partenariats sont essentiels. Nous le savons, ensemble, nous pouvons vraiment agir pour et au moyen de l'éducation afin de créer un monde plus sûr et plus viable. L'UNESCO a toujours souligné le rôle important que la société civile devait jouer en mobilisant les enthousiasmes et en suscitant l'engagement pour l'EDD et elle apprécie la contribution précieuse de l'initiative Charte de la Terre.

En second lieu, les enseignants et les éducateurs, qui jouent aussi un rôle primordial, sont la pierre angulaire de tout programme d'EDD efficace. On dénombre aujourd'hui plus de 60 millions d'enseignants dans le monde et un nombre incalculable d'éducateurs dans le secteur non formel. Ils travaillent au niveau « local » mais on leur demande de traiter des questions de portée « mondiale ». Pour que l'éducation soit pertinente pour ceux auxquels elle est destinée, mais aussi ancrée dans le réel, les enseignants doivent puiser dans des contributions, des situations et des valeurs locales. C'est pourquoi nous ne devons jamais oublier que les enseignants, même s'ils font partie d'établissements éducatifs et pédagogiques, d'un groupe de population, de la société au sens large, sont aussi des individus qui ont besoin d'appui dans leur travail.

En troisième lieu, il est vital de comprendre que l'EDD ne se limite pas à des sujets particuliers, voire au contenu d'un programme scolaire en général, mais qu'elle confère aux buts et aux objectifs de l'éducation une acception plus vaste, qui suscite les interrogations suivantes : Quelle est la pertinence de l'éducation ? Dans quel environnement l'apprentissage se déroule-t-il ? Quels types de valeurs, de comportements et de principes sont-ils inculqués ? Quels types de compétences sont-ils enseignés, de comportements et d'attitudes encouragés ? À toutes ces considérations, l'EDD apporte des réponses importantes, qui ont toutes pour noyau dur l'exigence de qualité.

Nous sommes conscients que, dans l'expression « Éducation en vue du développement durable », l'« éducation » ne représente pas seulement la scolarisation formelle mais englobe toute une gamme d'expériences et de programmes d'apprentissage. Il est important que l'orientation imprimée à la Décennie soit celle de l'éducation de base et de l'alphabétisation. Cependant, les principes de l'EDD doivent également s'appliquer à l'enseignement secondaire, à la formation technique et professionnelle et à l'enseignement supérieur, ainsi qu'à d'autres modalités d'apprentissage très diverses, que l'on peut qualifier d'éducation non formelle, de perfectionnement professionnel ou de simple formation.

Nous pensons que cette approche inclusive est une invitation stimulante à améliorer la qualité de l'éducation. Ce que nous recherchons, c'est :

- une éducation qui soit adaptée à la vie au XXI^e siècle et à ses enjeux propres ;
- une éducation qui donne aux individus les moyens d'exercer leur droit tout en les amenant à mieux prendre conscience de leurs responsabilités ;
- une éducation qui garantisse qu'une personne éduquée est capable de penser de manière critique, de régler des problèmes, de travailler en équipe, d'être analytique, d'affronter en toute confiance des situations ambiguës et difficiles sur le lieu de travail ou dans sa vie ;
- une éducation qui cultive le sens civil aux plans local, national et mondial.

À bien des titres, l'EDD peut permettre d'atteindre cet objectif de qualité.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable repose sur le partenariat et sur la collaboration et elle cristallise des intérêts et préoccupations très divers. C'est un instrument de mobilisation et de sensibilisation. C'est le moyen, pour les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé ainsi que les communautés du monde entier de démontrer leur volonté concrète d'apprendre à vivre dans le respect du développement durable. Partant, on en est venu à considérer l'EDD comme l'apprentissage de la prise de décisions qui envisagent l'avenir à long terme de l'économie et de l'écologie, mais aussi le développement équitable de tous les groupes de population. Donner davantage de moyens pour mener cette réflexion tournée vers l'avenir, voilà une tâche essentielle de l'éducation.

En temps qu'organisme chargé de faciliter cette Décennie, l'UNESCO aide pays et régions à concevoir des plans et stratégies éducatifs qui correspondent à la réalité de leur situation et de leurs préoccupations propres. Mais, en matière de développement durable, aucun pays n'est une île. On peut même dire que les îles elles-mêmes n'en sont pas ! Nous vivons dans un monde véritablement interdépendant et un projet éducatif qui ne tiendrait pas compte de cette évidence, ou qui la



Participants à la Séance plénière d'ouverture

nierait, ne pourrait pas préparer les citoyens à la réalité de la vie sur cette petite planète.

En conclusion, j'aimerais souligner que chacun d'entre nous est un agent de changement et que, individuellement et ensemble, nous pouvons contribuer à créer un monde meilleur. Il nous incombe à tous, que ce soit au niveau local, national, régional ou international, de mettre en œuvre la Décennie. Je ne voudrais pas que ce devoir vous apparaisse comme un fardeau, parce que la réalité est toute autre : il s'agit là d'une manière d'exprimer notre créativité et notre capacité d'innovation, ainsi que de prendre plaisir à travailler et à vivre avec les autres au service d'une cause commune.

Permettez-moi une fois encore d'exprimer ma gratitude envers l'Allemagne, pour son hospitalité et son accueil si chaleureux. J'aimerais aussi remercier le Japon, qui a offert d'organiser la réunion durant laquelle le bilan de la Décennie sera dressé, en 2014. C'est une proposition très opportune pour un pays qui est à l'origine de la création de la DEDD.

Il me reste à exprimer l'espoir que cette Conférence tiendra ses promesses en offrant une expérience riche et fructueuse à chaque participant et en vous persuadant tous – s'il en est besoin – que la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable est un cadre de coopération essentiel si nous voulons donner naissance à un monde meilleur, plus viable et plus sûr.

Je vous remercie.



Discours de bienvenue d'Annette Schavan Ministre de l'éducation et de la recherche de la République fédérale d'Allemagne

Monsieur le Sous-Directeur général Burnett,
Chers collègues de gouvernements et de
parlements,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais vous accueillir très chaleureusement à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable. Bienvenue à Bonn, la ville où le gouvernement de notre pays a siégé de 1949 à 1999. Je suis tout particulièrement heureuse de souhaiter la bienvenue à Madame le maire.

Le Parlement allemand se réunissait dans le bâtiment même où nous sommes maintenant assemblés. Aujourd'hui, Bonn est la ville des Nations Unies sur le Rhin : 18 organismes, bureaux et programmes des Nations Unies sont basés ici. Un engagement ferme envers le développement durable unit la plupart d'entre eux. Au cours de cette Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, Bonn s'est montrée exceptionnellement active et c'est donc à juste titre que la Commission nationale allemande l'a distinguée pour ses efforts innombrables et qu'elle a été nommée Ville officielle de la Décennie. Chère Mme Dieckmann, qui en êtes maire, nous, les participants à cette conférence, nous sentons vraiment chez nous ici, à Bonn, et nous aimerions remercier la ville d'apporter son soutien à cette manifestation.

Mesdames et Messieurs, nous sommes ici pour examiner ce qui a déjà été accompli au cours de cette Décennie des Nations Unies et pour faire le point sur les nombreuses initiatives en faveur de l'éducation qui ont été prises de par le monde avec succès. Nous aimerions utiliser ces quelques jours pour nous engager dans la seconde moitié de la Décennie en lui donnant une nouvelle impulsion, en lui insufflant une nouvelle dynamique.

Nous nous apprêtons à le faire à un moment où tous ceux qui exercent une responsabilité publique – que ce soit en politique, dans le monde des affaires ou dans la vie associative – sont très occupés à évaluer l'incidence de la



Annette Schavan

crise financière qui frappe nos pays et nos entreprises de façon dévastatrice. Chaque continent est victime des turbulences des marchés financiers. C'est dans ce contexte que nous débattons du développement durable. Il est particulièrement pertinent aujourd'hui de chercher à déterminer sur quoi repose sa viabilité. Car cette crise, pour de nombreux pays en développement, s'accompagne d'un danger : celui de dévier des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Or, chaque point de pourcentage de croissance perdu dans les pays en développement aura pour effet de replonger quelque 20 millions d'individus dans la pauvreté.

Si le système financier mondial traverse maintenant cette période de tumulte, c'est précisément parce que la durabilité n'était pas la première priorité dans les transactions économiques. Il n'a pas été jugé pertinent d'assurer la viabilité de l'économie et de la croissance; le mot d'ordre était la maximisation des profits à court terme. L'onde de choc créée par l'échec du système nous touche tous. Mais c'est sur les plus faibles et sur les plus pauvres qu'elle rejaillira le plus. Ce sont eux qui paieront au prix fort les secousses de l'économie mondiale, car elles menacent leur subsistance au quotidien. Voilà où mène la liberté lorsqu'elle ne va pas de pair avec la res-

ponsabilité. Agir selon le principe de responsabilité est une exigence essentielle pour le développement durable. Appliquer ce principe, c'est toujours agir de telle manière que la vie humaine puisse se poursuivre indéfiniment. Nous devrions être guidés non par le profit à court terme, mais par la prospérité viable, la disponibilité à long terme des ressources, et des conditions qui permettent au plus grand nombre possible, partout dans le monde, de participer à la vie de la société.

Dans une telle situation, nous sommes convaincus que les questions liées à l'EDD revêtent une importance cruciale, à deux titres : premièrement, parce qu'un mouvement s'est formé en faveur de « la prospérité pour tous » et de « l'éducation pour tous » dans le monde entier. L'accès à l'éducation est la première et la plus importante des exigences à respecter si nous voulons parvenir au développement et à la viabilité. Deuxièmement, parce que le principe de durabilité doit faire partie de la substance même de l'éducation dans tous les pays. Dans de nombreux établissements scolaires, des jeunes se familiarisent avec des idées ou avec des actions dont le point commun est la recherche de la viabilité. Ils apprennent que leurs actes ont des conséquences pour la planète. Dans quelque pays que ce soit, le système scolaire et le programme éducatif du XXI^e siècle doivent être axés sur la familiarisation avec des contextes et sur l'acquisition de contenus qui rendent claire et tangible l'importance que revêtent les choix et les actes marqués au sceau de la viabilité.

Rien qu'en Allemagne aujourd'hui, on dénombre plus de 800 projets considérés par la Commission allemande pour l'UNESCO comme des projets officiels de la Décennie.



Ce sont autant d'expressions de la diversité et de la créativité des activités éducatives menées dans notre pays. Ce nombre impressionnant indique clairement que le développement durable ne pourra se concrétiser si la société civile est impliquée. Lorsque l'on prend l'exemple de l'éducation en Allemagne, on constate que la mise en œuvre de l'EDD est avant tout l'affaire des enseignants de nos écoles.

En même temps, la conviction se répand, en ces temps difficiles pour l'économie, que l'éducation est vraiment la clef de la réussite individuelle et des processus vecteurs de la prospérité future. Pour cette raison, j'aimerais rappeler que l'objectif d'éducation universelle qui figure parmi les OMD devrait constituer notre toute première priorité. Le principe de responsabilité est au cœur de l'action gouvernementale, qui va de pair, dans notre pays, avec le pouvoir d'agir de la société civile, qui nous aide à nous acquitter de ce devoir fondamental. Si l'initiative « Éducation pour tous » permet vraiment d'offrir un accès universel à une éducation de qualité, alors nous pourrions atteindre un autre objectif du Millénaire, à savoir réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

L'Allemagne s'acquittera de ses responsabilités. Comme le prévoit le plan de l'Union européenne, nous consacrerons 0,51 % de notre revenu national brut au développement en 2010 et 0,7 % en 2015. En effet, nous savons que la sécurité, la prospérité et la paix durables exigent que nous apportions notre contribution à la justice dans le monde. Pour nombre d'entre nous, il devient de plus en plus clair, au fil des réunions internationales auxquelles nous assistons, que l'éducation, la science et la recherche ont acquis une importance énorme dans les relations entre pays. Au-delà de l'action menée par les ministres responsables des différents secteurs concernés, la coopération internationale prend de l'importance, en particulier lorsque nous nous concentrons sur l'objectif d'un développement durable.

Nous avons besoin d'une gouvernance mondiale qui place le développement économique, le développement social et le développement écologique sur le même plan.



Les actions menées localement ont des conséquences pour la planète entière. Néanmoins, nous oublions trop souvent que cette interdépendance a des effets aussi immédiats. Les participants à certains débats publics suggèrent encore que la logique de l'économie est incompatible avec celles de l'écologie. Dans ces débats publics et lorsqu'on agit à titre individuel, il faut mettre beaucoup plus l'accent sur les liens, la compatibilité et les nouveaux équilibres. Le prix des biens et services doit inclure le coût que leur utilisation implique pour le grand public, par exemple en termes d'équilibre écologique. Cette transparence et les efforts consentis en faveur de la viabilité des économies vont entraîner une accélération des travaux scientifiques et de recherche. Le programme de recherche international que nous essayons de mettre au point est précisément axé sur ces nouveaux équilibres, sur cette nouvelle compatibilité des avancées technologiques, qui nous aideront à surmonter les contradictions dans lesquelles nous nous débattons continuellement.

L'exercice de notre responsabilité vis-à-vis du développement durable est en vérité dans notre intérêt. Le changement climatique en est un exemple. Il met en péril les fondements mêmes de la vie de chacun d'entre nous. Chaque jour, nous sentons que la Terre s'impatiente un peu plus. Nous devons tous apprendre à ménager davantage les ressources naturelles, à les appréhender avec plus de précautions et à modifier notre comportement. La crise actuelle est peut-être une chance de prendre conscience que l'humanité entière est dans le même bateau, comme l'observait il y a quelques jours le Président fédéral, Horst Köhler, dans un discours prononcé à Berlin : « L'intérêt de chacun, au XXI^e siècle, c'est de prendre soin de son prochain. »

Investir dans l'éducation, c'est investir dans la prochaine génération et, par voie de conséquence, dans la source de la prospérité à venir, mais aussi dans les prises de conscience et les possibilités d'action futures. La dynamique et l'impact de la Décennie, maintenant qu'elle est parvenue à mi-parcours, peuvent encore s'intensifier, tout particulièrement en cette période troublée. Tous les projets dont nous allons débattre ici prouvent une chose : que l'espoir l'emportera sur la peur et que la

volonté commune de façonner l'avenir permettra de surmonter les conflits. Pour cette raison, j'aimerais remercier tous ceux qui ont pris part à ces initiatives au cours des années écoulées – enfants des écoles, enseignants, éducateurs et formateurs, responsables au sein des autorités locales, entreprises et organisations de la société civile. Ils ont tous contribué à faire de ce monde un endroit plus juste et à faire en sorte que la viabilité revête une importance plus grande.

Au cours de la seconde moitié de la Décennie, nous devons rendre l'EDD plus visible. Les exemples de bonnes pratiques doivent être communiqués à tous les pays du monde et servir de modèle à d'autres. L'EDD doit trouver sa place dans les programmes scolaires ainsi que dans la formation dispensée aux enseignants.

Quelles répercussions peut avoir l'EDD ? Comment pouvons-nous améliorer encore ce concept ? Dans nos pays, les recherches en matière d'éducation peuvent stimuler l'action des hommes politiques et leur apporter des réponses. Pour cette raison, pendant la seconde moitié de la Décennie, nous devons continuer à intensifier nos efforts de constitution de réseaux en matière de recherche éducative, et ce à l'échelle internationale. Notre conviction que la viabilité est une inspiration puissante pour le développement devra transparaître dans les réponses que nous apporterons aux interrogations sur la compétitivité et la nature des systèmes éducatifs au XXI^e siècle.

Mesdames et Messieurs, après la Seconde Guerre mondiale, Bonn a été notre point de départ vers l'avènement d'un monde plus pacifique. Aujourd'hui, c'est une ville de rencontres entre représentants de tous les pays du monde et de dialogue au sujet de notre avenir commun. J'espère que cela rejaillira sur nos débats et sur nos échanges des prochains jours. Puisse cette ville, qui abrite de nombreuses tribunes internationales, inspirer nos discussions de sorte qu'elles impriment un nouvel élan à la Décennie. C'est dans cet esprit que je vous souhaite une conférence des plus fructueuses : qu'elle se déroule dans une atmosphère plaisante et suscite en nombre de nouvelles impulsions.

Je vous remercie.

Discours liminaire de Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdallah de Jordanie

prononcé par l'entremise de la vidéo

Je regrette de ne pouvoir être parmi vous. Je mesure l'importance de cette Conférence : en effet, l'Éducation en vue du développement durable à le potentiel de transformer notre monde, or il n'existe pas beaucoup de moyens d'y parvenir.

À mes yeux, les filles et les femmes sont une grande partie de la solution. L'exclusion, la discrimination, la pauvreté et l'inégalité accroissent encore les disparités sociales et économiques existantes et nous contraignent à faire machine arrière alors que nous enregistrons des progrès grâce à notre action commune. Il ne peut y avoir de développement durable lorsque 41 millions de filles ne peuvent être scolarisées parce que les établissements sont dépourvus d'installations sanitaires, les puits pas assez proches de leur village ou les écoles trop éloignées de leur domicile, ce qui constitue un danger. Un demi-milliard de femmes sont illettrées, 70 % des pauvres que compte la planète sont des femmes et on ne se donne pas suffisamment de mal pour faire changer les mentalités de ceux qui estiment que les filles ne doivent pas recevoir d'éducation : pourtant, les femmes et les filles sont essentielles pour l'édification de nations viables et prospères. Leurs observations sont précieuses, leurs connaissances mettent des solutions à portée de main. Leur ingéniosité sauve des vies.

Il ne reste qu'un peu plus de 2 000 jours d'ici à la fin de la DEDD. Faisons en sorte que chacun d'entre eux compte pour les filles et les femmes, partout dans le monde.

Je vous remercie.



Sa Majesté la Reine Rania de Jordanie





Graça Machel

Discours liminaire de Graça Machel

Ancienne Ministre de l'éducation et de la culture du Mozambique

Madame la Ministre,
Monsieur Burnett,
Excellences,
Chers collègues et amis,

Permettez-moi de commencer par remercier l'UNESCO et le Gouvernement allemand de m'avoir invitée à m'exprimer lors de cette Séance d'ouverture.

Nous voici donc à nouveau rassemblés. Certains d'entre nous étaient à Jomtien en 1990 et beaucoup à Dakar en 2000. Lors de ces deux réunions, des promesses ont été faites, des messages rédigés et nous sommes repartis après nous être engagés à changer en profondeur le système éducatif pour nos enfants. Nous avons parlé du droit de tous les enfants, de tous les jeunes et de tous les adultes à une « formation où il s'agit d'apprendre à connaître, à faire, à vivre ensemble et à être ». Nous nous sommes engagés à assurer une éducation primaire à tous les enfants.

À Jomtien comme à Dakar et dans de nombreuses autres capitales du monde, nous avons pris engagement après engagement en matière d'éducation – qu'il s'agisse d'accès, de qualité, de style ou de contenu. Pourtant, après toutes ces années, ces engagements n'ont été que partiellement tenus. Combien d'entre nous se trouvaient là lorsque la promesse a été faite de donner accès à une éducation de qualité à tous les enfants de la planète, ou encore lorsque la promesse a été faite et gravée dans le marbre de fournir les ressources nécessaires pour faire de cet accès universel une réalité ? Combien d'entre nous étaient présents lorsqu'il a été promis que tout pays pauvre qui élaborerait un plan national global pour l'éducation, budget à l'appui, recevrait les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre ce plan ? Pourtant, les années ont passé, des myriades de plans nationaux pour l'éducation ont été produits et des myriades de plans souffrent d'un manque de ressources.

Comment se peut-il qu'en 2009, partout dans le monde, des dizaines de millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ne soient pas à l'école ? Comment se peut-il qu'en 2009 nous connaissions encore des pénuries critiques d'enseignants formés et d'infrastructures qui, en nombre suffisant, permettraient d'atteindre au moins l'objectif d'éducation primaire universelle ? Après toutes ces années, pourquoi continue-t-on à tolérer des inégalités entre les sexes si criantes s'agissant de l'accès à l'éducation et des résultats obtenus ? Comment se fait-il que tant de nos enfants qui accèdent à l'enseignement secondaire, voire vont à son terme, n'y acquièrent pas les compétences ni les connaissances voulues pour obtenir un emploi digne de ce nom et mener une vie plus enrichissante ?

Certes, nous avons fait certains progrès : depuis Dakar, le nombre d'enfants non scolarisés dans le primaire est passé de plus de 100 millions à 75 millions. Mais voici comment je vois les choses : cette diminution est loin d'être suffisante compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis. Il reste encore 75 millions – 75 MILLIONS – d'enfants privés d'éducation primaire ; des millions d'autres reçoivent une éducation d'une qualité notoirement inadéquate et le montant des ressources mobilisées pour améliorer cette qualité et l'accès à l'éducation semble stagner plutôt que d'augmenter jusqu'à atteindre les seuils promis.

Voici où nous en sommes : 19 ans après Jomtien, neuf ans après Dakar et à mi-chemin de la Décennie pour l'éducation au service du développement durable. Si nous voulons éviter, lorsque nous nous réunirons en 2015, d'être encore contraints d'admettre que nous n'avons toujours pas tenu nos promesses envers nos enfants, nous allons devoir nous montrer plus décisifs, adopter une orientation plus stratégique et plus viable, faire en sorte que nos actions aient une utilité réelle, et c'est maintenant que nous devons faire les choix qui conviennent.

Il est impossible aujourd'hui de réfléchir à un programme en matière d'éducation sans tenir compte des incidences de la crise des marchés financiers et des économies de la planète. Économistes, politiciens, commentateurs, nombreux sont ceux qui ont leur propre interprétation des causes de l'instabilité des marchés et de l'incertitude économique qui ont conduit à cette grave récession et qui proposent des remèdes.

Je ne suis pas économiste. Je ne peux pas expliquer les problèmes actuels en m'appuyant sur des théories économiques. Mais il m'apparaît clairement que la poursuite inconsidérée du profit pour l'amour du profit, l'appétit insatiable d'argent au mépris des frontières de la morale ou de l'éthique et le fait d'accorder davantage de valeur aux ressources matérielles qu'aux êtres humains sont autant de facteurs qui ont provoqué cette rupture du système économique mondial. Une faillite morale de plus en plus perceptible a entraîné une faillite financière et, à moins que nous n'agissions de manière décisive, ce sont nos enfants qui essuieront le tourbillon des conséquences de l'irresponsabilité d'une autre génération.

La crise économique mondiale actuelle nous offre l'occasion d'établir un nouvel ordre mondial, non pas seulement de ratifier un système en déroute ou recréer les systèmes corrompus qui ont implosé. Et l'éducation à un rôle crucial à jouer dans cette restructuration. Nous savons que l'éducation est la clef du développement individuel et du développement social, économique et politique. Mais elle ne peut être dispensée dans le vide. Je crois que la meilleure éducation, quelque forme qu'elle prenne, promeut le développement de systèmes de valeurs solides pour guider les apprenants. Moi qui participe depuis des années à l'élaboration de programmes pour l'éducation en Afrique et ailleurs dans le monde, j'ai appris que nous avons besoin d'une éducation qui dote les apprenants de connaissances, de compétences ET AUSSI de valeurs.



Participants écoutant Graça Machel

Si l'éducation ne contribuait pas à combler le fossé énorme qui sépare les riches des pauvres, alors je me demanderais quelle est sa finalité et j'avancerais qu'elle ne saurait être viable. Est-ce une éducation viable qui ne nous apprend pas à protéger notre environnement et à vivre en paix avec la nature plutôt qu'en guerre contre notre planète ?

Je veux une éducation qui donne aux jeunes les moyens de remettre en question leurs certitudes, de développer leur esprit et d'acquiescer un ensemble de compétences, de faire des choix, de trouver un emploi digne de ce nom et de jouer un rôle constructif dans leur famille, localement et pour leur pays. Je veux une éducation qui permette aux jeunes d'apprécier la valeur des autres êtres humains, qui les encourage à comprendre l'importance de l'égalité et de l'équité et qui les aide à mesurer l'importance de la responsabilité et de l'action collectives. Je veux une éducation qui conduise les jeunes à ne plus tolérer que leurs pairs vivent dans la misère absolue, entourés par l'abondance; à être scandalisés par l'inégalité et impatients de changer les choses.

En tant qu'éducateurs, administrateurs, politiciens et militants – que ce soit sur un plan individuel ou collectif – ceux d'entre nous qui assistent à cette conférence ont l'occasion de



promouvoir une éducation qui nous permette de reconstruire un monde plus fort, plus viable, plus responsable. En tant qu'organisation, l'UNESCO – compte tenu de son mandat et de sa mission – à une occasion à saisir et une responsabilité à exercer à cet égard.

Nous possédons les connaissances, la technologie et les compétences voulues pour renverser la vapeur. Nous savons comment empêcher la discrimination contre les filles à l'école. Nous savons ce que nous devons faire pour assurer une éducation à tous les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire. Nous avons fixé des cibles, des objectifs, des paramètres et mis sur pied d'innombrables campagnes et politiques ; pourtant, ces engagements et ces politiques, au plan national comme l'échelle internationale, ne s'accompagnent toujours pas des ressources financières voulues, ce qui dénote un manque de volonté politique. Avec de la volonté politique, nous pourrions atteindre nos objectifs, même avec des ressources limitées : des pays pauvres tels que le Malawi et le Bangladesh n'ont-ils pas enregistré des progrès notables s'agissant de la parité des sexes ?

Ce qui s'est passé ces derniers mois nous a ouvert les yeux : ce n'est pas par manque d'argent que nous n'avons pas respecté les engagements pris dans le passé. À titre d'exemple, au plan mondial, nous possédons suffisamment de matériel militaire pour détruire le monde plusieurs fois et pourtant, les dépenses militaires continuent de croître. Au dernier trimestre de 2008, les nations du Nord ont consacré des milliards et des milliards de dollars au sauvetage du système bancaire, et ce dans les délais les plus brefs.

L'UNESCO estime que sept milliards de dollars suffiraient pour permettre aux pays à faible revenu d'atteindre les principaux objectifs fixés au plan international en matière d'éducation. Pourtant, les ressources promises décennie après décennie ne sont toujours pas disponibles.

En cette période d'incertitude économique, il importe encore plus de redoubler d'efforts pour octroyer ces ressources – mais cela exigera que nous apportions des modifications à nos systèmes de valeurs pérennes. Nous devons nous attacher davantage à faire com-

prendre à nos gouvernements et aux organes internationaux que nos enfants ont besoin de plus de livres entre les mains, pas de plus d'armes à feu. Nous devons faire en sorte que nos budgets nationaux et internationaux soient le reflet de cette prise de conscience. Nous devons aussi faire en sorte que ces ressources soient consacrées à la mise en place de programmes éducatifs qui transmettent des connaissances, des compétences ET AUSSI des valeurs.

Le mandat de l'UNESCO inclut l'appui aux pays dans le cadre de l'élaboration d'une réforme de l'éducation, notant des programmes scolaires, et de la formation des enseignants. Nous devons nous assurer que ces programmes développent à la fois à l'esprit et la personnalité de nos enfants et que la formation que reçoivent les enseignants leur permet de transmettre des connaissances, des compétences et les valeurs d'égalité, d'équité et de respect de chacun, les trois piliers d'une éducation digne de ce nom.

Je me plais à croire que, dans mon pays, nous assurons la promotion de valeurs telles que l'attention aux préoccupations des autres, l'équité, honnêteté, l'intégrité et la promotion du bien-être collectif, pas seulement celui de l'individu. Je veux que ces valeurs se retrouvent dans l'éducation, non seulement des petits-enfants, mais de tous les enfants d'Afrique et du monde. La plupart des connaissances que nous avons acquises au sujet du VIH et du sida, du paludisme, de la tuberculose et d'autres d'urgences sanitaires nous montrent que l'éducation n'est pas un luxe, pas même simplement un droit. C'est une action qui peut sauver des vies. Nous avons la possibilité de promouvoir cette action qui sauve des vies : faisons en sorte de la mettre à profit.

J'espère que lorsque nous nous réunirons encore 2015, nous pourrions regarder nos enfants dans les yeux et que nous oserons nous regarder nous-mêmes dans un miroir, en sachant que nous sommes enfin passés de la rhétorique à l'action utile et que nous avons tenu la promesse – faites à nos enfants et à nous-mêmes – d'ouvrir l'accès à une éducation de bonne qualité et durable.

Je vous remercie.

Discours des représentants de l'atelier « Young ESD Voices »

La veille de l'ouverture de la Conférence mondiale sur l'éducation au service du développement durable, un atelier a réuni 25 jeunes de différentes régions du monde qui se sont engagés en faveur de l'éducation au service du développement durable. Âgés de 18 à 35 ans, ils avaient été sélectionnés parmi plus de 500 candidats.

Les participants à l'atelier ont débattu de l'Éducation en vue du développement durable dans leurs pays respectifs et cherché à

déterminer dans quels domaines un effort particulier devrait être consenti pendant la deuxième moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable dans leurs pays respectifs et quelle devrait être la nature de leur engagement commun et individuel pendant cette période. Ces jeunes experts ont ensuite assisté à titre officiel à la Conférence et deux d'entre eux ont présenté les résultats de l'atelier lors de la séance plénière d'ouverture.



Atelier « Young ESD Voices »



Discours des représentants de l'atelier « Young ESD Voices »

prononcé par Claudia Matta et Leonardo Velásquez



Je vous invite à imaginer que nous vivons dans un monde où la pauvreté et la surconsommation sont minimales, à une époque où tolérance et respect de la diversité sont la norme, où la technologie propre est la source première d'énergie et où les individus de tous horizons ont les moyens de prendre des décisions appropriées en toute connaissance de cause pour aujourd'hui et pour demain.

Il y a un mois, nous étions 25 individus originaires de vingt-cinq pays différents, hier nous sommes devenus un groupe de 25 passionnés travaillant en équipe, aujourd'hui nous sommes près de 1 200 dans cette salle, avec pour tâche d'examiner l'EDD, mais

POURQUOI NOUS EN SOUCIONS-NOUS ?

Nous nous en soucions parce que nous voulons prendre des décisions au sujet de notre présent et de notre avenir.

Nous nous en soucions parce que nous comprenons que les disparités dans notre monde, qui vont de l'extrême pauvreté à l'extrême richesse, n'encouragent pas la paix.

Nous nous en soucions parce que nous comprenons que les problèmes d'aujourd'hui sont interconnectés, mêlant passé et présent, enjeux locaux et questions de portée internationale. Comme tels, ils ne peuvent pas être réglés par un individu indépendamment des autres ni par un secteur à lui seul.

L'EDD nous aide à faire face à la complexité des problèmes d'aujourd'hui. Nous sommes tous d'avis que l'éducation est l'outil de changement le plus efficace.

Au cours de l'atelier que nous avons tenu hier, nous avons identifié **trois** exigences clés en matière d'EDD :

1. Elle doit reposer sur un dialogue et sur une action qui fassent appel à plusieurs secteurs et disciplines. Cela permet de

créer et d'utiliser un langage commun, d'encourager et de nourrir les partenariats et la participation.

2. Elle doit progresser vers une destination commune à tous ceux qui la pratiquent tout en célébrant la diversité des valeurs des individus et des groupes.

3. Elle doit avoir une résonance dans la vie de chacun afin de susciter un engagement personnel.

Pour faciliter cette entreprise, chacun doit être impliqué, l'accent étant mis tout particulièrement sur le rôle des médias et du secteur privé.

Depuis le début de la DEDD en 2005, beaucoup de travail a été accompli. Le monde a découvert que l'on pouvait interpréter de plusieurs manières le concept d'EDD. Des organes de coordination ont été établis à différents niveaux. Des plans d'action et des stratégies existent, alors que ce n'était pas le cas avant ; le concours de plusieurs parties prenantes a été obtenu, comme celui de ministères, d'éducateurs, d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, pour ne citer que quelques-uns des éléments constitutifs des réseaux qui ont été instaurés aux fins de l'échange de « bonnes » pratiques.

Nous tous qui sommes réunis ici aujourd'hui, nous sommes motivés, et déterminés à aller de l'avant pendant la seconde moitié de la Décennie. Nous avons défini cinq mesures essentielles, qui permettront à chacun de ceux qui sont présents ici aujourd'hui de faire progresser l'EDD.

Mesure 1 : Nous devons nous attacher davantage au suivi et à l'évaluation de manière à pouvoir mieux planifier nos efforts à l'avenir.

Mesure 2 : Nous devons renforcer les structures d'EDD existantes et en établir de nouvelles lorsqu'il n'en existe pas.

Claudia Matta et Leonardo Velásquez, représentants de l'atelier « Young ESD Voices » lors de la séance plénière d'ouverture



Mesure 3 : Nous devons obtenir que l'EDD figure davantage au cœur des politiques afin de que l'enseignement et l'apprentissage reçoivent systématiquement un appui.

Mesure 4 : Nous devons partir en quête non seulement des « bonnes » pratiques, mais aussi des « bonnes » procédures de soutien à l'EDD, constituer une documentation à leur sujet et les faire connaître.

Mesure 5 : La moitié de la population du monde est âgée de moins de 20 ans et 90 % de ces jeunes vivent dans des pays en développement. C'est une population énorme qui doit participer à la prise de décisions relatives à l'avenir.

Nous ne sommes que deux devant vous, mais je vous rappelle que nous sommes les porte-parole de 25 participants : pouvons-nous leur demander de se lever ? Nous vous invitons à vous engager à nos côtés pendant la Conférence, à nous poser des questions au sujet de nos initiatives et nous sommes prêts à nous engager à vos côtés.

Merci beaucoup.



Participants : Anwar Al-Khatib (Jordanie), Sally Asker (Australie), Joel Bacha (Thaïlande), Mabel Batong (Philippines), Constant Sotima Berate (Bénin), Dina Beshara (Égypte), Magali Decloedt (Belgique), Daniel Fonseca de Andrade (Brésil), Nadia Lausset (Suisse), Keamogetse Magogwe (Botswana), Melhem Mansour (République arabe syrienne), Lina Mata Guido (Costa Rica), Claudia Matta (Liban), Yolanda Durant Mcklmon (Jamaïque), Hayden Montgomerie (Nouvelle-Zélande), Ibrahim Mohammed Mothana (Yémen), Shankar Musafir (Inde), Zizile Nomafa Khumalo (Afrique du Sud), Pernilla Kristina Ottosson (Suède), Evgeniia Postnova (Kirghizistan), Adriana Valenzuela (Colombie), Leonardo Velásquez (Honduras), Francesco Volpini (Italie), Clayton Zazu (Zimbabwe).





Segment de haut niveau

Le 31 mars 2009, 49 ministres et vice-ministres venus du monde entier, ainsi que des chefs d'organismes des Nations Unies, se sont réunis pour débattre de l'éducation en vue du développement durable (EDD) et des progrès réalisés dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD). En raison de la nature de cette réunion, il a été possible pour les ministres d'être francs, mais aussi de faire part de certains problèmes et préoccupations à leurs collègues et à leurs homologues. Les échanges ont été à la fois vivants et cordiaux, même si les participants ne se sont pas nécessairement accordés sur chacun des points dont il était débattu. En résumé, huit enjeux distincts, tous examinés dans le présent compte rendu, ont été abordés dans le détail au cours de cette « conversation ministérielle ».

La destinée de l'humanité : La volonté des ministres de se concentrer sur l'éducation en vue du développement durable était l'expression de leurs préoccupations et de leur engagement envers notre destinée humaine commune. Ils ont reconnu que la responsabilité de l'EDD leur incombait collectivement et que tous les pays devaient s'impliquer dans cette entreprise, y compris ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes. Ils ont souligné que l'éducation était un vecteur essentiel de l'évolution de la société, nécessaire si nous voulons apprendre à vivre de façon viable.

Les objectifs de l'éducation : Fondamentalement, il a été convenu que l'éducation avait plusieurs objectifs, mais que le développement des êtres humains – pas n'importe quelle sorte d'êtres humains mais des citoyens capables de penser et de prendre soin les uns des autres – revêtait une importance élevée.

La nature de l'éducation : Elle a beaucoup évolué ces derniers temps. Les pays considéraient l'éducation comme le moyen d'apporter des changements positifs et de contribuer à l'action de portée mondiale. De plus en plus, elle en vient à englober les compétences, les valeurs et les comporte-

ments qui sont essentiels pour mener une vie professionnelle et vivre dans la dignité au XXI^e siècle. L'EDD englobe elle-même tous les degrés et toutes les approches de l'éducation et établit en outre une corrélation entre les programmes scolaires et la pédagogie, et ce à plusieurs égards, tous cruciaux. En particulier, l'éducation doit aider les populations à accroître leur capacité d'apprendre tout au long de la vie.

L'importance des principes de l'EDD : Pour que l'éducation soit un vecteur de développement durable, les principes de l'EDD doivent être inculqués. Pour ce faire, il faut d'abord comprendre ce qu'est la croissance durable. Les participants sont convenus que l'équité était une condition essentielle pour y parvenir. L'application des principes de l'EDD aboutit à un résultat essentiel, à savoir l'émergence de citoyens attentifs à leurs prochains, qui se posent des questions, sont actifs et défendent la paix, notamment grâce à l'inclusion de l'éducation à la paix dans les activités éducatives et de formation. En dernière analyse, les ministres ont réaffirmé les aspects fondateurs de l'EDD, qui est axée sur la responsabilité et la prise de conscience de soi-même et des autres, ainsi que sur un comportement moral et éthique.





Nicholas Burnett et Annette Schavan lors de la session de haut niveau

Des défis pour le système éducatif : Le fait d'exiger des systèmes éducatifs qu'ils reflètent les principes de l'EDD pose un certain nombre de difficultés, qui ont été mentionnées par les ministres lors de leurs échanges. Les systèmes éducatifs existants devront s'adapter afin de traduire ces idées dans la réalité, ce qui n'est pas facile. En particulier, les pays en développement ont toutes les peines du monde à trouver les ressources nécessaires pour adopter les nouvelles approches éducatives, et ce de façon viable. La crise économique actuelle ne fait qu'accroître l'ampleur et la gravité des problèmes auxquels chaque pays (qu'il soit riche, qu'il l'ait été dans le passé ou qu'il soit pauvre) doit faire face.

Ce qui est nécessaire pour surmonter ces difficultés : Selon les ministres, les structures sont importantes. Outre les structures formelles, qui confèrent de l'autorité à un mouvement tel que la DEDD, il existe des structures moins formelles, comme les

réseaux, qui ont également un rôle clef à jouer. Entre autres, les structures contribuent à donner la visibilité nécessaire à l'EDD et à l'éducation du public, de sorte que chacun soit impliqué. Les participants sont convenus qu'il était nécessaire de tirer des enseignements du passé et notamment d'obtenir des pays et des communautés qu'ils expliquent aux autres de quelle manière ils avaient réussi à transformer des vies. Ils ont appelé de leurs vœux une réflexion encore plus approfondie pour comprendre et mettre en œuvre l'EDD comme il convient. Enfin, les participants ont souligné combien il était important de consacrer davantage de ressources financières à cette initiative.

Comment mettre en œuvre l'éducation en vue du développement durable : C'est l'aspect des débats ministériels qui a suscité le plus grand nombre de commentaires, ainsi que quelques discussions très animées. Les ministres sont convenus que la volonté politique, démontrée par une série d'impul-

sions vigoureuses, était essentielle pour que l'EDD trouve à s'ancrer de façon durable. Ils ont également exprimé le sentiment que la responsabilité était partagée en ce qui concerne la situation dans laquelle le monde se trouve actuellement et les décisions à prendre pour l'avenir.

Les ministres ont souligné que l'EDD allait au-delà de l'éducation environnementale et ont appelé à une large diffusion des pratiques de référence en la matière. En outre, compte tenu de l'importance que revêt la coopération interministérielle, certains ont demandé qu'on leur en donne des exemples et qu'on leur indique dans quels contextes elle était fructueuse. S'agissant de l'éducation environnementale, les avis étaient partagés quant à l'importance qu'il convient d'accorder au changement climatique dans le cadre de la DEDD, mais les ministres ont conclu que ce phénomène ne pouvait occulter la nature intégrée de l'EDD. Une discussion animée a suivi, dont l'enjeu était la valeur attachée à une consommation plus responsable.

Selon les participants, les partenariats contribueront à faire accepter l'EDD. La société civile, le secteur des entreprises, les enseignants et les établissements scolaires sont des partenaires potentiels. Contribution majeure à cette entreprise commune, le Gouvernement japonais a gracieusement offert d'organiser la réunion qui se tiendra à la fin de la Décennie.

La diffusion des connaissances a occupé une place prépondérante dans les discussions consacrées à la mise en œuvre de l'EDD. À cet égard, l'importance de la recherche a été soulignée, tout comme celle du suivi et, plus généralement, celle de l'établissement de divers types de corrélations. Les difficultés associées au suivi ont été mentionnées, mais son caractère crucial a été mis en relief. Il est primordial pour l'EDD que des corrélations existent : entre les trois « piliers » définis lors du Sommet mondial pour le développement durable, la culture servant de point d'ancrage important; entre les dimensions nationale et locale, mais aussi entre l'échelon local et l'échelle mondiale; entre l'éducation et le travail; entre les ministères compétents.

Les occasions à saisir : D'ores et déjà, il existe une quantité imposante de travaux de recherche et de connaissances qui peuvent être mis à profit sans délai aux fins de la mise en œuvre de l'EDD. Le secteur technologique, envisagé dans son acception la plus large, est en plein essor et en pleine évolution et certaines techniques permettent déjà – ou le permettront à l'avenir – d'améliorer les pratiques quotidiennes dans l'optique de l'EDD. Mais pour les ministres, leur plus grande chance est d'être « tous dans le même bateau » et donc de disposer, à eux tous, d'une force considérable et de l'aptitude à concrétiser « le changement qu'ils désirent et qu'ils veulent incarner ».

**Le présent compte rendu est l'œuvre de la Rapporteuse de la Conférence, Mary Joy Pigozzi, de l'Academy for Educational Development et du Groupe de haut niveau sur la DEDD. Les commentaires et déclarations dont il est fait état ne sauraient donc être attribués à tel ou tel ministre présent, à tel ou tel des pays représentés ni à l'UNESCO.*





Séances plénières

Quatre séances plénières se sont déroulées pendant la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable, consacrées à différents aspects de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. C'est la Rapporteuse de la Conférence, Mary Joy Pigozzi, de l'Academy for Educational Development et du Groupe de haut niveau sur la DEDD, qui a établi le compte rendu de ces séances plénières.

Les interventions faites pendant les séances plénières étaient riches et d'une grande portée, aussi est-il impossible d'en rendre compte en intégralité en quelques pages. Sept orateurs ont contribué à approfondir la réflexion engagée sur le concept d'éducation en vue du développement durable et sur l'action menée pour le traduire dans les faits et à en donner toute la mesure. Dans la présente synthèse, on évoque très brièvement les thèmes abordés par chacun, avant de se concentrer sur les points saillants des exposés individuels et des interventions de participants.

Séance plénière d'ouverture

Au nom du Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, **Nicholas Burnett** a prononcé le premier discours de bienvenue de la séance plénière d'ouverture, dans lequel il a souligné l'importance de l'EDD en tant que moyen de promouvoir l'apprentissage aux fins d'un changement durable, de donner à chacun les armes nécessaires pour mener une réflexion critique, agir après mûre analyse et, au bout du compte, devenir un meilleur citoyen. Il a également mis en relief le rôle de l'UNESCO, non seulement en tant qu'organisme chef de file de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) mais aussi pour que l'action menée au titre de la Décen-

nie soit cohérente au plan mondial et que des synergies s'opèrent avec d'autres initiatives, activités ou secteurs tels que l'Éducation pour tous (EPT), l'alphabétisation des adultes, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA), l'apprentissage tout au long de la vie, l'éducation inclusive et l'enseignement supérieur. Il a indiqué que l'éducation était porteuse d'innovation et de créativité, ajoutant que chaque individu était précieux en soi car chacun est un agent de changement.

Le deuxième discours de bienvenue a été prononcé par l'hôte de la Conférence mondiale, **Annette Schavan**, Ministre allemande de l'éducation et de la recherche. Elle a souligné que la Conférence répondait à deux objectifs : évaluer ce qui avait été accompli jusque-là dans le cadre de la DEDD et imprimer un nouvel élan, une nouvelle dynamique, à la deuxième moitié de la Décennie. Mme Schavan a inscrit ses commentaires dans un contexte mondial, indiquant que la crise économique actuelle aurait un impact énorme, qui rejaillirait de façon disproportionnée sur les pauvres. Selon elle, la liberté s'accompagne de responsabilités, la justice est une condition sine qua non de la sécurité, de la prospérité et de la paix et, riches ou pauvres, « nous sommes tous sur le même bateau ». Elle a insisté sur la valeur de chacun des partenaires impliqués, qu'il s'agisse de la société civile, des enseignants, des fonctionnaires, des scientifiques ou des chercheurs, et elle a



Participants à la
première séance
plénière



plaidé avec conviction pour que s'instaure une solidarité à l'échelle mondiale, afin que l'espoir l'emporte sur la peur.

Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdallah de Jordanie a participé à la séance plénière d'ouverture par l'entremise d'un message enregistré sur vidéo. Dans ce message, la Reine Rania a lancé deux appels qui ont été repris par plusieurs intervenants pendant la Conférence. Sa Majesté a souligné qu'il restait vraiment peu de temps pour relever certains des défis qui sont au cœur de la DEDD et qu'il était important de ne plus perdre de temps, mais de prendre des décisions effectives, immédiatement. En second lieu, elle a plaidé pour l'inclusion des filles et des femmes, car ce sont des agents essentiels du développement durable, sans lesquels la DEDD ne pourra pas être un succès.

Graça Machel, ancienne Ministre de l'éducation et de la culture du Mozambique, a soulevé la question pressante des promesses de contribution non honorées – promesses faites au plan international, mais non tenues. En mettant l'accent sur l'inclusion – une éducation de qualité pour tous – Mme Machel a plaidé avec ferveur pour que soient défendues les valeurs attachées à l'éducation, moyen de changer le monde pour l'arracher à l'état dans lequel il se trouve actuellement. Elle a observé que certaines décisions étaient

prises sans respect de la déontologie, soulignant que la faillite financière du monde était la conséquence de sa faillite morale. Selon elle, nous devons concevoir l'éducation comme une mesure propre à sauver des vies, qui donne aux apprenants des moyens d'agir et qui est capable de combler le fossé entre riches et pauvres, de promouvoir l'égalité et l'équité et de nous amener à valoriser les autres plutôt que d'en avoir peur. Elle a instamment prié les participants à la Conférence de passer de la rhétorique à l'action.

Deux représentants des participants à l'atelier organisé sur le thème « Jeunes du monde entier qui défendent l'EDD », **Claudia Matta** et **Leonardo Velásquez**, ont débuté leur exposé en expliquant ce qu'était selon eux un monde viable, arguant que l'éducation pouvait être un puissant outil de changement, notamment parce qu'elle amène les jeunes à appréhender leur destinée commune et à se façonner un avenir meilleur. Comme les autres orateurs, ils ont plaidé pour l'action – pas n'importe quelle action, mais une action qui repose sur les fruits de la recherche de l'expérience, qui soit menée par l'entremise des structures solides et spécifiques de l'EDD et qui fasse une place aux jeunes, de plus en plus nombreux dans le monde.

Première séance plénière

Au nom de Nicholas Burnett, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, **Ana Luiza Machado**, Sous-Directrice générale adjointe pour la gestion du programme Éducation de l'UNESCO, a prononcé le premier exposé de la séance d'ouverture, consacré à la présentation de la Conférence. Elle a replacé l'EDD dans sa longue histoire, s'attardant en particulier sur la Commission Brundtland. Elle a inscrit l'éducation dans une vaste perspective, depuis la petite enfance jusqu'à l'âge adulte, évoqué différentes formes d'apprentissage, en précisant qu'une telle approche était indispensable pour comprendre l'EDD et faire de la DEDD un succès. Elle a plaidé pour que la qualité soit à la base de l'EDD, en prônant une démarche interdisciplinaire, une attention à l'acquisition de compétences et le respect de valeurs établies dans le cadre de l'éducation. Elle a également indiqué qu'il était important d'établir des priorités, condition essentielle d'une action efficace.

Afin d'éclaircir l'arrière-plan technique de la Conférence mondiale, **Mark Richmond**, Directeur de la Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation de l'UNESCO, a donné un aperçu analytique du projet de Rapport mondial de la DEDD. Il a rappelé qu'il était important de recueillir des informations sur les structures de l'EDD et sur les divers contextes dans lesquels elle est pratiquée. Les divers types d'indicateurs utilisés pendant la première phase du suivi et de l'évaluation sont cruciaux pour mesurer les progrès de la mise en œuvre de la Décennie depuis son lancement en 2005. Le suivi et l'évaluation se poursuivront jusqu'en 2014 : pendant une deuxième phase, on se concentrera sur les processus et les modes d'apprentissage et, dans la troisième et dernière phase, sur les répercussions et sur les résultats de la Décennie. Après réflexion et sur la base des conclusions du projet de Rapport mondial de la DEDD, M. Richmond a estimé, eu égard à la DEDD, que « le verre est à moitié plein » : beaucoup a été accompli, mais il ne faut pas céder à la complaisance car il reste beaucoup à faire.

Walter Hirche, Président de la Commission allemande pour l'UNESCO, a présenté brièvement

le programme prévu pour les trois jours de la Conférence. Ce faisant, il a également expliqué les quatre objectifs de ce programme. Il a décrit à tous les participants la procédure d'élaboration de la Déclaration de Bonn et leur a annoncé la composition du groupe chargé de sa rédaction.

Deuxième séance plénière

Lors de la deuxième séance plénière, on s'est penché sur les progrès d'ensemble enregistrés dans le cadre de la DEDD. Cette séance était présidée par **Carl Lindberg**, membre du Groupe de haut niveau sur la DEDD de l'UNESCO et du Groupe consultatif international pour la conférence de Bonn. **Daniella Tilbury**, professeur à l'Université du Gloucestershire (Royaume-Uni) et présidente du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation, a présenté les travaux du Groupe, qui avait élaboré et mis en œuvre un cadre dé-



Daniella Tilbury, Carl Lindberg



cennal de suivi et d'évaluation de l'EDD pour l'ensemble de la Décennie. Elle a décrit les objectifs et les procédures de suivi et d'évaluation de la DEDD et fourni certains détails sur les divers outils conçus pour permettre au Groupe de s'acquitter de ses fonctions. Mme Tilbury a également fait état de plusieurs contraintes qui avaient pesé sur ses travaux, notamment l'absence de données de base, de système établi de collecte de données relatives à l'EDD, des délais serrés qui avaient empêché que certaines procédures soient menées à bien, un appui financier limité et des difficultés pour obtenir le concours de plusieurs parties prenantes. Un second cycle, qui prend pour base les données recueillies durant le premier cycle et les enseignements qui en ont été tirés, a débuté en avril 2009.

Les résultats initiaux de la mise en œuvre du cadre susmentionné ont été présentés par **Arjen E. J. Wals**, maître de conférences à l'université de Wageningen (Pays-Bas) et Coordonnateur du Rapport mondial. Bien qu'il tire 10 conclusions essentielles, il a été impossible de leur consacrer une attention égale pendant la plénière en raison de contraintes de temps. M. Wals a noté que l'EDD donnait lieu à une grande diversité d'interprétations et qu'elle était beaucoup plus fortement implantée dans le système éducatif formel que dans les autres filières éducatives. Les organismes de coordination se multiplient et un certain nombre de documents d'orientation solides ont été établis, mais la coopération interministérielle de-

meure très limitée dans la plupart des pays. Bien que l'UNESCO ait enregistré des avancées dans la mise en œuvre de la Décennie, il est trop tôt pour parler de réponse concertée des entités du système des Nations Unies. Les ressources financières et les mesures d'incitation publiques à l'appui de l'EDD demeurent rares et il est indispensable d'effectuer des recherches complémentaires et d'en diffuser les conclusions. Les réseaux internationaux d'EDD sont l'une des grandes forces de la Décennie.

Des perspectives régionales ont été fournies par des représentants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) (**Andreas Karamanos**) et des bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation des États arabes (**Abdel Moneim Osman**), de l'Asie et du Pacifique (**Derek Elias**), de l'Afrique (**Teeluck Bhuvanee**) et de l'Amérique latine et des Caraïbes (**Astrid Hollander**). Tous les intervenants ont insisté sur la diversité des contextes dans lesquels l'EDD se pratique dans leurs régions respectives et souligné les progrès importants enregistrés sur la voie d'une approche cohérente de cette entreprise. Évoquant leurs problèmes communs, ils ont cité les difficultés rencontrées pour définir une acception du concept d'EDD qui soit partagée par tous, pour traduire les politiques par des mesures pratiques et vraiment utiles ou encore pour obtenir des financements, un appui interministériel et une participation constructive de la part de l'ensemble des parties prenantes. Chacun a



Arjen Wals



Perspectives régionales:
Hollander, Bhuvanee, Elias,
Osman, Karamanos (de
gauche à droite)

également observé que l'EDD pouvait contribuer à l'élaboration de solutions dans sa région, que les réseaux étaient précieux, car ils permettaient d'échanger des informations et de forger des partenariats, et qu'il était nécessaire de trouver des moyens plus efficaces de constituer des capacités durables.

Troisième séance plénière

La troisième séance plénière a été consacrée à une réflexion sur la Conférence en cours et à un débat sur la première version préliminaire de la Déclaration de Bonn. Elle a été présidée par le Secrétaire d'État **Frieder Meyer-Krahmer**, du Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche.

Il n'était pas facile, à mi-parcours de la Conférence, de résumer les interventions riches et passionnées de tous les intervenants au cours de trois séances plénières. Toutefois, plusieurs thèmes importants se sont détachés, qui ont eu une résonance dans l'ensemble des exposés présentés et des réponses qu'ils ont suscitées parmi les participants. Certains échanges ont été très animés, plusieurs d'entre eux étant le reflet des regards différents que des individus, des organisations et des pays portent sur l'EDD. Ce qui suit est le bilan thématique des trois séances plénières dressé par les rapporteurs généraux, qui ont fait en sorte de rendre compte de ce qui avait semblé important à l'ensemble des participants à la Conférence.

Souvent, l'humeur d'un participant en dit plus long que les mots qu'il prononce, car elle met en perspective le sens de ses paroles. Plusieurs attitudes marquées se sont succédé pendant la Conférence – l'une, positive, a été constante tout du long, mais plusieurs autres méritent d'être mentionnées. Parfois, certains participants ont cédé à la colère et à la déception face aux engagements non tenus ou parce que les progrès enregistrés n'étaient pas aussi rapides que beaucoup l'avaient espéré. D'autres se sont montrés impatients – traduisant le désir d'aller de l'avant, d'accélérer. Fréquemment, pendant la Conférence, les participants ont réfléchi en nombre à ce qui avait été accompli, à la gravité des problèmes que l'EDD tente de régler, ou encore à la diversité stupéfiante de ceux qui sont profondément attachés à l'EDD, mais aussi des

approches envisagées pour sa mise en œuvre. On a aussi observé beaucoup de joie et d'enthousiasme, traduisant le sentiment général, à savoir que, ensemble, nous pouvions obtenir des changements positifs !

Au cours de la Conférence, un consensus s'est dégagé à plusieurs titres, facteur très important pour qu'il soit possible de mener une action cohérente dans le cadre de la DEDD. Premier exemple de consensus, l'idée que l'EDD repose sur une certaine combinaison de valeurs qui, lorsqu'elles sont mises en pratique, peuvent aboutir à des styles de vie plus viables. Ce n'est pas uniquement une question de contenus, mais aussi de processus ; c'est une forme d'éducation qui a également pour objectif de faire acquérir des compétences.

Deuxième exemple de consensus : la corrélation entre EDD et EPT. Les deux sont inextricablement liées. L'EDD contribue à ce que l'EPT soit de qualité et pertinente et elle offre de nouvelles possibilités d'inclure une dimension importante de l'EPT, à savoir l'apprentissage tout au long de la vie.

L'EDD est un impératif. Ce n'est pas une option, c'est une obligation. C'est le troisième aspect du consensus qui a émergé. L'EDD permet aux individus de prendre de meilleures décisions, de vivre ensemble dans un monde plus juste ; c'est un outil de changement positif. En outre, la DEDD offre l'occasion de repenser l'éducation afin de façonner un monde meilleur.

Cependant, les participants à la Conférence ont pris acte de ce que l'EDD n'était pas seulement une question de systèmes éducatifs. Ils ont reconnu que l'établissement de liens, la recherche, le renforcement de capacités, ainsi que la constitution de réseaux et de partenariats étaient des facteurs d'importance pour que l'EDD puisse aller de l'avant. En outre, ils ont émis le désir que les jeunes, le secteur des entreprises, le grand public, la société civile et l'enseignement supérieur œuvrent davantage pour la réalisation des objectifs de l'EDD.

Nous avons tous le désir d'accélérer la mise en œuvre du programme de la Décennie, mais le tout est de savoir comment obtenir



Frieder Meyer-Krahmer préside la troisième séance plénière

des résultats concrets. Quelles doivent être les priorités d'action ? Six d'entre elles ont été définies. Il faut mieux intégrer l'EDD aux cadres de développement existants et nouveaux. Il demeure nécessaire de disposer de structures efficaces et rationnelles au niveau national. L'interdisciplinarité demeure un défi énorme à bien des égards, notamment lorsqu'il s'agit de mesurer les progrès accomplis. Il est nécessaire d'intégrer l'EDD à toutes les formes et à tous les degrés d'éducation et de se concentrer davantage sur les enseignants, sur les professeurs et sur les autres professionnels et les dirigeants du monde de l'éducation. Enfin, une priorité essentielle doit être pour chacune des parties prenantes de tirer parti de l'expérience des autres.

L'EDD repose sur des valeurs de solidarité et d'inclusion, mais il est nécessaire d'améliorer encore la prise en compte dans ce contexte des problèmes propres aux femmes et aux populations marginalisées.

Quatrième exemple de consensus – à la fois frustrant et attristant – les participants se sont dits profondément préoccupés par l'échec qu'ils perçoivent à trois niveaux : volonté politique, engagements financiers et coordination. Ils ont appelé de leurs vœux des mesures propres à remédier aux promesses non tenues et à la « faillite morale » de systèmes

de valeurs qui soutiennent un monde non viable. À cet égard, les divers appels à la rapidité d'action entendus pendant les discours d'ouverture ont été répétés haut et fort.

Même s'ils n'ont pas reçu la même attention que les quatre problématiques qui ont suscité un consensus, il est important de mentionner d'autres thèmes évoqués à plusieurs reprises en plénière, notamment l'engagement des médias, les partenariats avec les entreprises, l'apprentissage des adultes et l'éveil des jeunes enfants.

Séance plénière de clôture

La séance plénière de clôture a été consacrée à la version définitive du texte de la Déclaration de Bonn et au résumé des débats par les rapporteurs généraux. Cette séance a été présidée par **Ricardo Henriques**, ancien Vice-Ministre de l'éducation du Brésil. Les observations finales ont été faites par **Nicholas Burnett**, Sous-Directeur général pour l'éducation de l'UNESCO et par **Kornelia Haugg**, Directrice de la formation professionnelle de l'apprentissage tout au long de la vie au Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche.

Les **rapporteurs généraux** ont de nouveau souligné que le monde se trouvait actuelle-



Kornelia Haugg, Ricardo Henriques, Nicholas Burnett
(de gauche à droite)



Les participants adoptent la Déclaration de Bonn.

ment dans une situation très complexe. Toutefois, ils ont indiqué que la période était également propice. D'une certaine manière, nos pires craintes constituent aussi une grande chance pour notre planète. C'est qu'en examinant la situation actuelle – caractérisée par des guerres et par des conflits, par un désastre climatique et par une catastrophe économique – nombre de ceux qui n'en auraient pas conscience autrement se trouvent confrontés aux trois piliers du développement durable, à savoir l'économie, la société et l'environnement. Leur interconnexion pourrait difficilement apparaître plus nettement aux yeux des dirigeants de la planète comme à ceux de ses habitants les plus pauvres.

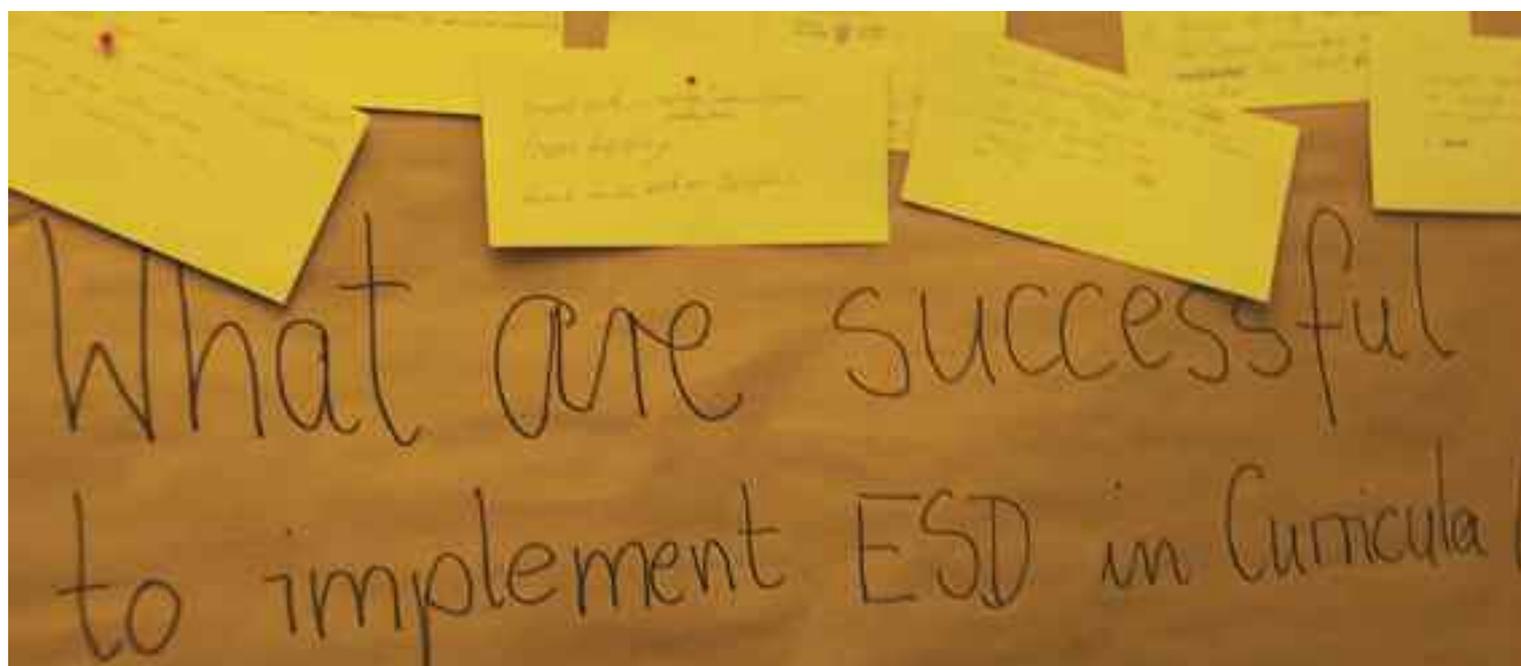
Les changements énormes apportés par la révolution industrielle, qui a amélioré la qualité de la vie à l'échelle mondiale, exigent une refonte totale des systèmes éducatifs. Une fois encore, il faut remettre sur le métier les programmes scolaires. Si l'éducation a de nombreux objectifs, il a été souligné tout au long de la Conférence qu'une réorientation des systèmes éducatifs et de formation était fortement souhaitable de sorte qu'ils façonnent des êtres humains capables de réfléchir et soucieux du bien-être de leur prochain –

des citoyens qui comprennent leur rôle au sein de la famille, de leur communauté, de la nation et de la planète entière ; des citoyens qui œuvrent pour un monde paisible, juste et viable. C'est tout l'enjeu de l'EDD.

Les rapporteurs généraux ont souligné qu'en adoptant la Déclaration de Bonn, tous les participants s'étaient engagés à mener campagne pour une éducation qui transmette connaissances, compétences et valeurs et qui nous aide tous collectivement à mener à bien une transition : de la consommation sans frein vers la responsabilité partagée ; de la fermeture vers l'ouverture et la transparence, de l'iniquité vers l'équité ; de la faillite des idées vers une nouvelle réflexion au sujet des systèmes économiques ; des promesses non tenues vers une éducation de qualité pour tous ; d'un monde non viable vers des pratiques durables.

Les 900 participants venus de près de 150 pays qui étaient présents à la Conférence mondiale ont adopté la Déclaration de Bonn en faveur de l'Éducation au développement durable par consensus lors de la séance plénière de clôture.





Ateliers

Au cours de la Conférence mondiale, 22 ateliers ont eu lieu. Ils avaient été organisés en coopération avec les diverses parties prenantes du système des Nations Unies, de la société civile, du monde universitaire, du secteur privé et d'institutions des médias. Ils s'articulaient autour de quatre regroupements thématiques :

- (1) La pertinence de l'EDD face aux grands défis du développement durable;**
- (2) La création de partenariats pour promouvoir l'EDD;**
- (3) Le renforcement des capacités pour l'EDD;**
- (4) L'EDD et les processus d'enseignement et d'apprentissage.**

Tous les ateliers ont été l'occasion de réfléchir aux quatre objectifs de la Conférence (voir pages 8-9) ainsi que d'examiner des questions transversales : parité des sexes, inclusion, culture, savoirs traditionnels, droits de l'homme, objectifs du Millénaire pour le développement et technologie. Une synthèse générale des conclusions de tous les ateliers a été réalisée par le Rapporteur de la Conférence, Kartikeya Sarabhai, du Center for Environmental Education (Inde). Elle s'inspire entre autres des rapports établis par les quatre rapporteurs en charge des quatre regroupements thématiques. Chacun des 22 ateliers a fait l'objet d'un rapport établi par un rapporteur spécifique.



Synthèse des ateliers

Chacun des 22 ateliers a donné lieu à des recommandations spécifiques en relation avec son thème, mais des suggestions et observations de caractère général ont été faites par plusieurs groupes. La présente synthèse tente de rendre compte de ces observations à caractère global émises durant les ateliers.

Pourquoi l'Éducation en vue du développement durable (EDD) est-elle pertinente?

L'éducation en vue du développement durable est considérée comme l'un des principaux facteurs capables de faire évoluer la société vers le développement durable. Elle établit des connexions entre les cultures et, ce faisant, entre les pays. Elle permet d'envisager les questions de développement dans une perspective fondée sur le respect des droits et sur la justice pour tous, dans l'optique de l'émergence de sociétés inclusives. La formation à elle seule ne peut transformer des idées bien ancrées dans les esprits. L'EDD replace l'éducation dans un contexte plus large, encourage l'interdisciplinarité et la réflexion critique et contribue à améliorer la qualité de l'éducation. Elle peut ajouter substance et contenu à l'initiative Éducation pour tous (EPT). Elle facilite tout autant l'apprentissage non formel et informel, ce qui va dans le sens d'une éducation envisagée comme un apprentissage tout au long de la vie.

Certains des résultats possibles d'une EDD efficace seraient l'instauration d'un environnement propre et sûr, des avancées économiques durables qui permettraient de répondre aux besoins élémentaires des populations, ou encore des relations sociales et culturelles solides et constructives axées sur le plein épanouissement du potentiel humain.

L'EDD nous concerne tous, mais en particulier ceux qui se trouvent au sommet et sont le mieux en situation d'enclencher des processus de changement. L'EDD est tournée vers l'avenir, facilite les échanges d'expérience et de connaissances entre générations et aide les apprenants à agir de façon responsable en tant que citoyens du monde, conformément aux principes énoncés dans la Charte de la Terre.

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Nous devons apprendre à changer la manière dont l'enseignement est dispensé : la transmission doit céder la place à la transformation. En plus de compétences et de savoirs, il faut diffuser des valeurs, ainsi que des pratiques optimales. De fait que l'EDD est interdisciplinaire, il est essentiel d'adopter une approche globale. Beaucoup a déjà été accompli en ce qui concerne l'installation et la mise en œuvre de pratiques de développement viables. Cependant elles demeurent trop fragmentées et leur coordination fait défaut.

Il faut échanger informations et pratiques de manière structurée, à l'appui de l'éducation et de l'apprentissage. Les pratiques nationales et internationales doivent être adaptées aux besoins locaux et aux pratiques traditionnelles. En parallèle, les pratiques locales doivent être diffusées et transposées sur une plus grande échelle.

Pour que l'EDD soit un succès, des partenariats devront se forger : pour qu'un partenariat réussisse, il faut souvent en passer par le développement des capacités d'un ou plusieurs des partenaires. Ils sont ainsi en mesure d'avoir des échanges et chacun peut participer pleinement et donc contribuer au partenariat et en tirer tous les avantages possibles. Dans le cadre de l'EDD, les partenariats comptent parmi les outils d'apprentissage importants. Compte tenu de la nature interdisciplinaire de l'EDD, ils doivent réunir de multiples acteurs. De tels partenariats confèrent aussi de la crédibilité à l'EDD. Pendant la première moitié de la DEDD, la société civile a joué un rôle majeur en se montrant partenaire de l'action gouvernementale et en la facilitant. Son action doit être mieux reconnue. De plus, il faut faire évoluer les mécanismes visant à obtenir des institutions compétentes autres que gouvernementales qu'elles s'engagent davantage.

Les échanges et la communication entre groupes et individus, en particulier d'une culture à l'autre, exigent de la réciprocité, de la sensibilité aux autres cultures et du respect mutuel. Dans le cadre de l'EDD, il faut intégrer les savoirs et les systèmes de savoir d'une variété de sources et de groupes.

Pour que l'EDD soit un succès, il faut se montrer flexible et s'adapter. Les stratégies et les pratiques de l'EDD doivent elles-mêmes être dynamiques et reposer sur des commentaires en retour et sur une démarche consistant à « apprendre à apprendre ». Le suivi et l'évaluation joueront un rôle central dans le processus d'apprentissage du changement, objectif clef de l'EDD.

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés?

Plusieurs programmes qui ne sont pas nécessairement étiquetés « Éducation en vue du développement durable » reposent en fait sur des activités d'EDD excellentes. Certains de ces projets peuvent être considérés comme des laboratoires d'apprentissage et ils doivent être utilisés et reconnus comme tels. De bons exemples de pratiques de l'EDD existent partout dans le monde mais nous ne disposons pas encore de mécanismes satisfaisants pour y avoir accès. Certains réseaux de qualité ont été constitués aux fins de l'échange d'informations mais ils doivent devenir plus actifs et nous devons trouver des moyens de faire connaître ce qui se passe en dehors de ces réseaux. Les technologies de l'information et de la communication ont évolué et peuvent désormais servir de tremplin pour la constitution de réseaux. Cependant, il ne faut pas sous-estimer la valeur des contacts directs.

Certes, jusqu'à maintenant, les activités d'EDD ont accordé une place aux trois dimensions du développement durable – économique, sociale et écologique – mais c'est sans doute le pilier économique qui est le maillon faible et dont la prise en compte dans le débat sur l'EDD doit être beaucoup plus systématique. L'enseignement et la formation techniques et professionnels constituent un élément important de l'apprentissage tout au long de la vie et revêtent une importance centrale pour l'EDD, car on cherche à obtenir que le personnel d'un large éventail d'institutions s'y implique. L'EDD exige de telles institutions qu'elles se redéfinissent et qu'elles revoient leur rôle dans la société.

Au cours de la première moitié de la Décennie, plusieurs universités et établissements d'enseignement supérieur sont devenus des modèles : ils se sont transformés et ont re-

pensé leurs campus, afin de rendre leurs activités plus viables et de s'ouvrir à la population locale. Des efforts sont actuellement consentis pour incorporer l'EDD dans les programmes scolaires et de formation des enseignants. Cependant, pour appuyer ce processus et le renforcer, des ressources supplémentaires sont requises. Cela est valable pour tous les domaines concernés par la Décennie et par l'EDD. Certes, celle-ci est de mieux en mieux connue et reçoit un soutien croissant, mais le financement qui y est consacré devra être considérablement revu à la hausse pour qu'il soit possible de mener à bien le plan ambitieux conçu pour la Décennie et répondre aux besoins qu'elle suscite. Enfin, les zones rurales, en particulier, sont en pleine évolution et, dans ce contexte, le fait d'engager une réflexion sur la viabilité peut jouer un rôle très important en conceptualisant ce changement afin de l'accompagner au mieux.

Quels sont nos prochains objectifs ?

Il faut constituer une documentation au sujet des bonnes pratiques en matière d'EDD et la diffuser le plus largement possible, créer un pôle d'échanges de données d'expérience en ligne afin de poursuivre le dialogue engagé à Bonn et mettre en place des mécanismes de partage des ressources. Pour que les objectifs de l'EDD soient atteints à l'issue de la seconde moitié de la Décennie, des fonds adéquats doivent être mobilisés.

La recherche en matière d'EDD doit s'intensifier : c'est un outil essentiel pour susciter des commentaires en retour qui permettent de découvrir au fur et à mesure ce qu'il ressort de sa mise en œuvre. Ces travaux de recherche, de haute qualité, doivent être mieux corrélés avec l'action menée en faveur de la viabilité. Il faut aussi concevoir des indicateurs appropriés pour mesurer les progrès réalisés et les lacunes observées en matière d'EDD au plan national.

Pour que l'EDD soit mise en œuvre avec succès, une meilleure coordination est requise entre gouvernements, universités et centres de recherche, ONG, organisations locales, groupes féminins et secteur privé. Dans certains cas, il pourra s'avérer nécessaire de créer des cadres institutionnels pour y parvenir. De même, un appui politique et juridique est souvent nécessaire pour faciliter cette



mise en œuvre. Cela devrait contribuer à mobiliser les citoyens et à garantir l'adoption d'une législation appropriée et efficace. Il est aussi nécessaire que s'instaure un dialogue entre les diverses parties prenantes aux niveaux local, national et international, afin qu'ils agissent en coopération et que des synergies s'instaurent. L'EDD a besoin d'un engagement déterminé du secteur privé auprès de la communauté des éducateurs afin que les divers processus éducatifs intègrent l'objectif de viabilité.

Il faut rendre l'EDD plus visible, de diverses manières. Pour y parvenir, les médias doivent devenir des partenaires à part entière et sur un pied d'égalité. Il ne sera pas possible de concrétiser les aspirations fondamentales de l'EDD si les médias ne jouent pas un rôle significatif dans le cadre de l'élaboration, de la diffusion et de la communication d'informations et de contenus relatifs à cette initiative.

Les divers acteurs concernés doivent s'impliquer davantage dans la Décennie et recevoir plus d'appui à cet effet. Le rôle clef des enseignants et des éducateurs – piliers de l'EDD – doit être mieux reconnu et ils doivent recevoir un soutien accru. Il faut encourager les méthodes d'enseignement novatrices et l'expérimentation. En outre, il faut mettre au point des programmes destinés aux individus qui ont des besoins particuliers. Enfin, les jeunes, qui constituent la majorité de la population mondiale, doivent participer bien davantage à la conception des activités menées au titre de l'EDD. Il est nécessaire de développer chez eux des qualités d'encadrement et la capacité de concevoir de nouveaux modes de constitution de partenariats au profit de l'EDD.

L'EDD doit être axée sur des programmes qui entraînent un changement de comportement : dans le cas de la société en général, celui des consommateurs est particulièrement important. Il est nécessaire de procéder à une analyse des mécanismes économiques, des modes de consommation et des styles de vie, qui servent de fondement à une réorientation de l'éducation. La pratique de l'EDD doit aller de pair avec une réflexion sur les problèmes actuels tels que le changement climatique, la menace contre la biodiversité et la crise alimentaire. En outre, il faut intégrer l'EDD dans la stratégie de mise en œuvre des pro-

grammes tels que ceux qui sont axés sur la réduction des risques de catastrophe.

Il faut se concentrer sur l'objectif de réduction de l'empreinte écologique de l'humanité et non pas seulement promouvoir une éducation qui perpétue les causes des problèmes économiques, écologiques, sociaux et culturels auxquels nous nous heurtons dans notre vie quotidienne.

Plusieurs réseaux existants peuvent être renforcés afin de permettre une meilleure circulation des idées et des pratiques. Il faut s'employer à transmettre les documents pertinents d'un réseau à l'autre. Les moyens dont dispose l'UNESCO, organisme chef de file de la DEDD, doivent être renforcés afin qu'elle puisse jouer son rôle efficacement. D'autres organismes du système des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ou encore le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), exécutent des programmes par l'entremise desquels les partenariats peuvent être rendus plus efficaces et des synergies plus nombreuses peuvent s'instaurer en faveur de l'EDD. S'agissant de la mise en œuvre de la Décennie, notamment de la facilitation de la coopération interministérielle, une volonté politique plus forte et un plus grand engagement des commissions nationales pour l'UNESCO sont requis. L'action menée au titre des stratégies et cadres existants aux niveaux national et international, tels que le Cadre d'action de Hyogo, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Charte de la Terre, doit l'être en association plus étroite avec l'EDD. Il faut que tous les partenaires de l'EDD puissent s'exprimer et une réflexion doit s'engager pour déterminer ce que signifie le « progrès » en matière d'EDD. Le suivi et l'évaluation nous permettent de nous assurer que nous faisons bouger les choses. Il faut les planifier et en rendre compte par l'entremise d'un processus qui implique de multiples partenaires.

Un appel à l'action : Tous les secteurs ont indiqué qu'il était urgent d'agir. Durant les premières années de la DEDD, on s'est concentré sur la sensibilisation, on s'est



attaché à faire sentir la nécessité de l'EDD et on a lancé un certain nombre de projets pilotes. Durant ces années, les objectifs de l'EDD, sa raison d'être, se sont traduits par des initiatives en matière de programmes. De nouveaux partenariats se sont créés, des approches novatrices ont vu le jour et l'efficacité de l'action menée s'est renforcée.

On envisage la seconde moitié de la Décennie comme une période pendant laquelle ces efforts devront être déployés sur une plus grande échelle, il faudra mobiliser davantage d'individus, d'institutions et de ressources pour l'EDD et il faudra agir de manière à entraîner des changements de comportement significatifs à tous les niveaux : modification de nos modes de production et de consommation ; nouvelle définition de l'équité ; nouvelle manière de prendre acte de ces

problèmes. Il est impératif que, partout dans le monde, les hommes agissent de concert, en partenariat, afin de rendre possible un avenir plus viable.

La présente synthèse a été établie par le Rapporteur de la Conférence en charge des ateliers, Kartikeya Sarabhai, du Center for Environmental Education (Inde). Elle s'inspire entre autres des rapports établis par les quatre rapporteurs en charge des quatre regroupements thématiques : Hilligje van't Land, de l'Association internationale des universités; Overson Shumba, de la Copperbelt University School of Mathematics and Natural Sciences de Zambie et membre du Groupe d'experts de l'UNESCO chargé du suivi et de l'évaluation; Konai Thaman, titulaire de la chaire UNESCO sur la formation et la culture des enseignants à l'Université du Pacifique Sud (Fidji) et membre du Groupe Consultatif International pour la Conférence mondiale sur l'éducation en vue du développement durable; Mirian Vilela, membre du Secrétariat International de la Charte de la Terre (Brésil/Costa Rica) et du Groupe de référence sur la DEDD de l'UNESCO.





Regroupement thématique I

La pertinence de l'EDD face aux grands défis du développement durable

L'EDD peut contribuer de façon substantielle à régler les principales difficultés associées au développement durable. Mais quoi qu'il en soit, si on ne procède pas à une réorientation de l'éducation, il ne sera pas possible de trouver des solutions à des problèmes tels que la pénurie d'eau et le changement climatique, entre bien d'autres. De plus, la prise en compte de l'ensemble des enjeux du développement durable dans tous les secteurs de l'éducation rendra celle-ci plus pertinente. Quand on présente aux étudiants et aux apprenants les problèmes contemporains liés au développement, on rend l'éducation plus proche de la vie et on améliore leur expérience de l'apprentissage en stimulant leur motivation et leur intérêt. Les ateliers suivants ont eu lieu dans le cadre de ce regroupement thématique :

1. **L'éducation au service de la durabilité des ressources en eau : à la croisée des décennies**
2. **Le renforcement, à l'échelle internationale, de la réponse de l'éducation au changement climatique**
3. **La promotion de modes de vie viables et d'une consommation responsable grâce à l'EDD**
4. **L'EDD et la prévention des risques de catastrophes : vers des sociétés capables de résister aux catastrophes**
5. **L'éducation à la sécurité alimentaire : l'apport de l'EDD**
6. **Le SIDA, la santé et l'éducation en vue du développement durable**
7. **L'intégration de la biodiversité dans l'éducation et l'apprentissage**
8. **Le pilier économique du développement durable : approches pédagogiques**



Atelier 1 : L'éducation au service de la durabilité des ressources en eau : à la croisée des décennies

Coordonnateurs : Miguel Doria (UNESCO); Almut Nagel (Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire); Charlotte van der Schaaf (Programme d'ONU-Eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé

Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'eau est un thème essentiel et transversal pour l'EDD, car elle est à la base de l'économie, de la société et de l'environnement. Les enjeux de portée mondiale actuels – croissance de la population, changement climatique, risques liés à l'eau, urbanisation, assainissement, hygiène et sécurité alimentaire – font que ce thème est très important. De plus, il est urgent de former des professionnels qui soient hautement qualifiés dans les domaines de l'eau et de l'éducation.



Matthew Hare explique les résultats obtenus dans le cadre du travail en groupe.

Objectif 2 de la Conférence :

Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

À l'heure actuelle, il n'existe pas de consensus quant aux divers modèles de gestion viable de l'eau appliqués dans le monde. Des mesures et des indicateurs spécifiques pourraient donc être élaborés afin que l'expérience des uns puisse servir aux autres. Les établissements éducatifs devraient examiner et échanger les informations existantes quant aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage novatrices, comme par exemple l'apprentissage fondé sur les problèmes ou orienté vers l'action. Nombreux sont ceux qui déploient des efforts à ce titre, mais ceux-ci ne sont pas reliés les uns aux autres ni bien coordonnés.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Des programmes et réseaux internationaux se consacrent activement à l'éducation relative à l'eau, notamment le Programme hydrologique international (PHI), les chaires et centres, le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU), l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau (UNESCO-IHE), le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNEVOC) et le Programme de jumelage des universités (UNITWIN). Des programmes scolaires et univer-

sitaires axés sur la durabilité ont été mis en place dans divers pays du monde, dans le cadre desquels on travaille sur l'éducation relative à l'eau et à la mise en œuvre de programmes concrets. En outre, on commence à proposer à titre expérimental des sujets de maîtrise et de doctorat en rapport avec l'eau. Par ailleurs, des programmes de formation axés sur la viabilité ont aussi été conçus à l'intention d'établissements d'enseignement, de sociétés privées et d'écoles. Un grand nombre de documents pédagogiques sont déjà disponibles. On s'efforce d'incorporer aux programmes scolaires d'autres questions liées à l'eau, comme les droits de l'homme. L'éducation relative à l'eau suscite un intérêt croissant et des forums voient le jour. Des réseaux et des filières de coopération entre ONG, gouvernements, écoles, etc. sont déjà bien implantés dans certaines régions et pays.

De nombreux projets régionaux consacrés à l'eau sont en cours d'élaboration ou de mise en œuvre.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants ont esquissé un certain nombre de stratégies pour aller de l'avant, appelant les instances suivantes à agir sans délai :

Les gouvernements doivent prendre des mesures pour assurer une bonne formation aux professionnels de l'eau et de l'éducation, pour entraîner un changement d'attitudes de comportement de l'ensemble des parties prenantes, y compris les étudiants, les communautés et les enseignants, et créer des conditions propices à l'apprentissage par les formateurs, les enseignants et les étudiants, car l'apprentissage est un processus de longue haleine, mais aussi à l'exercice de leur métier par les enseignants.

Les organisations internationales doivent mettre sur pied davantage d'instances d'échanges et d'acquisition de connaissances à l'intention des professionnels de l'eau et de l'éducation et procéder à une évaluation des besoins en vue du renforcement des capacités existantes, c'est-à-dire définir les priorités, mais aussi mettre en place des projets et des programmes pilotes axés sur le développement des moyens.

Les acteurs locaux, c'est-à-dire les autorités locales, le secteur privé et les ONG locales, doivent rendre possible et appuyer la participation active des communautés à une réflexion sur la valeur de l'eau et à l'enseignement de valeurs communes liées au développement durable.

Principales recommandations concrètes

Les quatre recommandations concrètes suivantes ont été faites pour chacun des quatre secteurs de l'éducation :

Niveau local et partenaires

Avant de prendre des décisions relatives à l'accès (privé/public) et à l'allocation des ressources, il faut fournir (gratuitement) des outils d'acquisition de connaissances, d'information et de participation (et autres) aux communautés pour les aider à définir et à exprimer leurs points de vue sur la valeur de l'eau. Il faut prendre pour base une combinaison des besoins minimaux, des droits historiques et des valeurs économiques, écologiques et culturelles. Il faut aider les autorités locales à acquérir les compétences nécessaires pour utiliser plus efficacement les outils et les techniques de participation, lorsqu'ils sont nécessaires pour « enseigner » les valeurs relatives à l'eau.

Enseignement scolaire

Il faut sensibiliser les étudiants à l'importance et à la valeur de l'eau et leur apprendre à l'apprécier. Les enseignants doivent promouvoir et démontrer la valeur sociale, économique et écologique de l'eau, dans le cadre de cours sur le développement et l'éthique qui recoupent diverses matières, afin de favoriser l'apparition d'attitudes et de comportements positifs parmi les enfants et les populations locales dans leur ensemble. La compréhension de cet enjeu sur un plan culturel doit s'accompagner d'une expérimentation sur le terrain. De plus, il faut combler le fossé entre problèmes de portée mondiale et aspects spécifiques régionaux. Les gouvernements, en collaboration avec les autres partenaires, doivent constituer des bases de données qui permettent d'accéder à la documentation existante et de la mettre à profit. Les enseignants doivent recevoir une formation à l'utilisation de cette documentation. Des mesures doivent être prises pour inciter les enseignants à mettre les principes qu'ils auront ainsi acquis en pratique, par exemple par l'entremise d'une coopération entre gouvernements et entreprises publiques.

Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)

Il faut mettre sur pied, avec l'appui de l'UNESCO, des projets de démonstration axés sur l'enseignement et la formation professionnels dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. On doit développer les compétences professionnelles en matière d'eau et d'assainissement et en doter ceux qui travaillent dans ce secteur (en particulier dans les pays en développement). Les investissements dans l'infrastructure doivent être complétés par la formation des techniciens et des res-

ponsables politiques afin qu'ils soient en mesure de gérer ces investissements de façon viable. Un appui et une formation seront également nécessaires pour les phases de mise en œuvre des technologies à faible coût, novatrices et « douces ». Les partenariats multiples (public-public, public-privé, etc.) pourraient être forgés pour y parvenir, en particulier dans le cas de la formation avant emploi, en cours d'emploi ou « sur le tas ». La formation doit être conçue de façon à permettre aux apprenants de faire le lien entre les aspects théoriques et la pratique nécessaire sur le marché du travail. Elle peut être dispensée de manière formelle ou informelle, mais doit être en phase avec le principe de l'apprentissage tout au long de la vie. À l'appui de ce genre d'initiatives, des directives et des bases de données sont nécessaires.

Enseignement supérieur

Les universités doivent ouvrir une fenêtre sur le monde et vice versa, c'est-à-dire qu'il faut associer action et recherche, apprentissage fondé sur les problèmes et apprentissage expérimental. Les universités doivent contribuer à faire en sorte que l'éducation soit axée sur la viabilité en sensibilisant les futurs décideurs à ce que la durabilité des ressources en eau veut dire. Elles doivent coopérer avec la société et faire bénéficier les populations locales et les écoles de leurs compétences en matière d'enseignement et de recherche. Les universités doivent montrer elles-mêmes l'exemple en utilisant l'eau de façon viable.

Elles doivent concevoir des mécanismes pour que des documents pédagogiques qui présentent à la fois les connaissances de base et les techniques de pointe en matière de gestion de l'eau soient disponibles. Il incombe à l'enseignement supérieur d'établir et de fournir gratuitement cette documentation. Il lui appartient également de mettre en place un processus, dont le sérieux soit reconnu par tous, par lequel les universitaires examinent les documents pédagogiques les plus récents et les plus novateurs et assurent leur diffusion la plus large. Pour que les travaux des universitaires donnent lieu à une mise en œuvre concrète, le secteur de l'enseignement supérieur doit être mobilisé.

L'évolution des structures universitaires doit s'inspirer des exemples d'intervention efficace de l'université pour améliorer les pratiques de référence au plan local. Il faut mettre davantage l'accent sur des programmes pragmatiques et efficaces.

Aucune théorie applicable à la gestion de l'eau n'est la panacée universelle. Les universités doivent donc s'employer à faire en sorte que tous les modèles de gestion existants soient rendus publics.

Rapporteur : Erick de Jong (Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau)



Atelier 2: Le renforcement, à l'échelle internationale, de la réponse de l'éducation au changement climatique

Coordonnateurs : Laurence Pollier (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques); Philippe Saugier (Carboschools); Reuben Sessa (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

Aperçu général

Quatre-vingt-dix participants, pour la plupart des représentants de premier plan de ministères de l'éducation, de l'environnement ou du développement, d'universités, d'organisations intergouvernementales et de la société civile de pays du monde entier (développés ou en développement) se sont réunis pour échanger des perspectives, des idées et faire connaître des pratiques de référence au cours d'un atelier de cinq heures, étalé sur deux jours, dont le but était de définir des stratégies et un plan d'action pratique pour transposer sur une plus grande échelle la réponse de l'éducation au changement climatique.

Les participants ont souligné qu'il était urgent de consentir des investissements importants dans une éducation transformative, selon une approche participative intégrée et critique qui repose sur l'application de valeurs et permette à des citoyens dotés de capacités nouvelles de traduire les faits qu'ils ont appris en activités concrètes ; cette démarche n'est pas marginale, mais elle est au cœur des pratiques éducatives quotidiennes partout dans le monde.

Compte tenu du caractère urgent de la recherche de remèdes au problème du changement climatique partout dans le monde et des pressions politiques qu'il suscite, les participants ont instamment prié l'UNESCO de faire une priorité de l'élaboration d'une stratégie mondiale pour l'éducation en vue du développement durable. Cette nécessité a également été mentionnée dans deux paragraphes de la Déclaration de Bonn, adoptée à la fin de la Conférence :



Les coordonnateurs de l'atelier présentent le programme.

« Les participants à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable (2009) demandent à l'UNESCO, en tant qu'agence chef de file de la DEDD [Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable], de : (...)

f) Faire ressortir l'utilité et l'importance de l'éducation et de la formation lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague (Danemark) en décembre 2009 en consultation et coopération avec d'autres partenaires.

g) Intensifier les efforts et initiatives pour donner à l'éducation en matière de changement climatique un rang de priorité plus élevé sur l'agenda international dans le cadre de la DEDD et dans le contexte de la stratégie de l'UNESCO relative au changement climatique, et comme élément d'une action transversale à l'échelle du système des Nations Unies. »

Le rapport sur cet atelier démontre que :

- Un ensemble de partenaires internationaux et intersectoriels spécialisés dans l'EDD et le changement climatique sont déterminés à unir leurs forces aux fins de la planification, de la conception et de la mise en œuvre d'un plan d'action à grande échelle;
- Une première collecte de directives et de données d'expérience peut être effectuée et doit être poursuivie, qui serve de base aux activités planifiées.

Les participants demandent qu'une phase de conception et de planification approfondies soit menée et prient à cette fin l'UNESCO de constituer une équipe spéciale orientée vers l'action et d'élaborer une méthodologie rigoureuse d'analyse multidimensionnelle pour guider ses travaux, afin que le plan d'action puisse être pleinement mis en œuvre pendant la seconde moitié de la DEDD.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'EDD doit se concentrer sur l'objectif de réduction de notre empreinte écologique à l'échelle mondiale (et d'améliorer notre apport positif en agissant davantage pour le développement durable) et non pas seulement promouvoir une



Participants à l'atelier

éducation de qualité qui perpétue les causes des problèmes économiques, écologiques, sociaux et culturels auxquels nous nous heurtons dans notre vie quotidienne.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Le changement climatique nous concerne tous. Nous ne pourrions régler ce problème que si nous y travaillons tous ensemble, à tous les niveaux, de manière intersectorielle. Il existe de nombreuses pratiques de référence; ce qu'il faut, c'est faire connaître les activités et les bonnes pratiques existantes afin d'accroître la capacité des parties prenantes de relever les défis de l'éducation au changement climatique.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

La proportion de la population qui a pris conscience du changement climatique est élevée; des questions restent néanmoins sans réponse : par exemple, comment éduquer les citoyens afin qu'ils passent de la prise de conscience à l'acquisition des moyens et de la détermination nécessaires pour agir. Cela appelle une corrélation étroite entre les résultats de recherches de haute qualité en matière d'éducation et des pro-

cessus qui transforment l'éducation au changement climatique et la dotent de la capacité voulue, à tous les niveaux.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants ont recommandé l'inclusion des deux paragraphes suivants dans la Déclaration de Bonn :

1. Nous considérons que le changement climatique est la menace la plus grave qui pèse à notre époque sur le développement durable et convenons d'intensifier les efforts de nos systèmes éducatifs et de formation afin de relever ce défi en élaborant et en exécutant un plan d'action de cinq ans sous l'égide de l'EDD.
2. [Nous] demandons au Directeur général de l'UNESCO, en consultation et en coopération avec d'autres partenaires, de mettre en relief la pertinence et l'importance de l'éducation et de la formation au cours de la phase préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15 – 15e Conférence des Parties à la CCNUCC) qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009.

Rapporteuse : Pamela Puntenney (Co-présidente du groupe de travail sur l'éducation de la Commission du développement durable de l'ONU)

Atelier 3 : La promotion de modes de vie viables et d'une consommation responsable grâce à l'EDD

Coordonnatrices : Fabienne Pierre (PNUE); Victoria Thoresen (Réseau consommation et citoyenneté)

Cet atelier a été divisé en un certain nombre de sessions articulées autour d'une série de discussions en petits groupes, de l'échange de données d'expérience, d'enseignements et de pratiques de référence entre représentants des institutions du monde entier, puis de questions et de contributions d'autres participants.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Telle que définie dans le cadre de cet atelier, **l'éducation** englobe un ensemble d'activités intégrées – de nature formelle ou informelle – mais aussi la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que l'information et la sensibilisation des citoyens. Telle que définie dans cet atelier, la **consommation** est un ensemble d'actions qui impliquent la sélection, l'achat, l'utilisation, l'entretien et l'élimination de biens et de services, et dont on considère qu'elles contribuent notablement à déterminer les **styles de vie**, les représentations, les attitudes et les comportements contemporains. Les styles de vie, tels que définis dans cet atelier, représentent les choix et les comportements d'individus et de collectivités dans leur vie quotidienne. Les dimensions sociale et environnementale de tels choix nous amènent aujourd'hui à considérer non seulement la dimension économique de l'éducation mais aussi ses dimensions éthique et politique.

L'éducation des citoyens et des consommateurs à la consommation durable (ECD), l'un des thèmes centraux de l'EDD, est primordiale pour les rendre responsables à cet égard : les individus doivent comprendre leurs libertés et droits fondamentaux, être informés comme il convient pour participer activement au débat public et avoir le souci de participer à la vie des marchés sans heurter leur conscience. Partant, l'ECD est devenue une composante essentielle de l'EDD et de la citoyenneté mondiale en ce qu'elle met en relief la corrélation entre les principaux axes de l'EDD : « Les citoyens doivent apprendre à définir les enjeux; à recueillir, manipuler et utiliser les éléments d'information pertinents ; à consulter ; à établir des plans d'action ; à faire des choix ; à analyser et évaluer les conséquences de leurs actes et à réfléchir à l'incidence qu'ils ont aux niveaux local, national et mondial. C'est particulièrement vrai de leur rôle en tant que consomma-

teurs¹. » L'ECD contribue à faire comprendre les aspects symboliques de la consommation et prendre conscience de la responsabilité morale et civique attachée aux styles de vie durables.

Elle peut être considérée comme une approche intégrée, qui repose en partie sur la fusion du développement durable et de l'éducation des consommateurs. Au niveau national, les politiques d'éducation des consommateurs visent à donner aux individus des moyens (droits du consommateur, budgétisation du ménage, compétences en matière de réflexion critique) mais aussi à promouvoir l'intérêt général. Cependant, dans la plupart des cas, la promotion de l'intérêt général au moyen de l'éducation des consommateurs porte principalement sur les dimensions politiques du consumérisme plutôt que sur ses dimensions sociales et environnementales. L'ECD, parce qu'elle est de nature transversale, peut aller au-delà et combiner tous ces aspects pour devenir un nouveau modèle éducatif qui élève le niveau d'éducation des populations sans créer une demande toujours croissante de ressources et de biens de consommation, qui favorise des choix individuels et collectifs responsables vis-à-vis de l'environnement et de la société. Dans cette optique, Here and Now (Ici et maintenant) donne cette définition de l'ECD : « L'éducation à la consommation durable consiste à faire acquérir les connaissances, les compétences et à faire adopter les attitudes nécessaires au fonctionnement de la société d'aujourd'hui. C'est l'apprentissage de la responsabilité, qui vise à rendre l'individu capable de gérer sa propre vie tout en participant à la gestion de la vie collective de la société envisagée dans son ensemble². » L'objectif est d'autonomiser l'individu de sorte qu'il puisse gérer de façon responsable ses incidences sociales et environnementales, mais aussi participer au débat public sur les valeurs, la qualité de la vie, la responsabilité et la transparence, et le stimuler.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Bien que nous soyons de plus en plus nombreux à prendre conscience de l'impact des hommes sur l'environnement et qu'une attention plus grande soit accordée aux conséquences des choix de styles de vie individuels, la consommation durable n'est pas encore considérée comme une question centrale par tous les systèmes éducatifs et elle ne figure pas

1 The Consumer Citizenship Network (CCN); Project Report Year 3, 2005-2006 : 6.

2 Programme des Nations Unies pour l'environnement/Équipe spéciale de Marrakech Force sur l'éducation à la consommation durable. Document de travail : HERE and NOW: Education for sustainable consumption. Recommandations et directives. 2008 : 3

parmi les priorités des politiques éducatives nationales. En fait, de nombreux aspects de la consommation et du développement durable sont déjà enseignés dans les écoles, mais les heures consacrées à l'ECD demeurent sporadiques ou passent quasiment inaperçues en raison d'un manque de cohésion et d'innovation. Pourtant, pour relever le défi de la consommation durable, il faudra réorienter de façon appropriée l'éducation formelle, tant sur le plan des programmes que sur celui de la gestion des établissements. L'inclusion de l'ECD dans les stratégies nationales de développement durable est l'occasion de le faire, à différents niveaux : élaboration de politiques éducatives, du primaire au secondaire, adaptation de la formation des enseignants, promotion des établissements éducatifs viables et mise au point de démarches et d'outils pédagogiques reposant sur une interaction constante entre les éducateurs et les autres acteurs de l'ECD, en particulier au niveau local. En outre, la diversité sociale, économique et culturelle doit être prise en compte dans l'ECD si celle-ci doit profiter aux zones urbaines comme aux zones rurales, aux pays développés comme aux pays en développement, aux populations lésées comme aux populations à risque, car l'ECD consiste à mettre en question des comportements et des croyances afin de réorganiser nos styles de vie à l'échelle de la planète.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les points suivants ont été soulignés pendant l'atelier :

- Les informations scientifiques échangées et évaluées sont devenues de plus en plus accessibles à mesure que la question de l'ECD et le mandat défini pour la DEDD gagnaient en visibilité et suscitaient un intérêt croissant, au niveau politique comme dans le secteur de l'éducation informelle.
- La prise de conscience des conséquences des styles de vie actuels sur l'environnement et la société se reflète dans les produits disponibles sur le marché – disponibilité rendue possible par les choix et par les exigences des consommateurs.
- Les stratégies fondées sur le cycle de vie et leur application aux produits et aux services, tant par les producteurs que par les consommateurs, sont maintenant prises en compte dans les sphères économique et éducative, ce qui rend plus facile l'éducation des individus.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Compte tenu des valeurs associées au développement dura-

ble, l'éducation à la production et à la consommation durables devrait faire partie intégrante de l'EDD et, pour que les choses changent, il est essentiel de faire pression pour qu'elle soit incluse dans les programmes scolaires à tous les niveaux. L'éducation aux styles de vie viables doit s'adresser à toutes les parties prenantes, mais en particulier aux jeunes et aux responsables politiques. Elle doit se poursuivre tout au long de la vie, être interdisciplinaire, novatrice et inclusive, entre autres dimensions, la formation à la citoyenneté ainsi que l'acquisition d'une connaissance des systèmes et des processus.

Stratégie 1 : Élaborer des politiques éducatives et de recherche axées sur la consommation durable

→ Adaptation des programmes scolaires et éducatifs

L'éducation a un double rôle à jouer : protéger les individus et leur donner les moyens de continuer à effectuer des choix librement et en connaissance de cause. Puisque l'éducation à la consommation durable exige qu'ils soient en mesure de comprendre, d'analyser et d'évaluer la quantité impressionnante de messages qu'ils reçoivent chaque jour dans les médias, ils doivent apprendre à les décrypter. En effet, l'ECD met en jeu des questions aussi diverses que la qualité de vie et les styles de vie, les ressources, l'économie, la conservation et l'environnement, les droits et les responsabilités des consommateurs, la santé et la sûreté, ainsi que les problèmes de portée mondiale (environnement, pauvreté, droits de l'homme, etc.). Autre thème important, pour former des citoyens à part entière, capables de décrypter les messages des médias, l'éducation à la consommation durable doit également leur enseigner à gérer l'information (communiquée par voie numérique, dans les médias, au moyen de la publicité et de la persuasion, par l'étiquetage). Parmi d'autres éléments clés, les connaissances médiatiques sont un pilier crucial de l'ECD, une condition nécessaire pour que l'individu puisse se comporter de manière informée et responsable. À cet égard, les directives intitulées *Here and Now*, qui ont été présentées pendant l'atelier, suggèrent plusieurs options pour l'inclusion de l'ECD dans les politiques éducatives : 1) l'intégrer systématiquement dans l'enseignement des matières/disciplines existantes ; 2) la présenter comme un thème interdisciplinaire/ou l'incorporer à des projets et à d'autres activités, ou dans des activités menées dans les clubs scolaires et après la classe ; 3) en faire une matière à part entière³.

→ Encourager la recherche en matière d'ECD

Il est essentiel de mener des recherches approfondies pour consolider le contenu de l'enseignement dispensé au titre de l'ECD. Il a pour but de fournir des données sur les modes de consommation et sur leurs divers impacts et d'expliquer les raisons pour lesquelles certaines cultures acceptent des changements et d'autres pas. Ces recherches peuvent porter sur diverses approches de la consommation durable, adaptées à différentes situations sociales, économiques, géographiques

³ Voir *ibid.*, p. 17.



et culturelles. Les questions didactiques sont aussi importantes : Comment enseigner la consommation durable ? Quels sont les thèmes, faits et approches pédagogiques pertinents en fonction du contexte culturel ?

Stratégie 2 : Donner aux enseignants des moyens idoines grâce à une formation initiale, puis continue
Pour que les programmes éducatifs et les outils pédagogiques conçus et utilisés dans le cadre de l'ECD le soient de façon efficace, l'une des principales conditions est la suivante : les enseignants et les formateurs doivent comprendre l'intérêt qu'elle revêt dans le cadre du parcours scolaire, mais aussi sa pertinence pour leur propre discipline. Il faut d'abord les informer des enjeux de l'ECD et de la difficulté qui consiste à ajouter la viabilité aux valeurs fondamentales des jeunes et à faire comprendre comment des questions abstraites et complexes peuvent avoir des répercussions pratiques sur la vie quotidienne des individus, puis leur fournir des outils appropriés pour qu'ils puissent élaborer des plans de cours. La réorientation de la formation des enseignants est donc fortement recommandée dans les directives *Here and Now*, qui ont été présentées pendant l'atelier : « Faire en sorte que l'enseignement et la formation des enseignants mette l'accent sur la portée mondiale, axée sur l'avenir et constructive de l'éducation à la consommation durable⁴. »

Stratégie 3 : Créer des établissements propices à l'enseignement de l'ECD

Si elles ne s'accompagnent pas de la mise en place des infrastructures et des moyens voulus au niveau institutionnel, les politiques d'ECD ne sont guère susceptibles d'être appliquées efficacement. Enseignants et étudiants ont besoin que leurs établissements adaptent leurs systèmes administratifs, reconnaissent que la consommation durable est une question légitime et comprennent à quels types d'actions elle renvoie.

Cela passe par la viabilité des achats, du matériel, de la gestion des bâtiments, de l'administration et des services, mais aussi par la participation du personnel et des élèves à des activités consacrées à la consommation durable, organisées dans le cadre de l'établissement. En outre, l'intégration de l'ECD à la gestion des campus est l'un des objectifs d'Action 21 à l'école, qui s'inscrit dans le cadre des programmes Action 21 locaux.

Stratégie 4 : Élaborer des approches et des outils pédagogiques appropriés

L'ECD dépend de l'élaboration continue et cohérente d'approches et d'outils pédagogiques. Mais elle se heurte à plusieurs difficultés, auxquelles ceux qui conçoivent et diffusent des ressources et des outils tentent de remédier. Le concept de consommation durable est lui-même perçu comme difficile à traduire concrètement dans la réalité quotidienne des individus; les ressources didactiques disponibles sont fragmentées, reposent parfois sur des données ou des modèles scientifiques obsolètes qui ne sont adaptés ni à la vie réelle ni à l'expérience des étudiants ; ces derniers ont tendance à faire preuve de désillusion, de passivité et à ressentir une certaine impuissance : il est donc difficile de les motiver et d'en faire des acteurs du changement. De nombreuses ressources ont été conçues aux niveaux international, régional et national, notamment des outils pour la mise au point de projets et de plans de cours sur l'ECD en milieu scolaire et en dehors. Ils peuvent être adaptés à différents contextes et diffusés par l'entremise de structures et de réseaux éducatifs.

Rapporteurs : Fabienne Pierre, Consultante (service consommation et production durables de la Division Technologie, industrie et économie du PNUE); Morgan Strecker, Consultant (service consommation et production durables de la Division Technologie, industrie et économie du PNUE)



4 Voir *ibid.*, p.7.

Atelier 4 : Vers des sociétés capables de résister aux catastrophes : l'EDD et la prévention des risques

Coordonnateurs : Christel Rose (Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), ONU); Badaoui Rouhban (UNESCO); Kristine Tovmasyan, (UNESCO); Olivier Schick (Plate-forme française de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes)

Introduction

L'atelier avait pour objectif de mettre en relief le lien entre l'éducation à la réduction des risques et l'EDD, ainsi que la contribution de la première à la seconde, en attirant l'attention des participants sur la nature mutuellement bénéfique des deux concepts, ainsi que le document de fond l'expliquait⁵. L'atelier comportait cinq sessions : sensibilisation des responsables politiques, constitution de capacités, éducation formelle, éducation non formelle et infrastructure éducative. Le discours introductif et l'animation de chaque session ont été confiés à un facilitateur, qui commençait par donner un aperçu général des préoccupations majeures suscitées par l'éducation à la réduction des risques, des principaux résultats déjà obtenus et des problèmes les plus épineux qui restaient à régler, avant que s'engage un débat de réflexion.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Les catastrophes constituent une entrave majeure à la réalisation de l'objectif du Millénaire 1 – réduction de la pauvreté. Leur prévention et la réduction de leur incidence sont donc petit à petit devenues des questions de développement importantes en elles-mêmes. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue à Rio de Janeiro en 1992, chacun s'accorde à dire que la prévention des catastrophes fait partie intégrante de l'action menée en faveur du développement durable (Action 21, chapitre 3). En 2002, à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, il a été réaffirmé que la nature intersectorielle de la prévention des catastrophes pouvait permettre d'atteindre certains des objectifs essentiels du développement durable (réduction de la pauvreté, protection de l'environnement). La corrélation entre prévention des catastrophes et développement durable apparaît de plus en plus visiblement au fil de l'adoption d'autres programmes d'action internationaux.⁵

Au titre de la priorité d'action 3 du Cadre d'action de Hyogo (2005-2015), l'accent est mis sur le renforcement des réseaux

et la promotion d'un dialogue et d'une coopération entre experts en matière de catastrophes, experts techniques et scientifiques, planificateurs et autres parties prenantes aux fins de l'instauration d'une culture de la sûreté et de la résilience à tous les niveaux, grâce aux échanges de connaissances et à l'éducation. En particulier, l'intégration de la prévention des catastrophes dans l'éducation formelle, non formelle, informelle et dans les activités de formation est recommandée. Comme le soulignait en 2005 Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'ONU : « Notre plus grand défi en ce nouveau siècle est de prendre une idée en apparence abstraite, le développement durable, et d'en faire une réalité pour tous les peuples du monde. » Pour que le développement durable devienne une réalité, l'éducation est un processus important, car elle peut donner naissance à de jeunes spécialistes capables de concevoir des outils et des méthodologies qui rendent possible les travaux de pointe. Pour que le développement durable ait davantage de chances de se concrétiser, la prévention des catastrophes doit faire partie intégrante de l'éducation.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Les participants sont convenus que les activités de sensibilisation et l'éducation devraient se concentrer sur la réduction de la vulnérabilité et sur les moyens de rendre communautés et nations résistantes face aux catastrophes, mais qu'il fallait aussi s'adapter aux situations locales et disposer de structures locales pour que s'instaure durablement une culture de la sécurité à l'échelle mondiale. Il faut aussi prendre en considération les aspects positifs des risques et procéder à une analyse coûts-avantages de l'éducation à la réduction des risques et de son impact. La sensibilisation doit viser en priorité les agents de changement appropriés, en fonction des besoins et de la demande réels, et doit prendre pour points de départ des phénomènes spécifiques, tels que le changement climatique, pour susciter un engagement politique plus grand en faveur de la prévention des catastrophes. Le rôle majeur joué par les médias dans le domaine de l'éducation, de l'information et des échanges de données d'expérience a également été réaffirmé avec conviction.

⁵ Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable; Document de fond: Learning to live with risk - disaster risk reduction to encourage education for sustainable development (Apprendre à vivre avec le risque – la prévention des catastrophes au bénéfice de l'éducation en vue du développement durable), mars 2009.



Avant de **constituer les capacités** voulues, il faut évaluer les moyens existants, en s'appuyant sur la sagesse et sur les connaissances locales. Il faut prendre des exemples pratiques et échanger des données d'expérience relatives à la prévention des catastrophes. Il existe des moyens scientifiques de renforcer les programmes de constitution des capacités. S'il est important de se focaliser sur une stratégie de constitution de capacités unique et cohérente, il faut aussi avoir recours à des approches adaptées aux situations locales. Ainsi, il faut recourir de façon équilibrée aux initiatives mondiales et régionales, ainsi qu'aux programmes d'apprentissage adaptés aux conditions locales ou qui s'inspirent de diverses sources.

Lors de la session consacrée à **l'éducation formelle**, celle-ci a été présentée comme une acception plus large du principe d'accès de tous à une éducation de qualité. Un modèle d'éducation de qualité et d'acquisition de compétences pratiques de base, comprenant trois niveaux, a été décrit :

- l'éducation formelle, qui permet dans l'idéal l'acquisition par tous les enfants et tous les publics de compétences pratiques, comme le prévoient les engagements pris au plan international; à ce niveau, les interventions menées en faveur de la qualité sont structurées;
- d'autres interventions, reposant elles aussi sur un programme d'enseignement, sont possibles et proposées en dehors des programmes du système éducatif formel;
- si l'on s'attache à l'enseignement de compétences pratiques, il faut traiter spécifiquement l'instauration de priorités entre divers risques et la nécessité de faire porter les efforts sur une population donnée.

La session sur **l'éducation non formelle** a débuté par l'examen d'exemples de vulnérabilité, de développement et de décalages entre connaissances et pratiques. Trois raisons principales expliquent les lacunes du processus de développement durable. En premier lieu, on ne tient pas compte de la relation de cause à effet entre catastrophes et développement. En deuxième lieu, les catastrophes sont généralement envisagées dans le contexte d'une intervention d'urgence ; en troisième lieu, le concept de développement durable semble être envisagé indépendamment de la « sûreté ».

Enfin, la session consacrée à **l'infrastructure éducative** a mis en relief la nécessité urgente, si nous voulons atteindre l'objectif d'éducation pour tous de l'UNESCO et obtenir que tous les enfants soient scolarisés d'ici à 2015, de faire en sorte que tous les centres éducatifs locaux, écoles, universités et autres établissements de formation et d'apprentissage soient mis aux normes de sécurité en vigueur grâce à des initiatives appropriées. L'expérience acquise à la suite des catastrophes survenues dans le passé montre que les ressources investies dans l'enseignement de leur prévention le sont en vain : en effet, le lendemain d'une catastrophe, tous les efforts se concentrent sur la recherche d'enfants sous les

infrastructures effondrées et dans les monceaux de débris. Non seulement les catastrophes font disparaître la future génération d'experts, qui auraient pu être les artisans de la prévention des catastrophes et du développement durable, mais elles réduisent à néant les efforts menés en faveur de la durabilité.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Dans le Cadre d'action de Hyogo, adopté par 186 États Membres de l'ONU, l'éducation et la sensibilisation du grand public sont présentées comme des priorités d'action essentielles pour une prévention efficace des catastrophes. Des équipes spéciales ont été constituées à l'échelle régionale et au niveau mondial et une plate-forme thématique sur le savoir et l'éducation, sous la conduite de coordonnateurs du système des Nations Unies (UNICEF, UNESCO, SIPC), rassemble un large éventail de partenaires (gouvernements, société civile et établissements du supérieur). L'ensemble de ces divers acteurs s'emploie à obtenir que l'éducation à la prévention des catastrophes soit considérée comme l'une des premières priorités des programmes éducatifs nationaux. Des initiatives de sensibilisation sont menées à un haut niveau et des directives politiques ainsi que des outils et méthodologies spécifiques – dont une Bibliothèque d'or de l'éducation à la prévention des catastrophes – ont été conçues pour aider les décideurs du secteur de l'éducation à intégrer la prévention des catastrophes dans les programmes scolaires nationaux, y compris ceux du supérieur, et à mettre en œuvre des initiatives axées sur la sécurité des écoles.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

En conclusion, les participants sont convenus que « l'éducation à la prévention des catastrophes [était] une composante essentielle de l'EDD et devrait être considérée comme une priorité dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde moitié de la DEDD ». Pour atteindre cet objectif et renforcer les synergies entre les activités menées au titre de l'EDD et celles qui le sont au titre de l'éducation à la prévention des catastrophes, il faut commencer par plaider en faveur de politiques appropriées, constituer les capacités voulues, avoir recours à l'éducation formelle et non formelle (l'éducation à la prévention des catastrophes devant être dispensée dans les écoles comme dans le supérieur) et faire en sorte que les infrastructures éducatives soient sûres. Il faut tenir compte en particulier des facteurs locaux et des coutumes, et respecter les valeurs culturelles ainsi que la sagesse et les connaissances traditionnelles. Les supports visuels et les

liens avec la vie quotidienne peuvent constituer des outils efficaces pour l'éducation à la réduction des risques des catastrophes et pour l'EDD. Le programme qui prévoit une action commune menée sur ces deux fronts doit être inclus dans l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo et les objectifs fixés pour la fin de la Décennie et de la période couverte par le Cadre d'action devront alors être poursuivis. Il a été proposé que l'objectif de « mortalité zéro des écoliers en raison de catastrophes évitables d'ici à 2015 » soit inclus dans ceux de l'EDD. Il faut aussi insister de nouveau sur l'importance des projets locaux menés en partenariat et de leur évaluation efficace ; enfin, l'éducation à la réduction des risques de catastrophe et l'EDD doivent acquérir une dimension institutionnelle et judiciaire. Pour renforcer leur ancrage institutionnel, il est primordial que les ministères de l'éducation et les organismes de coordination compétents à ces deux titres mettent en œuvre le Cadre d'action de Hyogo (Priorité 3), principal outil politique et l'une des priorités essentielles en matière d'éducation au niveau national.

Pour conclure, il est clair aux yeux de tous qu'il n'y a pas de concurrence entre organismes, concepts ou idées, ni entre l'éducation à la réduction des risques et l'EDD. Les deux concepts sont complémentaires et la collaboration entre toutes les parties concernées permettra d'atteindre leurs objectifs respectifs. Après tout, nous oeuvrons tous à l'instauration d'une collectivité viable et résistante dans laquelle nous puissions tous vivre et avoir les mêmes chances de survie. Nous avons aussi le droit d'être informés des risques auxquels nous devons faire face, c'est pourquoi l'éducation à la prévention des catastrophes est une priorité vitale dans le contexte global de l'EDD.

Rapporteur : Rajib Shaw (Université de Kyoto, Japon)



Desmond Fillis, Secrétaire général de la Commission nationale sud-africaine pour l'UNESCO



Atelier 5 : L'éducation à la sécurité alimentaire : l'apport de l'EDD

Coordonnateurs : Lavinia Gasperini (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture); Benedikt Haerlin (Foundation on Future Farming)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'éducation, celle des populations rurales, est essentielle pour faire reculer la pauvreté et la faim, améliorer les conditions de vie des populations rurales, rendre l'agriculture plus productive et instaurer un monde viable, où règne la sécurité alimentaire. En particulier, l'éducation est importante pour les populations des zones rurales, car quatre enfants sur cinq qui n'ont pas accès à l'école y vivent. L'éducation des populations rurales (EPR) est une composante essentielle de l'EDD et de l'EPT. Les recherches ont montré qu'il existait une corrélation directe entre EPR et sécurité alimentaire. Si l'on veut que les objectifs de l'EDD soient atteints, il faut donc offrir des possibilités d'éducation aux populations rurales.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Ce sont les populations – et non pas les institutions ou la technologie – qui sont la force motrice du développement. L'EPR est la clé – négligée – de la sécurité alimentaire et de la réalisation des OMD. La sécurité alimentaire est elle-même un élément clef d'un monde viable et une condition essentielle de notre propre survie. C'est pourquoi il faut renforcer l'EPR, qui peut donner lieu à la constitution de partenariats et susciter des échanges fructueux entre gouvernements, le secteur privé, les associations d'agriculteurs, les groupes de producteurs, la société civile et les universitaires aux fins de la promotion d'un développement rural viable.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD
Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

L'EPR est un élément clef du développement durable. Au cours de sa réunion de 2005, tenue à Beijing, le Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous a conclu que l'EPR était l'une des trois conditions prioritaires pour assurer la promotion et le progrès de l'EPT. L'incidence positive de l'éducation des populations rurales sur la sécurité alimentaire et aux fins de la réalisation du second objectif du Millénaire (Assurer



Benedikt Haerlin
expliquant le plan
de travail

l'éducation primaire pour tous) a été reconnue, ce qui montre qu'il existe une corrélation très forte entre sécurité alimentaire et enseignement primaire pour les populations rurales.

Les groupes d'experts du G8 en matière d'éducation ont également conclu que l'EPR était indispensable dans le cadre de l'action menée pour faire face aux diverses crises mondiales actuelles et de la promotion du développement durable. Les principaux enseignements tirés de l'expérience acquise jusqu'à maintenant sont les suivants : pour qu'il soit possible de répondre aux besoins des populations rurales en matière d'éducation, l'action intersectorielle et interdisciplinaire et la volonté politique seront importantes. En outre, ces populations jouent un rôle central, car elles sont les garantes de la sécurité alimentaire à l'échelle de la planète.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite
Quels sont nos prochains objectifs ?

La crise économique et financière actuelle pourrait précipiter encore plus d'individus vers la faim et la pauvreté. Les problèmes structurels de la faim, de la sous-alimentation, de l'illettrisme, du manque d'accès aux terres, au crédit et à l'emploi, combinés au prix élevé des denrées alimentaires, constituent encore la funeste réalité d'aujourd'hui. C'est pourquoi les actions internationales visant à contribuer à l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim et à promouvoir le développement durable en améliorant l'accès à une éducation de qualité doivent être renforcées. Il est particulièrement nécessaire de concevoir un programme d'autonomisation positif et efficace, qui passe par l'éducation des populations rurales, composante essentielle de l'EDD. Ce programme ne doit pas seulement se concentrer sur l'éducation formelle, mais aussi sur l'éducation non formelle et informelle, prendre en compte tous ceux qui vivent dans les zones rurales et se concentrer sur les compétences de base et sur celles qui sont indispensables pour travailler et assurer la sécurité alimentaire.

Rapporteur : Pascal Valentin Houenou (Université d'Abobo-Adjamé, Côte d'Ivoire)

Atelier 6 : Le SIDA, la santé et l'éducation en vue du développement durable

Coordonnateurs : Donald Bundy (Banque mondiale); Chris Castle (UNESCO)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Les participants à l'atelier se sont accordés sur ce point : le développement durable ne pourra devenir une réalité tant que les besoins en matière de santé de millions d'individus, partout dans le monde, ne seront pas satisfaits. Sur la base du Commentaire élargi sur le Cadre d'action de Dakar et des discussions menées pendant la Conférence, il est possible de décrire les trois manières dont la santé est corrélée à l'EDD. En premier lieu, on peut considérer la santé comme une contribution et une condition nécessaires à l'apprentissage et au travail, comme l'ont démontré de nombreuses études et les données claires dont on dispose quant à l'incidence de la maladie sur les capacités cognitives et les performances sur le lieu de travail : une spirale potentielle de liens de cause à effet entre santé et EDD a pour conséquence l'accroissement de la vulnérabilité des sociétés. Deuxièmement, on peut considérer la santé comme le résultat d'une éducation au développement durable de qualité et efficace : un environnement propre et sûr, des performances économiques solides qui permettent de satisfaire les besoins élémentaires de la population, et des relations sociales et culturelles intenses et constructives sont autant d'éléments constitutifs d'un véritable « vaccin social ». Troisièmement, on devrait considérer la santé comme un secteur qui doit collaborer avec celui de l'EDD à la promotion d'une approche inclusive qui englobe tous les domaines de spécialisation, ainsi que des processus d'apprentissage très complets tout au long de la vie, qui permettent le plein épanouissement du potentiel humain.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Les problèmes communs ont servi de base à un dialogue entre les participants à l'atelier, qui se sont concentrés sur les principaux obstacles et difficultés rencontrés, sur la compréhension mutuelle, tant dans l'optique de l'EDD que dans celle de la santé, et sur l'échange de pratiques et de solutions potentielles. Le débat a permis de soulever un certain nombre de questions importantes, qui ont ensuite été analysées dans le but d'établir un ensemble commun de priorités et d'objectifs. Les participants ont débattu, entre autres, des relations et des influences réciproques entre les transferts de connaissances, l'autonomisation et les changements d'attitude dans les do-

maines de la santé et de l'EDD, en particulier dans le cadre de l'éducation formelle. De plus, ils ont examiné les difficultés associées à l'éducation à la prévention et à la levée d'obstacles sociaux et culturels potentiels tels que l'inégalité entre les sexes, la dynamique de l'exercice du pouvoir aux plans national et local, le fossé entre les générations, la barrière de la langue, les valeurs culturelles et les convictions religieuses, une attention particulière étant accordée à la compréhension et à la remise en question de l'opprobre que suscitent le VIH et le sida. Enfin, les participants à l'atelier ont débattu de l'impact de la pauvreté, des conflits et de la corruption sur le développement et sur la mise en œuvre de stratégies de promotion de la santé et de l'EDD, ainsi que des difficultés rencontrées pour venir en aide à des populations isolées ou vivant dans des endroits reculés.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD
Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Répondant aux défis et aux questions abordées pendant la première partie de l'atelier, les participants sont convenus que des progrès avaient néanmoins été enregistrés dans plusieurs domaines à l'échelle mondiale ; les principaux résultats obtenus l'ont été grâce aux enseignements tirés de l'expérience et à la volonté politique de dirigeants déterminés et influents. Parmi les points positifs et constructifs dont il a été fait part, on peut citer l'efficacité de l'approche inclusive adoptée par les différents secteurs concernés : des liens ont été établis entre les efforts de gouvernements dans le domaine de la santé et de l'éducation et les initiatives prises par différents ministères et départements, mais aussi entre acteurs de la société civile et partenaires internationaux dans les domaines de l'environnement, de l'économie, de la société et de la culture, qui intéressent l'EDD. En particulier, il a été noté que la gratuité de l'éducation devrait se doubler d'une assistance aux enfants les plus vulnérables, afin que leurs besoins élémentaires



Les coordonnateurs de l'atelier commentent les interventions des participants.

soient satisfaits et qu'ils ne soient pas tentés de quitter l'école avant le terme de leur scolarité ; par ailleurs, grâce à l'incorporation de sujets liés à la santé et à l'EDD dans les programmes des cycles primaire, secondaire et tertiaire, la scolarisation devient une variable déterminante pour la réduction de l'exposition des enfants au VIH et au SIDA et à d'autres maladies.

De plus, les participants ont souligné la pertinence et la complémentarité de l'éducation non formelle et de la participation des médias : ils ont cité en exemple l'utilisation de la radio locale, la sensibilisation aux questions de santé de nutrition et les représentations théâtrales traditionnelles, à l'issue desquelles il est débattu de l'opprobre suscité par le VIH et le sida, afin de le démystifier et de permettre à ceux qui en sont victimes de le surmonter.

Enfin, l'utilisation d'exemples et de modèles qui sont l'expression de certaines valeurs constitue un appui important pour l'EDD et les politiques en matière de santé, comme en témoignent la coopération entre les secteurs de la santé de l'éducation et entre les personnalités culturelles et les chefs religieux en matière d'éducation la prévention ; l'instauration de centres de santé locaux où les savoirs et la médecine traditionnels trouvent leur place ; la prise en compte et la valorisation des efforts des bénévoles au niveau local.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Lorsque l'on a défini des **stratégies** propres à relever les défis associés au VIH, au SIDA et à la santé en général dans le cadre de l'éducation en vue du développement durable, la priorité a été donnée à ces quatre principes clefs :

1. Il est important d'exploiter les atouts, mais aussi de faire sauter les résistances, découlant de la diversité des attitudes et des croyances d'ordre culturel, en attachant une attention particulière à la stigmatisation et au rôle joué par les cultures et les religions dans la définition des rôles impartis à chaque sexe et de la dynamique de l'exercice du pouvoir ;
2. Il est nécessaire d'encourager l'utilisation complémentaire de l'éducation non formelle à des fins de sensibilisation et de renforcement de l'éducation en matière de prévention, de promotion de l'apprentissage au sein de la collectivité, mais aussi pour souligner le rôle potentiel des médias dans le cadre de l'éducation en matière de santé par l'entremise de l'EDD ;
3. L'ensemble des parties tire avantage des partenariats inclusifs et de la coopération entre différents secteurs du gouvernement et avec différents acteurs de la société civile, tant au plan national qu'à l'échelle internationale ;
4. Il est important que la force mobilisatrice des décideurs soit appropriée et constante et il faut donc stimuler la volonté politique à tous les niveaux de la société.

Cinq objectifs **spécifiques** ont été définis pour la deuxième moitié de la Décennie :

1. Obtenir que l'éducation à la santé, notamment au VIH et au sida, figure en meilleure place sur le programme d'activités menées en faveur du développement durable et de l'EDD, en stimulant les partenariats et les échanges aux niveaux national et international afin de traiter comme il convient cet enjeu complexe. En parallèle, prôner une approche multisectorielle en encourageant les institutions internationales, les organisations de la société civile et le secteur privé à jouer un rôle actif dans ce domaine et leur apporter un soutien à cette fin. Aux niveaux national et régional, encourager la création de structures permanentes qui facilitent ce processus ;
2. Prendre acte du rôle positif de la culture et le promouvoir en utilisant les connaissances, croyances et pratiques traditionnelles, scientifiques et religieuses en tant que vecteurs du changement dans la continuité et s'appuyer sur elles dans le cadre de l'EDD et de l'éducation à la santé, en concevant des modèles reposant sur un certain nombre de valeurs et ouverts à la diversité culturelle aux plans local, national et international (l'ONU étant appelée à jouer un rôle particulier). L'accent doit être mis spécifiquement sur les jeunes et sur l'égalité des sexes ;
3. Adapter messages et outils aux fins de la promotion de l'éducation à la santé et de l'EDD auprès de groupes dans des situations diverses, en optimisant l'utilisation des filières formelle, non formelle et informelle d'éducation et en garantissant donc la pertinence et la qualité de l'enseignement dispensé. Encourager l'utilisation simultanée de formes traditionnelles modernes de communication – du théâtre à l'Internet en passant par la musique, la radio, les téléphones mobiles et la télévision – aux fins de la sensibilisation, de la stimulation du sens critique face à l'information et de l'organisation de campagnes et d'activités d'éducation à la prévention ;
4. S'attacher à renforcer les moyens dont disposent les personnes responsables sur un plan politique et technique pour suivre l'exécution des programmes et des projets d'EDD et d'éducation à la santé, l'évaluer et peser sur elle, en accordant une attention particulière aux jeunes et en s'attachant à faire en sorte que les communautés se les approprient et en assurent l'exécution, afin de garantir leur viabilité et un engagement à long terme des parties prenantes ;
5. Inviter les médias à jouer un rôle plus actif dans le cadre des activités d'EDD et d'éducation à la santé, prendre acte de leur fonction importante, la mettre en relief et faire en sorte qu'ils s'engagent en faveur du succès des programmes et des projets en les prenant eux aussi à leur compte.

Rapporteur : Francesco Volpini (Comité de coordination du service volontaire international)

Atelier 7 : L'intégration de la biodiversité dans l'éducation et l'apprentissage

Coordonnateurs : David Ainsworth (Convention sur la diversité biologique); Ana Persic (UNESCO)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'éducation en vue du développement durable reconnaît qu'il est important d'intégrer les savoirs et les systèmes de connaissance de divers groupes et sources (par exemple les savoirs traditionnels et locaux et les connaissances scientifiques). Pour comprendre les processus qui gouvernent les écosystèmes et le rôle de la biodiversité, il faut penser de façon systémique, ce qui va dans le sens de ce processus d'intégration. De plus, la gestion des ressources naturelles exige un apprentissage social, qui pourrait constituer un pas vers une réforme de l'éducation traditionnelle au profit de systèmes éducatifs reposant sur la recherche d'information, ce qui aurait pour effet de garantir la qualité de l'enseignement dispensé.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

La biodiversité (en particulier les écosystèmes) illustrent les interdépendances à l'échelle planétaire, qu'il est vital de prendre en compte dans le cadre de l'EDD. Pour qu'elle soit un succès, il faut en effet que la participation de l'ensemble des acteurs pertinents soit structurelle et qu'une coopération s'instaure au-delà du secteur éducatif (formel). L'utilisation des réseaux de savoirs, de pratiques et de recherches interconnectés qui existent déjà à l'échelle internationale et la promotion du pôle biodiversité-EDD en tant que concept global sont importantes. Il est aussi essentiel d'impliquer tous les niveaux du gouvernement. Les éco-écoles, le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO, les réseaux non formels et d'apprentissage pour adultes (Centre d'éducation pour adultes), la formation professionnelle, les réserves de biosphère, les Chaires UNESCO, les domaines de recherche de l'Université des Nations Unies, le Conseil international pour les initiatives écologiques locales sont la traduction de cette approche. Il faut mettre à profit les débats politiques et les mécanismes existants au niveau national pour définir les objectifs souhaités en matière d'apprentissage et d'éducation.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable bénéficie d'un regain d'intérêt pour le débat mondial sur le changement climatique et la perte de biodiversité. Dans les systèmes éducatifs formels et informels, il faut accorder une plus large place à l'éducation à l'environnement, en s'attachant davantage à la biodiversité, qui doit être envisagée de façon plus globale et reliée à des aspects éthiques, sociaux, culturels et économiques. Il est aussi important de faire ressortir l'importance du travail effectué par la société civile en matière de conservation de la biodiversité, d'utilisation viable des ressources et d'éducation. À cet égard, on commence à établir des passerelles entre éducation formelle et éducation informelle dans le contexte de l'EDD. De fait, des activités diverses sont mises en œuvre à tous les niveaux, de l'échelon local au plan international. Cependant, d'aucuns estiment que la dynamique favorable enclenchée par la Décennie n'a pas été suffisamment exploitée.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite
Quels sont nos prochains objectifs ?

Un objectif sera la prise en compte systématique des perspectives ouvertes par l'EDD dans les programmes de travail de différents organes internationaux, ministères, entités du secteur privé, organisations non gouvernementales, en tirant parti d'autres événements et processus tels que l'Année internationale de la biodiversité (2010) et conférence des parties aux accords multilatéraux sur l'environnement qui portent sur la biodiversité. Nous devons essayer de tisser des liens plus étroits avec les conventions de l'UNESCO relatives à la diversité culturelle, au programme sur l'homme et la biosphère et aux réserves de biosphère. En outre, il faut associer davantage la biodiversité au développement durable dans le cadre de l'enseignement dispensé dans des conditions informelles – initiatives locales impliquant plusieurs générations, autorités locales, contextes culturels et religieux. Il est nécessaire d'élargir le concept de formation pour y associer un certain nombre de modalités de perfectionnement (par exemple les cours dispensés par l'entremise d'Internet, les dialogues professionnels, la formation en cours d'emploi, les dialogues citoyens, etc.).

Rapporteur : Kiran Chhokar (Center of Environmental Education, Inde)



Atelier 8 : Le pilier économique du développement durable : approches pédagogiques

Coordonnateurs : Manzoor Ahmed (Institut du développement de l'éducation, BRAC University); Gisele Mankamte Yitamben (Association pour le soutien et l'appui à la femme entrepreneur)



Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

La crise économique mondiale offre des possibilités importantes dans le cadre de l'EDD : c'est en effet l'occasion d'en apprendre plus au sujet du pilier économique du développement durable. La crise et la réponse que nous y apportons suggèrent que ce pilier économique est le moins développé et celui au sujet duquel on enseigne le moins. De plus, les participants ont souligné que l'étendue de la pauvreté à l'échelle mondiale et la féminisation de ce phénomène avaient créé une situation d'urgence. L'un des participants a suggéré : « L'EDD est un antidote aux causes de la crise. »

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Plus de 60 personnes venues de 41 pays ont participé aux discussions en petit groupe consacrées à cette question. Ils ont rapporté de nombreuses anecdotes au sujet d'initiatives économiques prises dans les divers pays sur la base des enseignements de l'EDD ; mais rares sont celles qui ont rendu l'économie plus viable. Il a été suggéré par certains que l'analyse systématique et les études de cas portant sur les expériences menées indiqueraient de quelle manière et dans quelles conditions l'EDD pouvait contribuer à rendre les économies viables. De nombreux exemples, pris dans des pays

différents, ont été présentés, illustrant notamment l'interaction entre le développement économique et l'EDD selon des modalités formelles, non formelles et informelles ; mais les participants sont convenus que, d'une manière générale, les postulats et les hypothèses ayant servi de base à ces efforts et la manière dont les activités avaient été menées devraient être examinées plus avant et qu'il était trop tôt pour déterminer quels modèles donnaient de bons résultats ou pour mesurer ces derniers ».

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les participants ont souligné que l'EDD devait être dynamique et reposer sur des connaissances scientifiques. De plus, communautés et familles doivent être impliquées. Ils se sont accordés à dire que la croissance économique devait être distinguée du développement économique, dont le développement humain est une composante essentielle. Les débats ont clairement montré qu'il était nécessaire de concevoir des indicateurs relatifs à l'EDD et de mieux utiliser les indicateurs du développement durable. Enfin, les participants ont conclu que les aspects économiques devaient être mieux conceptualisés dans l'optique de l'EDD.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants ont insisté sur le fait qu'il était essentiel de transformer le système éducatif afin de faire évoluer les systèmes économiques vers la viabilité. Il est de toute manière impératif, pour transformer un système économique, de faire évoluer le système éducatif.

Il a été souligné que nous devons transformer les systèmes de valeurs pour instaurer plus de justice sociale et mettre fin à la (sur-)consommation individuelle. Les participants ont déclaré qu'il fallait définir des valeurs pour une nouvelle économie viable – une culture de la durabilité. Cela aura des implications pour toutes les filières de l'éducation en vue du développement durable :

- (a) formelle (Ministères de l'éducation) ;
- (b) non formelle (entreprises et sociétés) ;
- (c) informelle (par exemple, les médias).

Cela impliquera aussi les réseaux de savoirs, le recours à la technologie adaptée au développement durable et l'apprentissage tout au long de la vie.

Selon les participants, il est nécessaire de renforcer le dialogue entre tous ceux qui sont impliqués dans l'EDD et les principaux acteurs économiques, en particulier au sein des entreprises et des gouvernements, mais aussi avec les éducateurs spécialisés dans le monde des entreprises, les économistes et les ONG compétentes. L'éducation ne doit pas simplement servir l'(ancienne) économie ; l'EDD doit contribuer à la transformer grâce à de nouvelles connaissances, compétences et valeurs

Une recommandation pour l'UNESCO

La crise économique que connaît actuellement le monde entier remet en question nombre d'anciennes pratiques économiques ainsi que la culture et les valeurs qui leur étaient associées. On observe aussi une volonté politique plus forte d'engager le changement à l'échelle planétaire. Cette com-

binaison de facteurs constitue l'occasion très appréciable pour l'UNESCO, organisme chef de file de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, de parler plus haut et plus fort au nom de tous ceux qui participent à l'EDD et de promouvoir une transformation des systèmes économiques et éducatifs qui permette de progresser plus rapidement vers le développement durable.

Il faudra pour ce faire créer les connaissances, les compétences des valeurs appropriées pour une économie de la durabilité en y sensibilisant davantage le public et en lui faisant mieux comprendre l'intérêt qu'elle revêt. Il faudra aussi transformer les divers systèmes d'apprentissage – éducation formelle, formation, perfectionnement professionnel, apprentissage non formel et informel – en les intégrant tous dans le cadre de l'apprentissage tout au long de vie.

Rapporteur : Peter Blaze Corcoran (Florida Gulf Coast University, États-Unis d'Amérique)





Regroupement thématique II :

La création de partenariats pour la promotion de l'EDD

Le développement durable intéresse tous les secteurs de la société, aussi la réorientation de l'éducation pour l'axer sur le développement durable est-elle l'affaire de partenaires multiples. On n'apprend pas seulement les principes du développement durable dans les établissements d'enseignement mais aussi dans de nombreux autres secteurs de la société. Les professionnels du système éducatif doivent donc se tourner vers d'autres acteurs importants et constituer avec eux des partenariats solides. Du fait que le développement durable est un défi de portée planétaire, les partenariats internationaux et l'intégration des initiatives locales et mondiales seront des éléments tout aussi décisifs pour assurer le succès de l'éducation en vue du développement durable. Les participants aux ateliers dont le compte rendu figure ci-après ont cherché à déterminer de quelle manière était possible de forger des partenariats concrets au service de l'EDD.

9. **Les réserves de biosphère de l'UNESCO, sites d'apprentissage en vue de l'intégration des questions de durabilité locales et mondiales**
10. **Le rôle du secteur privé dans l'éducation en vue du développement durable**
11. **Les médias, partenaires de l'EDD**
12. **L'EDD dans les partenariats Nord-Sud-Sud et Sud-Sud et la coopération au développement**



Atelier 9 : Les réserves de biosphère de l'UNESCO, sites d'apprentissage en vue de l'intégration des questions de durabilité locales et mondiales

Coordonnateur : Natarajan Ishwaran (UNESCO)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Les réserves de biosphère et les partenariats entre ces réserves – au niveau national, au plan régional, d'un continent à l'autre et avec des partenaires extérieurs – offrent une contribution unique à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, car elles constituent un cadre pour l'apprentissage mutuel à de multiples niveaux. Du fait que les principes fondateurs et les objectifs de toutes les réserves de biosphère tirent leur origine du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO, qui porte sur le développement durable, elles permettent d'instaurer facilement une coopération et des mécanismes d'échanges de données d'expérience au niveau international. Partant, elles servent de tremplin à un apprentissage interculturel du développement durable dont toutes les parties tirent profit.



Eduard Müller du Costa Rica recueille les conclusions des participants.

À problèmes exceptionnels, solutions exceptionnelles : les concepts à caractère général doivent se traduire par des initiatives concrètes au plan local. Grâce à leurs approches multidisciplinaires, les réserves de biosphère englobent tous les aspects du système « L'homme et la biosphère », y compris les modes de comportements humains, plutôt que de ne s'attacher qu'aux symptômes, et apportent ainsi des solutions efficaces.

Les réserves de biosphère proposent un mécanisme essentiel pour combiner les approches retenues et les résultats obtenus dans le cadre de la recherche scientifique et des savoirs traditionnels et locaux. Une fois leurs connaissances évaluées, les communautés sont autonomisées et peuvent assumer un rôle actif dans le processus du développement durable.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Les partenariats internationaux entre réserves de biosphère démontrent que nombre d'entre elles font face aux mêmes difficultés, dans les pays en développement comme dans les pays développés. Comme le montrent les enseignements tirés des partenariats dans la pratique, les préoccupations communes doivent donner lieu à la recherche de solutions communes et les intéressés doivent se rencontrer en personne pour que s'instaure une confiance mutuelle. Les partenariats amènent à comprendre que les situations locales s'inscrivent dans un tableau plus large. Les partenariats de portée mondiale conduisent aussi à renforcer la solidarité, base sociale du développement durable.

L'éducation en vue du développement durable propose un apprentissage mutuel et continu, par opposition à des cours magistraux. Les partenaires d'un processus d'apprentissage apprennent les uns des autres (par exemple, les chercheurs et les communautés, dans une optique à la fois participative et directive). Ce type d'apprentissage repose sur la communication et sur la définition en commun de thèmes de recherche et d'objectifs pour l'apprentissage. Il est conseillé d'aider les populations locales à définir leurs propres options en matière de développement durable, car elles acceptent mieux ainsi les activités menées à cette fin. Dans les réserves de biosphère, recherches et apprentissage brassent des questions très complexes qui exigent une approche systémique, mais aussi des stratégies propres à atténuer cette complexité.

À l'échelle internationale, les exemples sont nombreux de réserves de biosphère qui constituent un terrain favorable aux programmes d'EDD (formels et informels) et peuvent faire l'objet de recherches ou servir de sites pour des études. Le grand potentiel de ces réserves fait qu'elles présentent elles-mêmes, en tant que régions, un intérêt du point de vue éducatif (dans un cadre institutionnel, pour des organisations, etc.). Les solutions aux problèmes et les réponses aux défis qui sont appropriées sont diffusées parmi les responsables politiques, les scientifiques et les responsables de réserves de biosphère, mais aussi auprès des communautés. En tant que « plates-formes d'apprentissage en collaboration », elles permettent l'échange de connaissances et de contenus, mais aussi d'approches et de méthodologies.

La coopération internationale entre réserves de biosphère peut également susciter un débat à propos de valeurs et de normes éthiques nouvelles/alternatives qui rendent possibles de nouvelles options pour le développement durable, comme la « réduction durable ».

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les partenariats sont la base de l'apprentissage – la mission principale des réserves de biosphère est d'instaurer ou de renforcer les partenariats en faveur de projets et de stratégies liés au développement durable. Les partenariats du Réseau mondial de réserves de biosphère fonctionnent à différents niveaux – local, avec le secteur de l'éducation et toutes les parties prenantes locales (qui sont autant de points de départ pour l'apprentissage) ; mondial, entre réserves de biosphère.

Ces dernières servent depuis longtemps de tremplin à l'apprentissage informel à différents niveaux. La coopération avec le secteur éducatif formel gagnerait cependant à être améliorée : il est nécessaire que les acteurs du système éducatif formel comprennent mieux le potentiel que recèlent les réserves de biosphère s'agissant du développement des compétences locales et pratiques.

Les réserves de biosphère ont déjà permis d'obtenir des résultats importants et l'expérience acquise sert de base à des activités externes d'EDD; dans certaines d'entre elles, des projets d'EDD sont mis en œuvre; d'autres servent de sites d'apprentissage dans l'acception la plus large du terme. Cependant, il n'est guère rendu compte de ces accomplissements ni de cette expérience acquise à l'échelle internationale. Il est urgent de rendre plus visibles et plus disponibles, et ce de façon systématique, tant au sein du Réseau mondial de réserves de biosphère qu'au bénéfice de la DEDD dans son ensemble, les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience. Par conséquent, il est nécessaire de mettre

en place des mécanismes plus efficaces pour rendre compte du travail accompli et d'utiliser les synergies entre bases de données et réseaux existants. Cela s'applique aussi aux structures nationales et régionales, tels les comités nationaux du Programme sur l'homme et la biosphère.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Renforcer les partenariats et les synergies entre les réserves de biosphère et les entités des Nations Unies telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ou encore le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et les réseaux de l'UNESCO comme les Chaires, les Écoles associées de l'UNESCO et les Commissions nationales.

Le potentiel que recèlent les réserves de biosphère en matière de mise en œuvre du développement durable et de diffusion des connaissances nécessaires à cette fin doit être mis en relief plus énergiquement et au moyen de filières plus diversifiées (par exemple, par l'entremise de partenariats privés, des commissions nationales pour l'UNESCO ou au moyen d'une éventuelle « Année internationale des réserves de biosphère »). Si on les considère aujourd'hui principalement comme des sites propices à l'exécution de stratégies de développement durable en coopération avec les groupes de populations locaux, les réserves de biosphère de « première génération » se concentrent encore sur la protection de la nature et sur la recherche. Elles doivent s'adapter et s'améliorer afin de remplir cette fonction tout en étant aussi des lieux d'apprentissage au service du développement durable. Les responsables de réserves de biosphère doivent être plus nombreux à échanger des données d'expérience, de manière informelle et au moyen de réseaux de coopération formels.

Conclusion générale

Les réserves de biosphère de l'UNESCO sont très précieuses dans le cadre de l'EDD, à l'échelon local et au niveau mondial, en tant qu'espaces propices à l'apprentissage pour les groupes de populations locaux, les chercheurs, les gestionnaires, les décideurs et les autres parties prenantes, au contact les uns des autres. Les enseignements qu'elles délivrent quant à la manière de combiner, selon des approches participatives, les savoirs scientifiques, locaux et traditionnels en vue de faire des choix dans le sens du développement durable devront être largement diffusés entre 2010 et 2014.

Rapporteurs : Doris Pokorny (Réserve de biosphère de la Rhön, Allemagne); Ali Djafarou Tiomoko (Réserve de biosphère de Pendjari, Bénin)



Atelier 10 : Le rôle du secteur privé dans l'éducation en vue du développement durable

Coordonnateurs : Katherine Madden (Conseil mondial des entreprises pour le développement durable); Alex Wong (Forum économique mondial)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Les participants à cet atelier sont convenus que l'éducation en vue du développement durable contribuait à l'amélioration de la qualité de l'ensemble de l'éducation et de l'apprentissage, quels que soient le type et le niveau d'éducation envisagé. Du point de vue des entreprises, entre autres, l'apport essentiel de l'EDD a été souligné. Elle est importante pour les entreprises car elle entraîne une amélioration des pratiques commerciales et facilite l'évolution vers un développement durable. De plus, elle permet au secteur privé, à la société civile, aux gouvernements, aux employés et aux syndicats de s'engager davantage dans le cadre de partenariats impliquant de multiples acteurs, ce qu'on appelle des « partenariats public-privé améliorés ». L'EDD contribue aussi à former une main-d'œuvre et des employés compétents, informés et responsables. En outre, elle permet de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes – clients, fournisseurs et employés – aux questions de viabilité et aux enjeux qui y sont associés. Cette prise de conscience est essentielle pour que le secteur privé contribue davantage aux efforts menés en faveur du développement durable. Enfin, l'EDD est essentielle pour que s'instaure un monde viable, condition préalable pour que les activités commerciales soient durables et profitables.



Erich Harsch présentant une étude de cas.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Après avoir fait part de leur expérience individuelle, les participants ont conclu que le secteur privé était riche de ressources sous la forme de connaissances en matière de développement durable et de pratiques associées, susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions d'ensemble de l'apprentissage et de le rendre plus pertinent dans l'optique d'une économie viable. Ils ont également observé que le secteur des entreprises était parfois disposé à incorporer les principes du développement durable dans ses pratiques. En s'appuyant sur ces dernières et sur l'expérience diversifiée du secteur, on peut réorienter et améliorer les programmes éducatifs et encourager l'innovation. Enfin, le développement durable pose des problèmes qu'il nous incombe à tous de régler. Il est donc nécessaire d'intensifier le dialogue entre les gouvernements, la société civile (y compris les syndicats) et le secteur privé, c'est-à-dire celui des entreprises.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD
Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les participants ont estimé que, bien que l'engagement du secteur privé dans les processus de la DEDD soit plutôt limité ou fragmenté, certaines leçons importantes tirées de l'expérience du secteur des entreprises étaient précieuses, tant dans l'optique de la Décennie que dans celle de l'EDD. Les points suivants ont été mis en relief :

- Le secteur des entreprises a enregistré des progrès notables en intégrant ou en mettant en œuvre des pratiques durables mais il est fragmenté et la coordination fait défaut en son sein.
- Les nouveaux défis de portée mondiale rendent nécessaire pour les entreprises – c'est-à-dire le secteur privé – d'intégrer leur action dans le processus de l'EDD afin de jouir d'une plus grande liberté de mouvement dans le cadre des échanges commerciaux.
- Le secteur privé doit prendre l'initiative de s'engager auprès de l'ensemble des acteurs impliqués dans l'EDD afin d'orienter les processus éducatifs vers la viabilité, c'est-à-dire contribuer à la conception des programmes d'ensei-



Thème du débat : comment collaborer plus avant avec le secteur privé ?

gnement, en particulier aux niveaux secondaire et tertiaire en fonction des besoins des entreprises, en aidant les fournisseurs locaux à rendre leurs pratiques viables, etc.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants à l'atelier sont convenus à l'unanimité que le secteur privé était un partenaire important dans le cadre de la DEDD. Il dispose de l'expérience, du savoir et des ressources nécessaires, qu'il faut mobiliser pleinement. L'atelier a été considéré comme une étape positive vers cette mobilisation. Parmi les points saillants du débat, on notera la nécessité de mieux intégrer l'expérience et les connaissances acquises par le secteur privé/des entreprises dans les activités menées au titre de la Décennie. Une possibilité serait la constitution d'un organe formel/informel impliquant de multiples partenaires, qui faciliterait la participation du secteur privé/des entreprises. En second lieu, il a été considéré comme important de faciliter l'échange de pratiques de référence quant à la formation des employés par l'entremise de l'EDD. En troisième lieu, il faut concevoir un cadre pour la diffusion des résultats de l'EDD : un mécanisme devrait être élaboré à cette fin au plan local. En quatrième lieu, il est nécessaire de procéder à nouveau au suivi, à l'appréciation et à l'évaluation de l'apprentissage et de l'EDD. Enfin, les participants ont acquis la certitude qu'il fallait susciter une demande parmi les entreprises afin de stimuler l'innovation en

matière de prestation de l'enseignement dispensé dans le cadre de l'EDD. En particulier, il a été considéré comme important de songer à encourager le secteur des entreprises à appuyer la création de Chaires EDD, afin de renforcer le volet de l'EDD destiné au monde des affaires.

Rapporteur : Santosh Khatri (Bureau de l'UNESCO Hanoi, Vietnam)



Atelier 11 : Les médias, partenaires de l'EDD

Coordonnatrices : Venus Jennings (UNESCO); Anne Marie Kalanga (Deutsche Welle)

Introduction

L'objectif de l'atelier était de créer des conditions propices à l'établissement de partenariats entre journalistes, d'autres professionnels des médias et les experts de l'éducation en vue du développement durable afin de mieux faire comprendre l'EDD et de développer la collaboration des partenaires. Trois thèmes ont été examinés : 1) la couverture de l'EDD par les médias dans différentes régions du monde ; 2) l'encouragement des médias à participer davantage à l'EDD ; 3) la définition d'actions prioritaires dans le but de renforcer le rôle des médias en tant que partenaires de l'EDD.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Les professionnels des médias considèrent généralement le concept et la pratique de la durabilité comme vagues et d'acceptation très vaste. Partant, la composante « éducation » du développement durable représente un obstacle conceptuel et professionnel supplémentaire. Pour compliquer encore les choses, l'idée de la « durabilité » suscite la méfiance



Une journaliste à la Conférence mondiale

parmi nombre de journalistes (il est difficile d'en rendre compte, elle fait appel à un jargon particulier, etc.). Pour les médias, l'EDD n'est pas un produit « qui fait vendre », à moins de trouver un angle qui séduise leur public aussi large que diversifié. Prithi Nambiar, militante pour l'environnement et Directrice exécutive du Centre d'éducation environnementale d'Australie, a fait observer que les médias entre étaient bien plus attirés par les articles à sensation ou emprunts de scepticisme que par les récits qui rendent compte d'un processus et reflètent les résultats positifs obtenus. Selon Anne Marie Kalanga, journaliste de République démocratique du Congo, il est difficile de trouver des rédacteurs en chef de publications à diffusion internationale, qu'il intéresse de rendre compte des conclusions des conférences de haut niveau consacrées aux enjeux du développement durable. Mais la difficulté consistant à vendre un article n'est pas la seule à laquelle les journalistes doivent faire face lorsqu'ils tentent de rendre compte de l'EDD.

Dans les pays où la situation est instable, la plupart des journalistes ne disposent d'aucune protection, n'ont pas accès aux informations pertinentes ni aux connaissances multidisciplinaires qui pourraient leur donner la possibilité de solliciter un encadrement approprié ou de couvrir en profondeur les sujets touchant la durabilité. De tels reportages peuvent être très complexes, car lorsque la responsabilité des autorités est mise en cause, certaines personnes préfèrent rester discrètes et opposent une certaine résistance. Les journalistes qui souhaitent quand même publier des enquêtes approfondies s'exposent donc parfois à des menaces qui mettent en péril leur sécurité.

Prithi Nambiar a raconté dans le détail son combat pour décrire les processus humains, locaux, politiques et économiques qui s'étaient déclenchés après que le Gouvernement indien eut refusé d'appliquer les procédures d'examen bien établies et autorisé une cimenterie à exploiter une carrière de calcaire sur des terres protégées. Finalement, les médias nationaux se sont emparés de l'affaire et le Gouvernement est revenu sur sa décision. L'un des nouveaux « enseignements tirés » de cet événement a été le suivant : les médias qui rendent compte du point de vue de toutes les parties impliquées mettent au jour les motifs et les convictions qui sous-tendent certaines mesures qui ne sont pas viables sur le plan environnemental. De plus en plus, les articles publiés dans la presse internationale brossent un tableau diversifié de la durabilité et rendent compte d'un large éventail d'as-

pects et de points de vue, notamment au gré de reportages à caractère scientifique. Le fait d'accorder une importance plus grande à l'EDD dans le cadre de la formation des journalistes pourrait insuffler « une dimension humaine » aux récits consacrés à l'EDD, ce qui vaudrait mieux que de laisser les médias expliquer au grand public ce qu'elle représente en lui faisant la leçon ou en exerçant sur lui des pressions.

Andrea Cairola, consultant en matière de liberté d'expression, a cité des exemples illustrant combien celle-ci était importante pour les médias, en toutes circonstances. Il a également souligné qu'il était crucial que les journalistes obéissent à des normes professionnelles strictes. À l'ère des nouvelles technologies de l'information et de la communication, il faut peut-être les mettre en garde contre une tendance à partir du principe que toutes les sources d'information sont fiables ; la vérification et l'investigation doivent demeurer des pratiques essentielles du journalisme.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Les principaux thèmes de discussion qui se sont dégagés au titre de cet objectif de la Conférence ont été les suivants :

1) la couverture médiatique accordée à l'EDD et au développement durable varie énormément d'un pays à l'autre ; 2) il arrive que les pressions politiques et les décisions économiques (qui échappent souvent au contrôle ou au mandat des journalistes) aient une incidence sur le degré d'attention accordée par les médias à l'EDD et au développement durable ; 3) des questions dont ils estiment qu'elles revêtent une priorité ou une portée plus grande font que les rédacteurs en chef et les décideurs des médias accordent moins d'importance à la couverture de l'EDD. L'instauration d'une structure ou d'un mécanisme d'échange d'informations afin de faciliter une analyse comparative des articles consacrés par la presse internationale à l'EDD pourrait conduire à la réalisation d'études de cas utiles et donner lieu à la mise en place d'un suivi systématique de la couverture médiatique accordée aux niveaux national et régional à l'EDD et au développement durable.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Il arrive que les journalistes, en particulier dans les pays les moins avancés, se heurtent à de nombreux obstacles et pressions lorsqu'ils veulent promouvoir une plus grande sensibilisation à l'EDD. Par exemple, dans certains pays, il arrive que des journalistes doivent payer pour obtenir les in-

formations dont ils ont besoin pour assurer la couverture de l'EDD mais aussi pour accéder aux médias d'information et de radiodiffusion. L'Internet représente aussi une nouvelle forme de concurrence pour les journalistes car les informations publiées sur le Web sont consommées avec avidité par un public qui ne fait pas toujours la différence entre les sources journalistiques et les sources non journalistiques et qui n'est pas toujours en position d'évaluer la compétence des personnalités qui s'expriment dans les médias. La protection des journalistes et les restrictions concomitantes qui sont imposées aux médias qui rendent compte de l'EDD et des questions liées au développement durable varient notablement d'une région à l'autre mais doivent néanmoins être abordées de façon cohérente par les médias nationaux et internationaux et les organisations professionnelles. Enfin, avec des ressources économiques limitées, lorsque viennent s'ajouter des facteurs tels que l'instabilité politique et les conflits sociaux/culturels chroniques, les médias ne parviennent pas toujours à tenir la population informée en temps voulu et l'accès à l'information, pourtant fondamental, est parfois aussi sporadique que l'accès à un autre produit de base : l'électricité. Lorsque les conditions sont propices, les médias facilitent la circulation de l'information et servent de tribune à un débat démocratique qui peut contribuer grandement à la mise en œuvre de l'EDD.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Il est important de repérer un noyau de journalistes expérimentés qui sont désireux de couvrir l'EDD et les questions liées au développement durable et de garder le contact avec eux. Ces personnes devraient devenir une source de soutien, d'encadrement et d'expertise pour les collègues du monde entier. Dans la foulée de cette conférence, il pourrait donc être utile de réfléchir à la constitution d'un réseau de collègues des médias spécialisés dans l'EDD qui soient prêts à échanger leurs points de vue et des données d'expérience les uns avec les autres. Parmi les autres recommandations formulées par les participants, on peut citer la nécessité pour les établissements du supérieur qui forment des journalistes de mettre davantage l'accent sur l'EDD et d'en assurer la promotion tout au long des études universitaires. De même, il faudrait familiariser les enfants avec l'EDD dès le primaire et le secondaire ; les journalistes peuvent participer activement à ce processus, en mettant des articles consacrés à l'EDD à la disposition de tels publics. Il faut en particulier que les rédacteurs en chef soient plus au fait de l'EDD ; il faudrait demander à ceux qui ont déjà acquis des connaissances en la matière de les transmettre à leurs collègues. Une composante importante du mouvement en faveur de l'EDD devait être l'appui à l'utilisation de médias parallèles (tels que les blogs), de stages et de programmes d'enseignement à dis-





Les coordonnatrices de l'atelier vont rejoindre les participants.

tance qui présentent un intérêt pour les journalistes. En dernière analyse, lorsqu'ils disposent du matériel, de la formation et de l'information voulus, les journalistes peuvent jouer un rôle de sensibilisation et être des vecteurs de changement.

Recommandations

1. Il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs fondamentaux de l'EDD si les médias ne sont pas considérés comme des partenaires à part entière et traités sur un pied d'égalité aux diverses étapes de la conception, de la diffusion et de la communication de l'information relative à l'EDD et du contenu de l'enseignement dispensé;
2. Pour que les médias exploitent pleinement leur potentiel en tant que partenaires à part entière de l'EDD et donc, à ce titre, de catalyseurs d'un débat interactif et d'une discussion à tous les niveaux de la société, les conditions suivantes doivent être remplies (liste non limitative) : 1) droit d'accès à l'information ; 2) indépendance éditoriale et pluralisme ; 3) liberté d'expression, qui doit être facilitée par l'approche multidisciplinaire et interdépendante qui préside à l'EDD;
3. La réflexion menée au cours des cinq premières années de l'EDD aura porté ses fruits si elle aboutit à une évaluation et au renforcement des capacités des médias et s'ils sont alors en mesure d'enquêter sur les enjeux et sur les programmes associés à ce mouvement et d'en tenir le grand public informé, de le motiver et d'obtenir qu'il s'implique dans les évolutions intéressantes de toutes les formes d'éducation. Les principes qui guident la formation et l'éducation des enseignants devraient également s'appliquer aux formateurs de futurs journalistes, aux fins de la promotion d'une approche interdisciplinaire et dynamique;
4. Il est essentiel de sensibiliser le public à l'EDD pour qu'elle trouve un point d'ancrage à tous les niveaux de

la société : c'est d'autant plus important compte tenu des enjeux prioritaires du moment, parmi lesquels l'appauvrissement des ressources naturelles, les problèmes environnementaux, les questions de population, les catastrophes, etc. ;

5. Il faut collaborer avec les médias et avec les réseaux et associations de communication dans le cadre de l'examen et de l'affirmation des principes fondamentaux qui sous-tendent l'apprentissage tout au long de la vie, la justice sociale, l'égalité des sexes et les autres valeurs pertinentes qui font partie intégrante de l'EDD.
6. Il faut concevoir et créer des mécanismes appropriés de conception et de partage de l'information avec les parties prenantes et les systèmes et organisations médiatiques ;
7. Il faut concevoir, produire et promouvoir un portefeuille de « produits » et de « ressources » à l'appui de l'intégration de l'EDD dans les pratiques des médias (par exemple, éducation et formation, programmes d'enseignement et perfectionnement professionnel) et obtenir que tous ceux qui sont en contact avec les médias de par le monde prennent conscience de l'existence de l'EDD.

Rapporteur : Craig N. Shealy (International Beliefs and Values Institute, James Madison University, Virginie, États-Unis d'Amérique)

Atelier 12 : L'EDD dans les partenariats Nord-Sud-Sud et Sud-Sud et la coopération au développement

Coordonnateurs : Mumsie Gumede (Programme régional d'éducation à l'environnement de la Communauté de développement de l'Afrique australe); Marco van der Ree (Volontaires des Nations Unies); Martin Westin (Agence suédoise de coopération internationale au développement)

Introduction

L'objectif de l'atelier était d'examiner le rôle des partenariats Nord-Sud-Sud et Sud-Sud et la coopération au développement et de stimuler leur contribution au renforcement de l'Éducation en vue du développement durable (EDD). Pour faciliter les discussions, quatre axes ont été définis :

1. Recensement des partenariats Nord-Sud-Sud existants ;
2. Recueil des enseignements tirés de l'expérience d'ores et déjà acquise;
3. Recommandations et outils propres à renforcer les partenariats ;
4. Constitution de nouveaux partenariats.

Les quatre axes en question procédaient des quatre objectifs de la Conférence. Par souci de continuité, tous les participants ont été encouragés à réfléchir aux objectifs, aux produits et aux documents issus des conférences passées (ainsi qu'à ceux qui sont associés aux conférences à venir), tels que décrits dans le document de l'UNESCO intitulé : *Éducation de qualité, équité et développement durable : les quatre conférences mondiales sur l'éducation organisées par l'UNESCO en 2008-2009 reposent sur une vision globale*. À la fin de l'atelier, des recommandations essentielles suivantes ont été formulées, qui correspondaient aux quatre axes de discussion.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé **Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?**

S'agissant de déterminer la pertinence de l'EDD dans le cadre de partenariats et de réseaux, les participants ont estimé qu'elle représentait un outil excellent pour régler les problèmes associés à la coopération au développement en général. Du fait que les partenariats et les réseaux ont tendance à être multisectoriels et à réunir plusieurs organisations, y compris les acteurs issus des secteurs éducatifs formel et non formel, les participants ont considéré que le l'EDD jouait un rôle important. Les partenariats Nord-Sud-Sud ont été considérés comme vitaux, en ce qu'ils contribuent à faire comprendre et apprécier la diversité multiculturelle. Grâce à

eux, il est également possible de prendre plus aisément la mesure de situations diverses, car ils reposent sur une communication directe entre les hommes. Autre aspect de la contribution des partenariats et des réseaux, ils permettent d'exploiter des enseignements et des exemples puisés dans la vie réelle et dans des activités concrètes menées conjointement. Grâce aux discussions, un certain nombre de partenariats et de réseaux ont pu être identifiés.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD **Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?**

Dans toute forme de partenariat et de collaboration, la confiance est très importante ! En débattant de ce que nous pouvons apprendre les uns des autres, les participants ont rappelé que nous devons gommer tous les stéréotypes associés aux relations Nord-Sud-Sud, car ils avaient pour principal effet de ramener les partenariats à un transfert d'argent du Nord vers le Sud. Or, leurs relations doivent reposer sur des avantages mutuels. À cette fin, nous devons mesurer que l'EDD est comprise différemment selon les pays, reconnaître que, tout comme il existe diverses acceptions du concept de développement durable, il existe aussi de nombreuses similitudes d'un pays à l'autre. Cette diversité va de pair avec la diversité de notre appréciation des questions prioritaires.

Lorsque les partenariats et les réseaux d'EDD sont bien conçus, ils permettent d'envisager des questions très diverses de manière intégrée et globale : on songe à l'eau, à la paix, l'éducation, au changement climatique, etc.

Nous devons aussi prendre en compte le fait que les partenariats n'ont pas tous la même structure : il existe des réseaux non formels, mais aussi des types de coopération structurée, voire dotée de ressources financières. À l'heure actuelle, il existe des réseaux non formels mais efficaces tels que le réseau du Congrès mondial de l'éducation environnementale, qui a vu le jour en 2003. Cependant, il existe aussi des arrangements formels, parfois bilatéraux, qui reposent sur l'exécution de projets. Un exemple en est la coopération entre l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et de la Communauté



de développement de l'Afrique australe (SADC) dans le cadre de l'exécution du programme régional d'éducation à l'environnement. Par l'entremise d'Inwent, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) entame actuellement l'exécution d'un projet financé en partenariat avec l'Inde, l'Afrique du Sud et le Mexique, qui propose une formation visant à faire en sorte que l'EDD soit prise en compte de façon plus systématique. L'Université des Nations Unies apporte son appui aux Centres régionaux d'expertise en matière d'éducation en vue du développement durable ; on songe aussi à la Commission de l'UICN sur l'éducation et les communications, mais on pourrait en citer bien d'autres encore.

Nous devrions nous fixer pour objectif d'établir des connexions entre différents réseaux qui fonctionnent à différents niveaux et ont différents objectifs afin de créer les conditions d'un échange de ressources entre toutes les régions du monde – entre institutions et entre programmes, mais d'autres combinaisons sont possibles. Les partenaires doivent œuvrer de concert dans le cadre de l'exécution des projets. Il est important que nous trouvions des moyens de rendre les réseaux et les partenariats plus inclusifs afin que les besoins non satisfaits soient définis une fois pour toutes, compris par tous et que les solutions apportées soient donc adaptées aux conditions locales. Les réseaux sont des outils très importants (partenariats entre générations, etc.) pour l'EDD mais aussi aux fins de l'amélioration de la qualité de l'éducation. Les participants sont convenus que les ONG établissaient fréquemment des passerelles entre communautés et gouvernements.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les participants à l'atelier ont souligné qu'un financement viable était nécessaire, car il ne suffit pas de constituer des partenariats : il faut aussi assurer leur pérennité. Pour que les partenariats et les réseaux fonctionnent bien, il faut qu'ils disposent de ressources adéquates et soient donc en mesure d'entretenir des rapports sur la base de projets ou qu'ils soient animés par des individus énergiques, dynamiques et dévoués, bénévoles ou rémunérés par des institutions. Si la nécessité première du financement a figuré au cœur des débats, il a également été mentionné que, dans certains cas, il était possible que des réseaux fonctionnent efficacement sans ressources financières importantes. Ce type de réseau s'appuie habituellement sur différents médias et outils adaptés, tels que la radio, Skype, Facebook, etc. pour toucher un public plus vaste.

Certains participants ont été déçus par les initiatives reposant sur la responsabilité sociale des entreprises ; selon eux,

elles ne sont rien d'autre qu'une forme de publicité. Toutefois, le seul représentant du secteur des entreprises présent à l'atelier a fait observer que les entreprises aimeraient souvent apporter leur contribution mais ne savent que rarement comment procéder et qu'elles étaient bien entendu à la recherche de projets et de programmes bien conçus et émanant d'institutions crédibles. Le cas échéant, les sociétés multinationales sont plus qu'intéressées par une coopération avec les acteurs compétents et sont heureuses d'octroyer le financement nécessaire.

Les médias ont été présentés comme un autre partenaire essentiel de l'EDD. Cependant, il a été souligné que l'ensemble des journalistes – qu'ils travaillent pour la presse ou sur support électronique – manquait cruellement de moyens pour traiter des questions liées au développement durable et à l'EDD. Les participants ont donc appelé à l'investissement dans la formation des journalistes et dans la constitution de partenariats présentant un intérêt mutuel afin que l'engagement des médias en faveur de l'EDD soit efficace.

Enfin, il a été souligné qu'il était nécessaire de renforcer la collaboration entre les jeunes du monde entier.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

S'agissant de l'avenir, deux facteurs ont été distingués : l'engagement des participants et les recommandations à l'intention de l'UNESCO.

Principales recommandations :

Les recommandations ont été classées en deux catégories : de nature générale et spécifiquement adressées à l'UNESCO.

Générales :

- Nous nous mettons tous en quête de fonds pour la création et l'entretien de partenariats et de réseaux Nord-Sud-Sud afin qu'ils deviennent viables.
- Nous faisons tous en sorte que les avantages associés aux partenariats et aux réseaux Nord-Sud-Sud soient mutuels et que tous les partenaires impliqués y trouvent leur intérêt.
- Nous impliquons les responsables politiques et les experts dans les projets et les partenariats de sorte que les enseignements qui en sont tirés et les innovations qui sont apportées puissent être utilisés à grande échelle.
- Les partenariats et les réseaux Nord-Sud-Sud, les réseaux et la collaboration doivent être systématiquement pris en compte au stade de la conception de l'ensemble des programmes et projets d'EDD.
- Nous nous employons tous à communiquer des informa-



tions au sujet de ce que nous faisons dans le cadre de nos divers réseaux Nord-Sud-Sud.

Spécifiquement adressées à l'UNESCO :

L'UNESCO doit contribuer à assurer la viabilité des partenariats et des réseaux en :

- Créant un portail qui donne accès à la base de données sur les partenariats/réseaux actifs dans le domaine de l'EDD.
- Menant des activités de sensibilisation au sujet du Pacte mondial afin de créer des possibilités de partenariats dans le secteur privé.

Rapporteurs : Anna Veigel (Commission allemande pour l'UNESCO); Alberto Hernandez Salinas (UNESCO)





Regroupement thématique III

Le renforcement des moyens consacrés à l'EDD

Pour que l'éducation en vue du développement durable (EDD) devienne un aspect central de toutes les activités éducatives, il faut mettre en place des structures d'appui aux niveaux mondial, national et local. Entre autres, cela implique la création de cadres politiques qui rendent possible la prise en compte des questions et des principes associés au développement durable dans tous les domaines de l'enseignement et de l'apprentissage. La participation active de la société civile est tout aussi essentielle pour obtenir qu'un concept d'acceptation aussi vaste trouve sa place dans l'éducation au sens large. Enfin, la mise en œuvre de l'EDD doit elle-même constituer une expérience d'apprentissage. Le suivi et l'évaluation des progrès doivent donc être une préoccupation importante de toutes les parties prenantes. Les participants aux ateliers suivants ont cherché à déterminer quels moyens seront nécessaires au succès de la mise en œuvre de l'EDD :

- 13 Les responsabilités mondiales et les réalités locales, ou comment encourager l'EDD par la voie institutionnelle
- 14 Le rôle de la société civile dans l'EDD
- 15 Des marges vers le centre : intégrer l'EDD dans les plans d'éducation et les programmes d'enseignement.
- 16 La formation des enseignants dans le contexte de la DEDD : bilan et perspectives
- 17 Le suivi et l'évaluation de l'EDD



Atelier 13 : Les responsabilités mondiales et les réalités locales, ou comment encourager l'EDD par la voie institutionnelle

Coordonnateurs : 'Masaqobela Williams (Ministère de la communication, des sciences et de la technologie du Lesotho); Tsepo Mokuku (Université nationale du Lesotho); Michel Ricard (membre du Groupe consultatif international de la Conférence de Bonn, ancien Président du Comité français pour la DEDD); **Conseiller :** Peter Woods (Ministère de l'environnement de l'Australie)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'EDD est un vecteur de l'Éducation pour tous (EPT). Par définition, le développement durable exige l'autonomisation la pleine participation de tous les acteurs concernés. Par conséquent, l'EPT constitue un cadre nécessaire au succès de l'EDD. Celle-ci imprime un élan à la collaboration au niveau local, national et international. C'est un vecteur d'inclusion des jeunes, des femmes, des communautés autochtones et d'autres encore qui sont souvent tenues à l'écart des stratégies de développement durable. Par exemple, les Society Development Colleges du Soudan offre aux femmes une formation qui leur permet de gérer des ressources rares. L'EDD n'est pas un élément apporté : c'est un système cohérent dont l'objectif est une éducation de qualité. Elle regroupe de nombreux processus éducatifs importants.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Nous devons nous concentrer sur la diffusion des stratégies de mise en œuvre de l'EDD et œuvrer à l'appui des objectifs que nous nous sommes fixés en la matière.

Mise en commun des ressources, de la technologie et de la formation. Les relations bilatérales qui s'instaurent au niveau international au titre des activités d'EDD doivent tendre vers la compréhension mutuelle et la satisfaction de l'intérêt commun. Par exemple, les petits États insulaires du Pacifique ont besoin d'aide pour constituer leurs capacités. Ils bénéficient des ressources fournies par la Nouvelle-Zélande ; de son côté, celle-ci exploite cette nécessité et la possibilité qui lui est ainsi offerte d'adapter ses méthodes à un nouveau scénario en matière d'EDD. La Commission nationale ougandaise pour l'UNESCO a instauré des relations bilatérales avec la Commission nationale coréenne pour l'UNESCO et espère forger d'autres partenariats aux fins de la mise en

œuvre de l'EDD. D'un pays à l'autre, ou au sein d'un même pays, la constitution de capacités est facilitée par la collaboration entre partenaires, notamment les ministères, le secteur des entreprises, les organisations non gouvernementales et les communautés.

Mise en commun de modèles pour la coordination des efforts. Dans de nombreux pays, l'action menée en faveur de l'EDD est facilitée au niveau national. Par exemple, en Ouganda, la Commission nationale ougandaise pour l'UNESCO joue dans la pratique le rôle de négociatrice auprès du Gouvernement, des organisations non gouvernementales et du secteur privé. Au Japon, des tables rondes ont été organisées au niveau ministériel, qui ont réuni toutes les parties prenantes de l'EDD, l'objectif étant l'octroi de ressources telles que programmes scolaires, textes, financement de projets, formation d'enseignants et partenariats avec des chercheurs et d'autres experts. Pour sa part, l'Australie vient de mettre la dernière touche à son deuxième plan d'action national, placé sous l'égide du Ministère de l'environnement. Les fonctionnaires des Ministères de l'environnement et de l'éducation travaillent ensemble sur les programmes d'EDD. Un institut de recherche définit les priorités pour la mise en œuvre de l'EDD et le Programme pour des écoles viables coordonne la mise en œuvre de projets d'apprentissage actif dans tous les pays.

En France, le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer joue un rôle important. Une commission nationale composée de 60 représentants de ministères, d'entreprises et de la société civile a pour mission de faciliter la collaboration. Un séminaire national est actuellement organisé aux fins de la diffusion d'informations au sujet de différentes initiatives prises dans le pays en matière d'EDD. Il est pris acte de l'importance de l'EDD dans la constitution du Lesotho et des stratégies de mise en œuvre ont été conçues par l'équipe nationale pour l'EDD. Le Lesotho participe aussi à la constitution d'un nouveau réseau régional en Afrique australe ; quant au Soudan, il espère aussi que la collaboration régionale va se renforcer. Ce type de collaboration est particulièrement important dans les zones où l'on enregistre des migrations transfrontières importantes,

d'où des problèmes de gestion des ressources. Aux Pays-Bas, le Programme d'apprentissage pour un développement durable est géré par le Ministère de l'environnement ; les autres ministères compétents ne se sont pas encore pleinement engagés dans la mise en œuvre de l'EDD, ce qui est regrettable tant la collaboration entre les ministères est actuellement limitée. Aux États-Unis d'Amérique, où la planification de l'éducation est décentralisée, la plupart des projets d'EDD qui ont vu le jour jusqu'à maintenant sont exécutés au niveau local ; au niveau national, très peu d'efforts ont été consentis pour faciliter la constitution de réseaux entre parties prenantes.

Recherche de solutions communes aux préoccupations suscitées par les obstacles à la mise en œuvre de l'EDD et mobilisation de la volonté politique nécessaire. Certaines de ces préoccupations sont d'ordre juridique. Par exemple, en Inde, ceux qui détiennent des savoirs traditionnels, concernant notamment les ressources biologiques, ne sont pas prêts à en faire profiter des tiers qui n'ont aucun droit officiellement reconnu par la communauté internationale d'en bénéficier. Le règlement de ce problème juridique accroîtra l'accès à des connaissances importantes pour le développement durable, ainsi que la participation des populations autochtones à l'EDD. Les demandeurs de brevet doivent être tenus d'obtenir le consentement éclairé des détenteurs de savoirs traditionnels et conclure avec eux des accords équitables de partage des avantages qui découleront de l'exploitation de tels savoirs. Il est possible de préparer ceux qui les détiennent à jouer un rôle dans le cadre des négociations en vue de l'octroi de brevets grâce à un programme de formation professionnelle sanctionné par la délivrance d'un certificat.

D'autres préoccupations tiennent au système scolaire. La planification centralisée des programmes est susceptible de favoriser la mise en œuvre de l'EDD à l'échelle d'un pays, mais elle peut également entraver l'adoption de réformes de l'éducation nécessaires à cette mise en œuvre. En revanche, dans les pays où la planification des programmes scolaires n'est pas centralisée, il est possible d'adopter rapidement des initiatives de portée locale mais il peut s'avérer difficile de coordonner les efforts au plan national. L'accès à l'éducation est une question de justice sociale. L'éducation informelle et l'éducation des adultes sont des facteurs de promotion de l'EDD car elles ouvrent des portes à ceux qui n'ont pas eu accès à l'éducation formelle ; par exemple, il arrive que les femmes reçoivent localement une formation d'éducatrice en matière de santé et qu'elles doivent faire face à des problèmes délicats touchant à l'assainissement et à l'hygiène. Les conflits et les guerres à caractère civil ou international font souvent obstacle à l'éducation formelle et informelle et à d'autres programmes nécessaires pour le développement durable. Les stratégies de règlement pacifique des conflits doivent faire partie de tout programme d'EDD digne de ce nom.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Enseignements tirés de l'expérience : l'importance de la coordination des efforts a été reconnue ; l'accent doit être mis sur l'interdisciplinarité ; tous les secteurs de la société doivent être inclus ; à l'heure de l'Internet, les individus sont des acteurs sur la scène internationale ; il faut utiliser les ressources de l'Internet pour progresser vers la réalisation des objectifs de l'EDD : par exemple, Facebook pour ce qui est des objectifs définis pour l'EDD à Dubaï ; d'autres types de réseaux importants peuvent voir le jour à l'occasion de conférences, de festivals ou au gré de relations d'encadrement ; l'apprentissage social est important.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Il est important de remédier à la compartimentation de l'EDD, afin d'utiliser plus efficacement le temps, l'argent, l'énergie et d'autres ressources. Nous devons également faire un meilleur usage des ressources de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons établir des liens plus étroits entre les différents éléments constitutifs de l'EDD dans les cadres éducatifs formels et informel. Il est important de tirer des enseignements des études de cas et des projets de démonstration. Lorsque nous faisons connaître des exemples de réussite très concrets, nous sommes alors en mesure de dépasser le stade de la définition d'orientations pour commencer à établir une liste des succès obtenus qui peuvent être répétés dans d'autres contextes.

Nous devons encourager les entités locales, nationale et régionale compétente à élaborer des structures appropriées pour l'EDD, mais aussi collaborer à l'échelle internationale pour que soient atteints ses buts et objectifs. Nous devons collaborer pour mobiliser la volonté politique et concevoir des modèles de sensibilisation appropriée que l'EDD devienne une priorité, mais aussi qu'elle serve de plan directeur pour l'éducation en général.

Rapporteuse : Rebecca Timson (Education for a Sustainable Future Program, Billings Middle School, États-Unis d'Amérique)



Atelier 14 : Le rôle de la société civile dans l'EDD

Coordonnateurs : Sosten Chiotha (Université du Malawi); Zabariah Matali (Groupe de référence sur la DEDD de l'UNESCO)

L'atelier a été l'occasion de mettre en relief le rôle joué par la société civile dans le cadre de l'EDD ainsi que sa contribution à la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD). Il avait pour but d'amener les participants à débattre du rôle essentiel de la société civile dans le cadre de l'EDD et à réfléchir dans un esprit critique à sa contribution au renforcement des capacités de tous les groupes d'âge grâce à des dispositifs d'apprentissage formels, non formels et informels.

Les quelques 20 participants étaient principalement issus de la société civile, notamment d'organisations non gouvernementales et semi-gouvernementales ; certains d'entre eux étaient issus du monde universitaire de pays d'Europe occidentale et d'Asie du Sud-Est. Le premier thème abordé a été le rôle de la société civile en tant qu'avocate et catalyseur de l'EDD. Dans un deuxième temps, les participants se sont penchés sur la façon dont la société civile influe sur les responsables d'établissements universitaires traditionnels pour qu'ils prennent en compte les questions qui sont au cœur de l'EDD. Dans un troisième temps, il a été question de la société civile en tant qu'entité diversifiée : les participants se sont demandés quels étaient les points de convergence qui pourraient permettre de transposer l'EDD sur une plus grande échelle et quelles sources de divergences méritaient que les parties prenantes s'emploient davantage à les aplanir. Enfin, les participants ont débattu de ce que la société civile pourrait faire dans les cinq prochaines années de la DEDD pour contribuer à déterminer et à pallier les décalages entre le type d'éducation qui prévaut encore actuellement et celui qu'il est nécessaire de mettre en place pour assurer une transition vers le développement durable. On trouvera ci-après un résumé des discussions de groupe.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

La société civile repose souvent sur le travail bénévole. Cela lui permet d'être autonome et d'exploiter la détermination et la passion des citoyens lorsqu'ils travaillent ensemble, en utilisant les méthodes les plus appropriées dans différents contextes. Il faut que les acteurs compétents de la société civile soient reconnus comme des experts, des facilitateurs et des partenaires de premier plan pour la DEDD à tous les niveaux. Leur capacité de mener de front des activités complémentaires avec le concours du gouvernement et des autorités locales est unique. La société civile contribue à réorienter et à redéfinir les connaissances de manière à générer de nou-

veaux savoirs. Elle contribue à réunir, approfondir et diffuser les connaissances locales et traditionnelles. Enfin, la société civile peut contribuer à remanier les méthodologies existantes afin de rendre plus efficace la recherche active déterminée par la demande. L'action de la société civile doit être reconnue et soutenue car il s'agit là d'une contribution unique à l'EDD.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les participants à l'atelier ont estimé que la société civile était à la fois la principale destinataire et la principale avocate de l'EDD. Elle met en œuvre des projets concrets et adapte ou utilise les méthodes les plus appropriées dans des contextes différents, mobilisant individus et groupes de population. Selon les participants, une approche inclusive et participative est essentielle pour que la diversité culturelle et la créativité puissent trouver leur place au cœur même des activités menées au titre de l'EDD. Ils ont conclu que la société civile fusionnait les savoirs traditionnels et les processus d'éducation non formelle et l'éducation scientifique et formelle afin de générer et d'exploiter des connaissances nouvelles qui offrent d'autres perspectives, mais aussi de promouvoir l'appropriation par les populations de ce qui constitue leur patrimoine local.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants à l'atelier ont recommandé l'instauration d'une interface qui présente et diffuse l'éventail complet des bonnes pratiques mises en place au service de l'EDD, en s'attachant en particulier à l'apprentissage non formel et informel. Cette interface devrait proposer un dialogue et des consultations en ligne. De plus, les participants ont recommandé d'utiliser et de connecter entre eux les réseaux existants au sein de l'UNESCO, comme les Écoles associées de l'UNESCO et les Clubs UNESCO, auxquels il faut octroyer des ressources adéquates. Il a aussi été proposé de renforcer le rôle joué par l'UNESCO, organisme chef de file de la DEDD, en particulier par l'entremise de ses bureaux régionaux et des commissions nationales pour l'UNESCO afin de faciliter et d'appuyer les efforts déployés par la société civile.

Rapporteur : Fumiko Noguchi (Conseil du Japon sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable)

Atelier 15 : Des marges vers le centre : intégrer l'EDD dans les plans d'éducation et les programmes d'enseignement.

Coordonnateurs : Alejandrina Mata (Vice-Ministre de l'éducation du Costa Rica); Hannes Siege (Conférence permanente des ministres de l'éducation et des affaires culturelles des Länder en République fédérale d'Allemagne)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé

Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'éducation en vue du développement durable doit contribuer à imprimer une nouvelle orientation à l'éducation. Pour que ce soit possible, elle doit faire son entrée au cœur même des programmes scolaires et des plans pour l'éducation. Alors seulement pourra-t-elle offrir aux apprenants un point de vue tourné vers l'avenir sur la mondialisation croissante et sur les enjeux de demain. L'EDD consiste à doter les apprenants de compétences qui leur permettent ensuite d'agir de façon responsable. Mais elle est aussi l'occasion de réorienter l'éducation dans son ensemble. En effet, l'EDD est la traduction d'une vision holistique de l'éducation. C'est une nouvelle forme d'apprentissage, actif, participatif et transformationnel. L'EDD et l'éducation de qualité se renforcent mutuellement, le but étant de permettre aux apprenants de développer leur potentiel au maximum. L'un des principaux objectifs de l'EDD est l'application du savoir et du changement aux valeurs et aux comportements. Dès lors, l'éducation n'est plus affaire de transmission, mais de transformation.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Pour institutionnaliser l'EDD, les pays ont adopté des approches différentes, avec divers degrés de succès. Plusieurs pays en développement ont indiqué avoir rencontré beaucoup d'obstacles et de difficultés pour y parvenir, en raison d'un manque de ressources et de compétences techniques. Les participants ont reconnu la nécessité d'une coopération Nord-Sud, Sud-Sud et Nord-Sud-Sud. Les réseaux régionaux et sous-régionaux de ministères, d'établissements de formation des enseignants et d'universités sont à l'œuvre en Afrique (par exemple le Programme régional d'éducation à l'environnement de la SADC). Le programme ENSA, soutenu par l'Allemagne, prévoit des échanges entre écoles du pays et de pays en développement : il est prometteur en termes de renforcement des activités axées sur l'EPT dans les écoles et en ce qu'il offre aux élèves et aux enseignants la possibilité d'acquérir des compétences intéressantes. Il faut utiliser différentes formes de partenariats et de réseaux, qui impliquent de multiples acteurs. L'appui des ministères au niveau national et des directeurs d'établissements au niveau local est une condition essentielle. Pour promouvoir l'apprentissage mutuel, l'EDD doit être inscrite au programme des partenaires qui coopèrent au développement de l'éducation, à la poursuite des objectifs de l'EPT et du Millénaire.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Grâce aux efforts menés au titre de la DEDD, la conception du développement durable a évolué radicalement : elle était envisagée en relation avec l'environnement, elle l'est maintenant dans une optique intégrée. De plus en plus, les enjeux et les concepts d'éducation à l'environnement, de citoyenneté mondiale et de développement trouvent leur place dans les plans éducatifs et les programmes scolaires ; de plus en plus, la nécessité d'intégrer l'EDD dans tous les degrés, types, composantes et dimensions de l'éducation est reconnue. Nombre de participants ont souligné que l'on enseignait déjà quelques bases du développement durable dans certaines écoles mais qu'il fallait encourager et accélérer cette démarche de sorte que l'EDD gagne en visibilité et soit considérée comme une priorité. Le fait d'envisager l'EDD comme le moyen d'acquérir des compétences présente des avantages car, dans cette optique, elle s'inscrit dans une conception globale du développement durable. Cela ouvre aussi la possibilité d'établir des passerelles entre l'EDD et les matières traditionnellement enseignées.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

L'institutionnalisation de l'EDD doit se faire selon deux axes : sa promotion doit être assurée dans le cadre de l'enseignement des matières traditionnelles et elle doit être intégrée à tous les aspects de la vie scolaire. Elle doit être au cœur du programme d'enseignement, qui doit aboutir à l'acquisition de compétences au sens large – connaissances, aptitudes, attitudes et comportements. Le perfectionnement professionnel des enseignants est vital. Il faut également encourager le recours aux nouvelles technologies et à l'Internet. Pour s'acquitter de cette tâche, les enseignants doivent recevoir un appui. L'EDD doit être l'idée-force qui sous-tend l'enseignement de chacune des matières. Il faut promouvoir une approche à la fois participative et directive, grâce à laquelle les tenants et les aboutissants de l'EDD soient correctement présentés à l'ensemble des parties prenantes. Il est tout aussi essentiel de mener des recherches afin de déterminer les carences et les obstacles qui constituent un frein à la généralisation de l'EDD. Il faut octroyer des ressources nécessaires au titre des activités menées aux fins de son institutionnalisation. Les participants ont insisté sur le fait que les pays au développement auraient besoin d'un appui à la fois technique et financier.

Rapporteur : Min Bista (Bureau de l'UNESCO à Beijing)



Atelier 16 : La formation des enseignants dans le contexte de la DEDD : bilan et perspectives

Coordonnateurs : Lorna Down (Université des Indes occidentales, membre du Groupe consultatif international de la Conférence de Bonn); John Fien (Université RMIT, Australie)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé

Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Les participants ont conclu que l'éducation en vue du développement durable s'inscrivait dans le cadre de la formation des enseignants car elle rendait celle-ci plus adaptée à la tâche qui consiste à parvenir au développement durable par l'entremise de l'éducation. De plus, elle propose un cadre conceptuel pour la définition des compétences principales des enseignants et de leurs formateurs, qui peut aider à améliorer la qualité de l'éducation. Elle peut favoriser l'amélioration de la qualité de la vie des élèves et des enseignants dans les écoles et au plan local, car elle contribue au perfectionnement des enseignants et se concentre sur les valeurs appliquées et sur les actions menées localement. L'EDD facilite aussi les échanges d'idées entre disciplines et institutions. Elle fait ressortir les principales questions à régler pour améliorer la qualité de l'éducation en général. Enfin, elle encourage l'enseignement interdisciplinaire et la pédagogie axée sur les processus.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Les participants ont conclu que l'EDD donnait de meilleurs résultats si elle était inspirée par la base et modelée entre collègues. Un autre critère de succès est son institutionnalisation dans les programmes d'éducation et de formation des enseignants et dans les départements et institutions spécialisées dans ce type de formation.

Les participants ont souligné que l'apport des technologies de l'information et de la communication était extrêmement utile pour les projets et programmes d'EDD. En outre, ce sont les approches centrées sur l'apprenant qui fonctionnent le mieux. Il a été souligné que des mesures incitatives seraient nécessaires pour encourager l'incorporation de plus en plus systématique de l'EDD dans les établissements d'enseignement. Elles ne doivent pas être nécessairement de nature monétaire ni coûteuses. Enfin, les participants ont indiqué que la collaboration avec des institutions extérieures était souvent très utile.



Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Il a été pris note de deux publications intitulées *Directives et recommandations pour la réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable*⁶ et *Good Practices in Teacher Education Institutions*⁷ (Bonnes pratiques dans les établissements de formation des enseignants). De plus, certains participants ont fait savoir que des réseaux régionaux pour l'EDD avaient été créés dans le cadre desquels étaient actuellement exécutés divers projets et programmes. Il a été noté que des progrès modestes avaient été enregistrés quant à la facilitation et à la mise en œuvre de l'EDD dans plusieurs pays à différents niveaux – enseignement et apprentissage individuel, école/institutions, gouvernements, ONG et collectif d'établissements universitaires et non universitaires. Ont été cités des projets réalisés en Inde, en Jamaïque, Canada, au Pakistan, Cameroun et en Iraq.

Les participants ont mentionné divers enseignements tirés de tentatives de mise en pratique de l'EDD. Plusieurs obstacles ont été déterminés, tels que l'absence de mesures d'incitation financière qui encouragent les enseignants à s'impliquer dans l'EDD et un manque de ressources pour l'enseigner. Il a été souligné que l'on manquait souvent d'enseignants qualifiés, qui soient capables de mener avec succès des projets d'EDD. Les participants ont insisté sur le fait

que la faible rémunération des enseignants rejaillissait souvent de façon négative sur la qualité de l'enseignement dispensé et sur leur motivation.

La refonte en profondeur de la discipline que représente la formation des enseignants, nécessaire pour faciliter l'EDD, demeure semée d'embûches. Il faut consentir davantage d'efforts pour déterminer avec certitude de quelle manière on peut intégrer l'EDD de manière interdisciplinaire et à divers degrés d'éducation et comment faire pression pour qu'elle soit prise en compte dans les réformes des programmes d'enseignement, compte tenu de la concurrence que lui livrent divers autres modèles/cadres/théories d'enseignement. Les participants à l'atelier ont déploré que le concept d'EDD ne soit pas plus clairement défini, ce qui le rendrait plus facile à comprendre. Ils ont conseillé que, dans le cadre des efforts qui seront menés à cette fin, on trouve des moyens de tenir compte des particularismes qui font que ce concept est diversement compris selon le contexte culturel.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants ont suggéré les mesures suivantes, considérées comme essentielles :

1. Améliorer la communication et le dialogue à propos de l'EDD, tant localement qu'à l'échelle internationale :
 - Constituer un réseau international informel à l'intention de ceux qui s'intéressent à l'EDD ;
 - Faire en sorte que l'ensemble des voix qui s'expriment au sujet de l'EDD aux plans local et mondial soient mieux reliées les unes aux autres et donc mieux entendues;
 - Encourager la diffusion des meilleures pratiques et des enseignements tirés de la mise en œuvre de l'EDD ;
2. Améliorer l'élaboration et l'incorporation de connaissances (contenus et stratégies) en matière d'EDD dans les établissements de formation des enseignants;
3. Faire en sorte que les universités se consacrent davantage à l'EDD;
4. S'efforcer d'obtenir que les publications de l'UNESCO se fassent davantage les cours de la réflexion et du travail mené dans le domaine de l'EDD;
5. Améliorer les recherches menées au sujet de la mise en œuvre de l'EDD afin de combler notre déficit de connaissance dans ce domaine;
6. Faire pression pour que les résultats des recherches soient inclus au stade de l'élaboration de politiques/plans pour l'EDD;

7. Inclure l'enseignement de la réflexion sur les systèmes, la gestion des processus psychiques et des valeurs dans le cadre des programmes d'EDD;
8. Appliquer en priorité les méthodes créatives, qui s'inspirent de problèmes concrets et ont pour but une transformation;
9. Inclure l'apprentissage social, les processus orientés vers l'action, les démarches démocratiques et les liens avec les communautés dans les programmes d'EDD;
10. Mettre sur pied des conseils nationaux avec pour mission de concevoir un programme d'action commun pour l'EDD.

Rapporteuse : Carol Hordatt Gentles (School of Education, University of the West Indies, Jamaïque)



La coordinatrice de l'atelier, Lorna Down, débat des mesures à prendre.

6 Secteur de l'éducation de l'UNESCO. « Directives et recommandations pour la réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable ». Dossier technique N° 2 (2005). Peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001433/143370f.pdf>.

7 UNESCO Secteur de l'éducation. "Good Practices in Teacher Education Institutions". Good Practices N°1 (2007). Peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001524/152452eo.pdf>.

Atelier 17 : Le suivi et l'évaluation de l'EDD

Coordonnatrice : Daniella Tilbury (University of Gloucestershire, membre du Groupe d'experts de l'UNESCO chargé du suivi et de l'évaluation)

Cet atelier a été l'occasion pour les participants de débattre activement de questions associées au suivi et à l'évaluation de l'EDD pendant la DEDD. Il leur a été demandé de mettre au point un scénario et de pratiquer des exercices de simulation, ainsi que de participer à des discussions et à une analyse en groupe⁸.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'EDD présente un intérêt pour l'éducation en général, et ce à plusieurs titres. Elle est l'expression de la recherche d'une nouvelle vision pour l'éducation : il s'agit d'aider les apprenants à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent, au gré d'un apprentissage qui tienne compte des particularismes locaux et culturels et repose sur des approches actives, critiques, exploratoires, créatives et centrées sur l'apprenant, mais aussi de remettre en question les pratiques et les a priori qui font obstacle à l'avènement d'un futur viable. L'EDD prône une réorientation des systèmes éducatifs, car ceux-ci ne parviennent pas à doter les apprenants des compétences nécessaires pour progresser en direction de cet avenir plus viable.

La portée de la DEDD est vaste et ses effets potentiels de grande ampleur. Si elle est couronnée de succès, elle pourrait transformer non seulement l'éducation, mais aussi la qualité de vie de nombreux habitants de la planète. Pour cette raison, il est important de chercher de quelle manière nous pouvons efficacement suivre les progrès de sa mise en œuvre et nous prévaloir de ses enseignements. Le Plan international de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable souligne que le suivi et l'évaluation sont non seulement un moyen d'apprécier les progrès accomplis au titre de l'EDD, mais sont aussi, en eux-mêmes, des mécanismes de mise en œuvre de la Décennie. Le suivi et l'évaluation vont en effet bien au-delà de la simple mesure d'une performance ; ils sont l'occasion d'amener les parties prenantes à s'engager dans des activités liées en propre à l'EDD. Les cadres conçus pour le suivi et l'évaluation de l'EDD aident à garantir la pertinence et l'efficacité des efforts déployés ; guident la planification et la réorientation des programmes d'EDD ; permettent de mieux

comprendre la nature des progrès accomplis en matière d'EDD ; améliore les modalités de la prise de décisions et de l'adoption de mesures concrètes.

Si le suivi et l'évaluation sont si importants pour l'EDD, c'est parce qu'ils sont en soi des processus d'« apprentissage du changement » et de constitution de capacités, auxquels les divers acteurs concernés prennent part au gré d'un parcours complexe : ils doivent comprendre et définir des indicateurs ; apprendre au gré des diverses filières de mise en œuvre ; rendre compte des progrès accomplis au titre de l'EDD ; poser les bonnes questions afin de procéder à une refonte des pratiques existantes ; prendre des mesures pertinentes pour l'avenir.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Le suivi et l'évaluation rendent plus aisée l'appréciation des changements intervenus mais font aussi ressortir l'importance que revêt la participation d'acteurs dont la culture, le milieu et l'expérience de l'EDD sont différents au processus d'« apprentissage » qui résulte de la réflexion engagée au sujet des progrès accomplis.

Un suivi et une évaluation efficaces passent donc par le recrutement de partenaires issus de l'ensemble des secteurs concernés par l'EDD. Ce processus est aussi important que celui qui consiste à définir un cadre pour le suivi et l'évaluation ou des indicateurs pour l'EDD.

Les participants à l'atelier ont observé que les contacts entre partenaires de pays différents étaient nécessaires aux fins de l'échange de points de vue et d'éléments d'expérience, ce qui permet alors de collecter de données qui soient un reflet plus réaliste de l'action menée au titre de l'EDD. Ils sont également importants car ce sont des révélateurs des problèmes et des limites associés aux mécanismes de suivi et d'évaluation, dont il faut prendre acte : Quelles sont les activités qui peuvent faire l'objet d'un suivi ? Quelles sont celles qui ne s'y prêtent pas ? Quelles sont les ressources disponibles ? Comment les systèmes de suivi et d'évaluation existants peuvent-ils nous aider à évaluer les progrès accomplis ?

⁸ Pour enrichir le présent rapport, on a puisé dans les analyses contenues dans les articles suivants : Tilbury, Daniella. "Monitoring and Evaluation during the UN Decade of Education for Sustainable Development". *Journal of Education for Sustainable Development* 1(2) (2007): 239-254; Mulà, Ingrid et Tilbury, Daniella. "A United Nations Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014): What difference will it make?" *Journal of Education for Sustainable Development* 3(1) (2009): 87-97.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Un ensemble de données d'expérience et de synthèses publiées dans différents documents de l'UNESCO et dont il a été fait état pendant l'atelier suggère que la DEDD facilite l'adoption de politiques et de stratégies en matière d'EDD, la constitution de groupes de travail et la nomination de coordonnateurs, les initiatives de suivi et d'évaluation et l'implication de divers partenaires dans les activités menées au titre de l'EDD. Cependant, les participants ont souligné qu'il était encore trop tôt pour en tirer des conclusions et déterminer si la DEDD avait déjà permis de faire bouger les choses. Il est également difficile de déterminer avec certitude la valeur et l'impact des initiatives d'EDD qui ont eu lieu pendant la Décennie ou de savoir dans quelle mesure celle-ci a contribué à leur conception. Néanmoins, le moment est bien choisi pour s'interroger sur la valeur et sur les prolongements de la DEDD. Les participants se sont montrés conscients qu'il ne serait possible d'aller de l'avant pendant le reste de la Décennie que si les différents partenaires et réseaux concernés agissaient de façon coordonnée.

Ils sont également convenus que le réseau de Centres régionaux d'expertise (CRE), dont la coordination est assurée par l'Université des Nations Unies, était un bon exemple de ce que la Décennie peut permettre de réaliser. Il existe plus de 60 de ces Centres régionaux de par le monde, qui planifient et conçoivent des projets créatifs impliquant des partenariats de natures très diverses.

Toutefois, l'incidence de l'EDD demeure limitée. Bien qu'il existe désormais davantage de politiques en la matière et que des initiatives intéressantes – comme le réseau de CRE – aient été conçues, ressources financières et soutien gouvernemental font toujours défaut ; on ne dégage toujours pas de corpus de valeurs culturelles commun à l'appui de l'EDD ; les enjeux liés au développement durable ne figurent toujours pas au cœur de l'ensemble des secteurs de l'éducation.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

L'atelier avait pour but l'élaboration de stratégies pour la prochaine phase de suivi et d'évaluation, sur la base d'une appréciation des processus d'apprentissage typiques de l'EDD. Cela veut dire qu'il sera important de cibler les activités de suivi. Les participants ont reconnu que c'était une tâche difficile car il était nécessaire de définir ce qu'on entendait par apprentissage et de trouver le moyen de déterminer les types d'apprentissage qui se traduisaient par des actions propres à assurer un avenir viable, et selon quelles modalités. Par



Les priorités sont définies

conséquent, il faudra définir les critères applicables au suivi de l'apprentissage novateur – celui qui repose sur l'expérimentation, l'investigation et les problèmes concrets. Les participants ont également souligné que la prochaine phase de suivi et d'évaluation porterait en priorité sur les compétences en matière d'EDD et sur l'évolution des systèmes de valeurs.

Le suivi et l'évaluation de l'EDD doivent être planifiés et il doit en être rendu compte dans le cadre de consultations impliquant diverses parties prenantes – non seulement des représentants d'organismes gouvernementaux et de ministères, mais aussi d'organisations de la société civile, d'établissements d'enseignement et du secteur des entreprises – en tenant compte de la diversité des valeurs culturelles. Cela signifie qu'il sera essentiel de déterminer qui sont les principaux partenaires qui devront être impliqués dans cette deuxième phase, et les diverses manières dont ils pourront contribuer au suivi et à l'évaluation. Il faudra donner à des individus et des organisations les moyens d'y prendre part et les motiver à cet effet, afin qu'ils puissent tous faire entendre leur voix. Ils devront être adéquatement formés afin d'acquiescer les aptitudes et les compétences nécessaires pour procéder à un suivi et à une évaluation efficaces de l'EDD.

La deuxième phase de suivi et d'évaluation devra aussi être l'occasion de mettre en place un système précis de recueil de données afin qu'il soit possible de brosser un tableau factuel des types d'apprentissage axés sur le développement durable qui sont proposés dans les diverses régions du monde. Les participants à l'atelier ont eu des suggestions créatives : recueillir ces données lors de conférences qui rassemblent différents acteurs concernés; instaurer des systèmes en ligne afin de multiplier les occasions offertes de témoigner; concevoir des études longitudinales pour mesurer les changements sur une période donnée; rendre compte d'exemples concrets de changement.

Rapporteuse : Ingrid Mulà (IRIS, University of Gloucestershire, Royaume-Uni)



Regroupement thématique IV :

L'EDD et les processus d'enseignement et d'apprentissage

Le degré d'intégration de l'EDD à l'éducation en général varie en fonction des domaines d'enseignement et d'apprentissage concernés. Les exigences, les pratiques et les possibilités offertes en matière d'EDD varient elles aussi d'un milieu éducatif à un autre. De plus, lorsque l'on cherche à définir le rôle de l'EDD dans le cadre de l'éducation en général, le plus important est de déterminer comment l'Éducation pour tous (EPT) et l'EDD agissent l'une sur l'autre. Chacun des ateliers organisés au titre de ce regroupement thématique devait répondre à cette interrogation principale : comment l'EDD peut-elle contribuer à améliorer la qualité des processus d'enseignement et d'apprentissage ?

18 Les synergies et les différences entre EPT et EDD

19 De meilleures écoles aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire grâce à l'EDD

20 Le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'EDD

21 L'EDD et l'apprentissage tout au long de la vie

22 L'EDD et l'EFTP – développer les savoir-faire et les compétences de la population active



Atelier 18 : Les synergies et les différences entre EPT et EDD

Coordonnatrices : Karin Jahr de Guerrero et Nadja Bleiber (Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques); Khawla Shaheen (UNESCO)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'idée que les synergies entre l'EDD et l'EPT renforceraient l'efficacité des programmes d'action conçus pour ces deux initiatives et présenteraient des avantages pour l'une comme pour l'autre a suscité un fort consensus. En particulier, l'EDD peut contribuer à la réalisation des objectifs de l'EPT car l'accent y est davantage mis sur un apprentissage pertinent, approprié et soucieux du contexte et sur la prise en compte des savoirs autochtones ou locaux. « Savoir ne suffit pas » : l'éducation est nécessaire pour comprendre, y compris se mettre en phase avec les générations futures, pour maîtriser les aspects pratiques, régler les problèmes, mener une réflexion critique, exercer une responsabilité et obtenir que les sociétés soient ouvertes à tous. L'EDD accorde une grande importance aux valeurs et aux concepts liés à la durabilité ainsi qu'aux processus de réflexion critique et de pratique raisonnée, ce qui rejaillit positivement sur l'EPT en termes de qualité. De plus, l'action interdisciplinaire menée dans le cadre de l'EDD dans les domaines des sciences naturelles et sociales peut permettre, dans l'optique de l'EPT, de renforcer la qualité de l'apprentissage et de concevoir des systèmes éducatifs appropriés pour le XXI^e siècle. À elle seule, l'éducation ne suffit pas pour produire de la « capacité » et faire reculer la pauvreté⁹, il arrive même qu'elle aggrave ces problèmes, voire qu'elle en devienne une des causes¹⁰ ; c'est donc le **type** d'éducation dispensé qui importe. Pour cette raison, il est nécessaire de mettre en place un processus éducatif qui soit transformatif et permette aux apprenants de mener une réflexion sociale critique et de tenir comptable de leurs actes ceux qui détiennent le pouvoir. Un tel enseignement ne s'adresse pas seulement aux individus mais aussi à la collectivité dans son ensemble.

De plus vaste portée et grâce à ses perspectives plus ouvertes, l'EDD peut contribuer à « réinventer » l'EPT en la libérant des contraintes attachées au système scolaire, par exemple, et en permettant un apprentissage au sein de la collectivité et avec elle¹¹ et en tissant des liens entre écoles et

communautés. Près de la moitié de la population de la planète est constituée de jeunes, dont la plupart vivent dans des pays en développement. Les possibilités de synergie entre EPT et EDD sont donc nombreuses. En s'inspirant de l'EDD, on peut améliorer la qualité de l'EPT en incorporant le concept d'apprentissage tout au long de la vie et en repensant la façon dont les éducateurs sont formés afin de faciliter l'enseignement et l'apprentissage sur la base d'une approche plus inclusive et participative. Les synergies entre EPT et EDD pourraient aussi permettre de former plus souvent conjointement les éducateurs du système formel et ceux du système non formel et on pourrait alors s'efforcer d'aplanir les différences entre les objectifs respectifs de l'EPT et de l'EDD. L'apprentissage s'effectuerait alors dans et par les communautés et il serait axé sur elles.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

L'EDD s'adresse à tous mais le plus urgent est d'en faire profiter ceux qui exercent de hautes fonctions et sont le plus à même d'induire un changement. Les participants ont estimé que l'UNESCO devait encourager ces détenteurs de postes clés à se réunir en leur offrant davantage d'occasions de le faire, et leur demander de concevoir des stratégies conjointes EPT-EDD.

Il a toutefois été observé que, jusqu'à présent, l'EDD s'était concentrée sur les pays plus riches que la moyenne, alors que tous devraient pouvoir en bénéficier. Il est essentiel que l'éducation apporte un appui aux individus et leur permette de subsister. Il a été souligné que l'« EDD n'est pas un luxe, mais une nécessité », tant d'un point de vue éthique que d'un point de vue pratique. Les éducateurs des pays riches du Nord et ceux des pays en développement du Sud doivent avoir davantage d'occasions d'échanger des idées et de concevoir des programmes présentant des avantages pour les uns comme pour les autres.

On a consacré un certain temps à l'élaboration de programmes d'action communs pour l'EPT et l'EDD. Plusieurs participants ont identifié l'EPT à une cible et l'EDD plutôt à un

⁹ Amartya Sen : *Development as Freedom*. Alfred A. Knopf, New York, 1999.

¹⁰ Voir, entre autres : David Orr : *Earth in Mind: On Education, Environment and the Human Prospect*, Island Press, Washington D.C., 2004.

¹¹ On entend ici collectivité dans son acception la plus large, pas seulement géographique.

contenu et à une méthodologie. À titre d'exemple, un participant de Corée du Sud a mentionné que, dans son pays, les objectifs de l'EPT avaient été atteints mais qu'il restait un long chemin à parcourir pour que le soient aussi ceux de l'EDD.

Nombre de participants ont estimé que les systèmes éducatifs formels actuels empêchaient la mise en place de l'EDD en raison du manque de souplesse de leurs programmes d'enseignement. Il a été souligné qu'il était nécessaire de transformer en profondeur la manière dont l'éducation est perçue. Selon les participants, il n'est pas toujours nécessaire de mobiliser des ressources supplémentaires, mais plutôt d'adopter des approches différentes, par exemple lier étroitement les secteurs formel, non formel et informel. Si davantage de possibilités sont offertes de tisser de tels liens aux niveaux local, national et sous-régional, le processus en sera facilité.

Les participants à l'atelier ont souligné que la Conférence offrait aux organisations non gouvernementales, aux gouvernements, aux communautés et aux organisations du secteur privé l'occasion de travailler ensemble. Cependant, beaucoup ont estimé que les occasions de le faire étaient encore plus nombreuses dans le cadre des structures régionales et autres qui existent aujourd'hui, ainsi que, peut-être, par l'entremise des Centres régionaux d'expertise.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les participants ont souligné que, jusqu'à maintenant, l'EDD et l'EPT n'étaient pas intégrées et qu'il fallait donc y remédier sans délai. Une telle intégration doit exploiter les structures et mécanismes existants autant que possible. Certains pays (par exemple ceux de la Communauté de développement de l'Afrique australe, qui est dotée d'un protocole sur l'EDD) progressent plus rapidement que d'autres.

Un point de départ positif a été le dialogue EPT-EDD, aussi doit-il être rapidement intensifié par l'UNESCO. L'Organisation peut exploiter le document technique consacré à ce dialogue¹² pour faire avancer le processus. Dans certains pays, il est déjà en cours de mise en place. On songe par exemple à la planification, par le groupe de travail sur l'EDD de la Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO, d'un séminaire d'experts qui sera consacré au document qui rend compte du dialogue en question (en juin 2009, au Royaume-Uni).

La crise financière mondiale actuelle est l'occasion de plaider avec conviction pour une éducation de qualité (filières EDD et EPT confondues) car elle met en relief la nécessité pour le monde d'évoluer à la lumière des problèmes auxquels doit faire face l'ensemble des pays, en particulier le changement climatique.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

Mettre sur pied des structures qui établissent des liens entre les programmes d'action de l'EPT et ceux de l'EDD tout en prenant en compte leurs caractéristiques, leurs objectifs et leurs perspectives propres.

Il est nécessaire de renforcer la collaboration intersectorielle et de nouer davantage de partenariats et donc de mettre en place et de financer des stratégies et des structures appropriées. L'UNESCO doit apporter son concours, mais il est également nécessaire que les praticiens de l'EPT et de l'EDD sur le terrain jouent un rôle catalyseur. Il faut agir à tous les niveaux : régional, national, international, à celui des divers organismes des Nations Unies et au sein de l'UNESCO elle-même. En tant qu'organisme chef de file de l'EPT et de l'EDD, la responsabilité de l'UNESCO est importante à cet égard et elle doit donc chercher à exploiter les structures existantes.

Principales activités proposées

Les participants ont souligné que les responsables politiques avaient besoin que les capacités en matière d'EDD soient renforcées étant donné qu'il était urgent de remédier aux problèmes que posent le changement climatique et la crise financière actuelle. Les fonctionnaires, les membres des gouvernements, les journalistes, les dirigeants du secteur privé – c'est-à-dire à tous les principaux agents de changement – doivent bénéficier de l'EDD. Afin de former un ensemble suffisant de citoyens informés et politiquement actifs qui puissent faire pression sur les responsables politiques et de proposer une éducation de qualité à tous, il faut aussi promouvoir activement la mise en œuvre de l'EDD dans les écoles.

Nombre de participants ont estimé que la crise financière actuelle était l'occasion de réexaminer l'optique néolibérale qui préside à la croissance et qui se révèle un échec flagrant lorsqu'il s'agit de traiter des enjeux tels que le changement climatique et le développement durable, notamment l'élimination de la pauvreté. L'EDD peut constituer un cadre de réflexion sociale critique, qui permette de relever ces défis du moment.

12 Ros Wade et Jenneth Parker : « EFA-ESD Dialogue: Educating for a sustainable world », UNESCO Education for Sustainable Development Policy Dialogue No.1 : 2008



Selon les participants, pour que cette entreprise soit menée efficacement, l'EDD doit jouir d'une plus grande visibilité lors des débats sur l'éducation et dans les tribunes de politiques (tant au plan national qu'à l'échelle internationale). À l'évidence, l'UNESCO a un rôle important à jouer à cet égard. Elle doit faire campagne pour obtenir des fonds, non seulement pour l'EDD (en particulier au titre du renforcement des capacités, de la formation et de la sensibilisation), mais aussi pour l'EPT.

L'EDD devrait figurer à l'ordre du jour des réunions internationales et figurer dans le programme de travail d'autres organismes des Nations Unies. Les participants ont souligné que l'UNESCO pourrait par exemple susciter l'intérêt de la Banque mondiale pour l'EDD, comme elle l'a fait dans le cas de l'EPT, ou assurer une formation au personnel d'agences de financement internationales afin qu'elles prennent en compte l'EDD dans leur action, comme elle l'ont fait pour la parité des sexes. D'autres partenaires doivent être associés à l'EPT, issus par exemple des secteurs économique et environnemental, qui puissent entamer une réflexion sur un certain nombre de facteurs qui (outre l'éducation) font obstacle à la réalisation des objectifs fixés.

Il est nécessaire de tisser des liens plus étroits entre les éducateurs des secteurs formel et non formel afin qu'ils mettent leurs pratiques et leurs compétences en commun au service d'une éducation de qualité pour tous et du développement durable. C'est tout particulièrement important pour les enseignants et pour les éducateurs. L'objectif 3 de l'EPT (Promouvoir l'apprentissage et les compétences des jeunes et des adultes) doit être poursuivi dans l'optique suivante : répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences de la vie courante. Enfin, il a été mentionné que les préoccupations suscitées par le changement climatique offraient la possibilité d'associer EPT et EDD aux fins de l'atténuation de ses effets et de l'adaptation des systèmes sociaux.

Programme de recherche

Les participants ont fait observer que la collaboration entre EDD et EPT devrait être plus étroite et que les établissements d'enseignement supérieur devraient concevoir des structures et des outils adaptés à l'ensemble des disciplines, qui puissent être utilisés dans le cadre des systèmes éducatifs. Les dispositifs existants de mesure et de collecte de témoignages ne sont pas encore au point et ne permettent pas de donner un reflet exact de la qualité de l'enseignement dispensé ni de l'évaluer et les participants ont été d'avis que des synergies entre EDD et EPT pourraient remédier à cette lacune. Des indicateurs efficaces permettant de mesurer la qualité de l'éducation devrait être conçus d'ici à 2015. Pour

ce qui est de l'EDD, le Groupe d'experts de l'UNESCO chargé du suivi et de l'évaluation y travaille déjà et des possibilités de synergies entre EDD et EPT existent. Des programmes de recherche interrégionaux et internationaux permettraient de recueillir des données et des témoignages plus pertinents d'un point de vue local.

Formation des enseignants

Les deux principaux écueils auxquels on se heurte dans le cadre de l'EPT, à savoir la pénurie d'enseignants qualifiés et la mauvaise qualité de la formation des enseignants dans certaines régions, font que l'instauration de synergies entre EDD et EPT est un impératif. En particulier, il faut donner davantage d'occasions aux éducateurs des secteurs non formel et informel ainsi qu'aux ONG de prendre part à la formation des enseignants et de contribuer à faire tomber les barrières entre secteurs formel et non formel ainsi qu'entre différentes disciplines. Il a également été signalé qu'il fallait accorder une attention beaucoup plus grande au perfectionnement professionnel des enseignants dans les écoles car des programmes centralisés et directifs peuvent être contre-productifs ou mettre les enseignants en porte-à-faux. Le Réseau international de formateurs d'enseignants dans l'optique de l'EDD constitué par l'UNESCO pourrait contribuer à l'établissement de synergies entre EDD et EPT.

Rapporteur : Ros Wade (London South Bank University, Royaume-Uni)

Atelier 19 : De meilleures écoles aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire grâce à l'EDD

Coordonnateurs : Moacir Gadotti (Institut Paulo Freire, Brésil); Jeannette Larue (Ministère de l'éducation des Seychelles)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé

Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'EDD assure la promotion de concepts essentiels pour une éducation de qualité ou leur donnent de la visibilité. On pense par exemple au concept de « démarche scolaire globale », d'« éco-écoles » et d'« écoles viables ». Les sites où ils sont mis en pratique sont de plus en plus nombreux. D'autres initiatives qui ont été mentionnées visent à expliciter certains aspects ou dimensions de l'EDD et à organiser des activités à leur sujet – ce qui a déjà donné lieu à des expérimentations en milieu scolaire telles que les « journées spéciales à thème », un séjour d'une semaine en forêt, la création de clubs scolaires (axés sur la faune sauvage, le jardinage en milieu scolaire ou l'agriculture), des projets scientifiques à petite échelle – ou à inclure des savoirs locaux dans les programmes scolaires.

Assurément, certaines de ces pratiques existaient avant que la notion d'EDD ne voie le jour et peuvent continuer d'exister indépendamment car elles ont une valeur en soi. Mais les ramifications de l'EDD sont si vastes qu'elles permettent de conceptualiser plus clairement l'ensemble des éléments constitutifs de ce que l'on appelle une éducation de qualité. (Ce qui compte, ce n'est pas le « label EDD »). L'EDD a pour effet de renforcer les composantes et les caractéristiques essentielles d'un enseignement et d'un apprentissage de qualité : le milieu scolaire, les aspects physiques de l'établissement (lieu de récréation, classe, cafétéria, espaces verts, activités culturelles, assainissement, approvisionnement en eau, mini-musées, nourriture saine, récolte de l'eau, etc.), les aspects sociaux (accorder toute leur valeur aux cultures dont les élèves sont issus), les liens avec la communauté scolaire et les approches interculturelles.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD

Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Il est nécessaire de promouvoir des réseaux d'enseignants et d'encourager des programmes d'échanges entre étudiants, enseignants, directeurs d'établissement et associations de

parents, ainsi qu'entre gestionnaires de l'éducation. La prise en compte de la diversité culturelle et des spécificités nationales permet de mieux comprendre ce qui fonctionne ou non dans tel ou tel contexte.

Pour soutenir l'EDD, il existe des méthodes originales de mobilisation de ressources (en s'appuyant sur des initiatives prises dans les écoles mais aussi en faisant appel à la collectivité au sens large, y compris les entreprises privées). Il faut également encourager la recherche afin d'enrichir les pratiques et les politiques en matière d'EDD. Les initiatives sous-régionales et régionales, prises par exemple par des enseignants, des réseaux de chefs d'établissement, des réseaux de recherche, des associations d'étudiants (clubs UNESCO, Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO), contribuent à l'échange de données d'expériences au plan international.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

En premier lieu, nous avons pris conscience qu'il fallait cesser de considérer l'EDD comme « quelque chose de nouveau ». Cela rend en effet plus difficile (principalement pour les praticiens) de faire le tri entre les expériences pertinentes et de déterminer quelles sont les bonnes pratiques en milieu scolaire, dont il faut rendre compte. En même temps, l'EDD est un appel au changement. Les connaissances acquises doivent être « reconceptualisées ». Il faut envisager l'enseignement et l'apprentissage comme évolutifs et synergiques. Il faut enfin réévaluer les besoins en matière d'enseignement préscolaire.

Cela posé, on a davantage conscience, désormais, de la dimension interdisciplinaire des pratiques de l'EDD, ce qui est un résultat positif. De même, le rôle crucial joué par les enseignants et les chefs d'établissement à la poursuite des objectifs de la DEDD au niveau scolaire apparaît de plus en plus clairement, tout comme l'implication des parents et de la communauté dans le bon fonctionnement des écoles et la conduite de l'enseignement et de l'apprentissage. Malheureusement, la rigidité des programmes scolaires « prescrits » et des systèmes d'examen officiels freine la créativité et



l'esprit d'innovation des enseignants. Autre obstacle, il faut former et motiver les principaux acteurs de l'EDD (enseignants et chefs d'établissement) pour qu'ils deviennent des catalyseurs et des promoteurs de pratiques novatrices, à la poursuite des objectifs de la DEDD.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

La majorité des participants à l'atelier travaillaient pour un gouvernement, ce qui peut donner à penser que les autres parties prenantes (c'est-à-dire le secteur privé) ne s'intéressent que modérément aux enjeux associés à la scolarité. Il faut les amener à prendre mieux conscience de ces enjeux, car il est nécessaire qu'ils contribuent aux décisions et aux initiatives qui concernent les établissements scolaires.

Il est également nécessaire de mettre en relief le rôle des chefs d'établissement, qui peuvent faire en sorte que les pratiques associées à l'EDD soient intégrées avec succès, plus largement et plus profondément, dans les activités scolaires et apporter un soutien aux enseignants qui ont besoin d'une formation (ou d'une remise à niveau), en particulier dans les zones reculées. Pour qu'un établissement scolaire fonctionne dans le respect des principes de la durabilité, il faut lui octroyer des ressources financières régulières. C'est la raison pour laquelle il faut mener des initiatives de collecte de fonds aux niveaux local, national et international.

Pour que l'EDD soit institutionnalisée de manière réelle et effective dans l'enseignement et dans l'apprentissage, il faut que les matières et les activités qui s'y rapportent soient prises en compte dans la notation, tant celle des élèves que celle des enseignants, ce qui a pour effet de motiver les uns comme les autres. Les systèmes d'examen et de contrôle continu doivent être revus pour les adapter aux pratiques de l'EDD. La créativité des apprenants et les initiatives collectives doivent être adéquatement récompensées.

Il convient de promouvoir l'exploitation des technologies de l'information et de la communication, dont le potentiel est grand, mais il faut aussi accorder une place suffisante aux contacts humains réels (entre les diverses parties prenantes et à leur bénéfice), qu'il s'agisse des élèves, des enseignants, des parents, de la communauté – au plan national comme au plan international.

Il faut encourager la collecte et la diffusion d'informations sur des concepts spécifiques tels que les « éco-écoles » (même s'il s'agit là d'une initiative principalement axée sur l'environnement) afin de faire mieux connaître les principes qui les sous-tendent et de permettre l'échange de données d'expérience partout dans le monde. Le Réseau du système

des écoles associées de l'UNESCO devrait continuer à jouer un rôle clé à cet effet.

Rapporteur : Edem Adubra (Bureau de l'UNESCO à Windhoek)

Atelier 20 : Le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'EDD

Coordonnateurs : Rosalyn McKeown (Portland State University); Yoko Mochizuki (Université des Nations Unies, Institut d'études supérieures – formation des enseignants, recherches multidisciplinaires, innovation et réflexion critique)

Cet atelier était divisé en un certain nombre de sessions, comportant chacune une série d'exposés de représentants d'institutions du monde entier – brefs, divers et organisés au préalable – suivis de questions et d'observations de participants.

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'enseignement supérieur est important pour le développement durable, et ce pour trois raisons principales. En premier lieu, les échanges avec des employeurs permettent aux étudiants d'être au contact direct et quotidien, dans leur travail, de problèmes liés à la durabilité auxquels la société doit faire face. L'ensemble des disciplines abordées dans l'enseignement supérieur permet ce type de connexion. On dit parfois que le secteur de l'enseignement supérieur représente une proportion relativement faible de l'empreinte écologique de la société, mais qu'il rassemble 100 % des étudiants, aussi les possibilités et les responsabilités qui en découlent doivent-elles être prises au sérieux. On comprend aisément que les étudiants se penchent sur ces questions dans le cadre des cours qu'ils suivent et d'activités complémentaires qui se déroulent sur le campus, mais la manière dont ils peuvent s'acquitter de cette tâche utilement et les raisons pour lesquelles ils doivent le faire apparaissent moins clairement. Ces incertitudes continuent à juste titre de susciter le débat.

En deuxième lieu, les établissements d'enseignement supérieur sont investis, plus que toute autre institution, d'une mission de recherche. En un sens, il n'est pas besoin d'insister sur ce point, car les recherches universitaires et les activités scientifiques continueront d'être des composantes essentielles du progrès social – quel que soit le sens que nous donnons à cette expression. Bien sûr, les possibilités de mener des recherches liées à la durabilité se multiplient, car ceux-là même qui financent les recherches, mais aussi les entreprises et les organisations du secteur tertiaire, comprennent leur nécessité. Il faut toutefois noter que, si ces recherches couvrent l'ensemble des disciplines enseignées dans le supérieur, les possibilités de mener des recherches interdisciplinaires – et d'en rendre compte – sont loin d'être exploitées au maximum en raison d'un certain nombre de facteurs : certains sont institutionnels, d'autres tiennent aux disciplines enseignées, d'autres encore sont externes.

En troisième lieu, les établissements d'enseignement supérieur entretiennent des relations directes avec des entreprises et avec la collectivité au sein de laquelle les résultats des recherches peuvent être diffusés, des liens établis et un changement social opéré – tous éléments cruciaux en ce qu'ils contribuent à aider la société à se transformer.

Toutes les activités menées dans le supérieur peuvent être classées, d'une manière ou d'une autre, en trois catégories : l'enseignement, la recherche et l'administration. À ces trois niveaux, il existe une certaine irrésolution, que l'on peut décrire comme une tension entre stabilité et changement, certitude et spéculation. Elle est nourrie, d'un côté, par la nécessité impérieuse d'archiver, de protéger, d'appliquer et de transmettre les connaissances existantes et, de l'autre, par la nécessité de mettre en question ces connaissances, de s'aventurer sur des territoires inexplorés, de dépasser le simple règlement des problèmes pour les redéfinir sous tous leurs aspects. À l'heure actuelle, on s'attend à ce que chacun soit amené à faire face, au cours de son existence, à des circonstances nouvelles, inimaginables, qu'il devra apprendre, d'une façon ou d'une autre, pour le meilleur ou pour le pire, à gérer. Cela signifie que l'irrésolution engendrée par la dialectique su/non se rejaille désormais autant sur l'enseignement universitaire que sur la recherche. Qu'untel, à un moment et à un endroit donné, souhaite que l'accent soit mis sur la transmission des connaissances et que tel autre insiste plutôt sur la remise en question de ces connaissances, il n'en reste pas moins que ces deux aspirations sont aujourd'hui aussi cruciales l'une que l'autre et que l'on ne peut échapper à cette réalité duale. Cette tension est également caractéristique des sociétés dotées d'universités. De fait, c'est aux universités que les sociétés délèguent une grande part de la responsabilité d'expliquer à ceux qui les dirigent comment gérer le problème que Jared M. Diamond décrit dans *Effondrement*¹³ : « Choisir entre échouer et survivre ». Comme l'illustre bien son analyse historique, ce choix consiste pour l'essentiel à déterminer constamment à quel savoir se vouer et quelles connaissances laisser de côté. Mais on sait depuis bien longtemps ce qu'implique un tel choix – et cela remonte à une époque bien antérieure au premier débat sur le développement durable¹⁴.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Il est clair qu'il ne suffit pas de se concentrer sur la nature du changement opéré depuis que les universités se penchent sur

13 Jared M. Diamond : *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006.

14 L'analyse exposée dans cette partie du présent compte rendu est inspirée de l'ouvrage de Stephen Gough et William Scott, *Higher Education and Sustainable development: paradox and possibility* (Routledge, Londres, 2007).





les questions liées à la durabilité ; il est tout aussi important de déterminer de quelle manière ce changement a été enclenché et quels en sont les aspects positifs (par exemple, des mesures d'incitation et des récompenses qui portent leurs fruits, ou encore des résultats tangibles) et quels en sont les aspects négatifs (par exemple, le coût financier et les possibilités gâchées). Les participants ont souligné que le contexte, la structure organisationnelle et les orientations politiques sont des facteurs importants lorsqu'on cherche à décrire de tels changements et à en rendre compte. Il faut pour ce faire réaliser des études de cas d'une nature particulière, qui prennent au sérieux le processus de changement. De telles études de cas et les comptes rendus des autres recherches menées à cet effet doivent être rédigés de telle manière que d'autres – dont la culture et le mode d'organisation sont très différents – puissent saisir la pertinence du changement survenu et la manière dont il est survenu, en le transposant mentalement dans le contexte dans lequel ils se trouvent eux-mêmes. Il importe également d'envisager la méthodologie utilisée de façon critique, car, dans tous les cas, la manière dont nous découvrons ce qu'on nous présente comme un changement est cruciale pour que nous le validions.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

D'une manière générale, les participants – venus de diverses régions – ont présenté de façon positive et réfléchie ce qui est en cours de réalisation et ce qui a été accompli, ainsi que la manière dont les entraves au progrès sont gérées. Le positionnement unique des universités, qui forment l'ensemble des étudiants de la planète avant que ceux-ci n'embrassent une carrière au cours de laquelle les questions liées à la durabilité sont de plus en plus susceptibles d'occuper une place importante, signifie que l'incorporation de ces questions aux programmes d'enseignement constitue un avantage précieux pour diverses institutions. Il semble clair qu'un certain nombre de modèles propices à l'exploitation de cette chance sont actuellement en cours d'élaboration : l'un d'entre eux, et non des moindres, consiste à encourager les étudiants – en leur donnant les moyens de le faire – à travailler auprès d'organisations de toutes sortes (organisations caritatives, entités du secteur public, partenariats, entreprises privées, etc.) afin d'acquérir dans le cadre de leurs études (ou en complément) une expérience réelle du règlement des problèmes. Plusieurs arti-

cles et ouvrages ont décrit la manière dont les universités participent à ce qui n'est rien moins qu'une nouvelle conceptualisation du rôle professionnel.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

La nécessité de mener davantage de recherches interdisciplinaires a été soulignée par de nombreux participants, tout comme celle de mettre en place des mesures d'incitation politique, aux niveaux national et sous-régional, pour les stimuler. Il est tout aussi important d'essayer d'obtenir que les résultats des recherches et des avancées réalisées soient diffusés dans des publications adaptées à chaque secteur et que le lecteur soit explicitement guidé vers les articles concernés, par exemple dans des revues spécialisées. Nombre de participants ont considéré que les Centres régionaux d'expertise de l'UNU et leur réseau international pouvait contribuer de façon importante à persuader les universités de collaborer et d'établir des passerelles avec les communautés grâce à l'établissement de programmes d'action articulés sur des centres d'intérêt communs. Un point particulier a été souligné avec vigueur : la diversité des universités – d'une région à l'autre du monde, voire au sein d'une même région ou d'un même pays. Certaines universités conçoivent leur rôle, leurs priorités et leur structure très différemment d'autres établissements du supérieur et, en raison de ces facteurs et d'autres encore. Par conséquent, il arrive qu'elles se heurtent à des problèmes liés à la durabilité qui leur sont propres et sont différents de ceux auxquels d'autres universités doivent faire face. Les participants ont conclu que chaque institution devait suivre son propre parcours sur la voie de la durabilité, en fonction de l'évolution de son environnement et de sa situation. Ils ont ajouté que les universités de différents pays du monde en étaient à des étapes différentes de leur gestion des problèmes liés à la durabilité : certaines ont acquis une grande expérience en la matière, utilisent des méthodes sophistiquées et de pointe, alors que d'autres ont à peine commencé à y réfléchir. Cet état de fait tient à leur environnement et à leur situation du moment, mais il est peut-être néanmoins possible d'y réfléchir de manière rationnelle et conceptuelle afin de les aider à aller de l'avant, ainsi que de déterminer comment on peut faire prendre conscience à ces institutions de ce qu'elles ont déjà accompli en matière de développement et de ce qu'elles ont encore besoin de faire.

Rapporteur : William Scott (Centre for Research in Education and the Environment de l'Université de Bath, Royaume-Uni)

Atelier 21 : L'EDD et l'apprentissage tout au long de la vie

Coordonnateurs : Adama Ouane (Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie); Liu Yunhua (Institut Shangri-la, Chine; membre du Groupe consultatif international de la Conférence de Bonn)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé

Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

L'apprentissage du développement durable se poursuit tout au long de la vie et s'inscrit donc dans tout un ensemble d'activités d'apprentissages qui peuvent être de nature formelle, non formelle et informelle. L'objectif ultime est un meilleur avenir pour tous¹⁵.

Cet atelier a mis en relief la diversité des approches d'apprentissage tout au long de la vie, des manières de l'aborder et des intérêts en jeu, ainsi qu'un certain nombre de principes théoriques et politiques qui sous-tendent la contribution au développement durable de l'apprentissage tout au long de la vie (CDDAV). Répartis en quatre groupes, les participants ont débattu de la contribution essentielle de l'EDD à l'éducation dans son ensemble.

Selon le **premier groupe**, la CDDAV consiste à faire acquérir les compétences dont les individus ont besoin pour comprendre leurs relations avec les autres et avec le reste de la nature et instaurer des formes de citoyenneté qui permettent la poursuite de l'évolution parallèle de la nature humaine et de la nature non humaine. Les principes de la CDDAV doivent être multidisciplinaires et intégrés ; elle implique une réflexion critique et le règlement de problèmes, l'utilisation de méthodes diverses pour l'enseignement et l'apprentissage, ainsi que le recours à des pratiques participatives de prise de décision, adaptées au plan local comme à la dimension internationale.

Le **deuxième groupe** a souligné combien il était important de faire de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité, étant donné que l'on se livre actuellement à une réflexion de nature essentiellement sous-sectorielle, qui ne donne lieu à aucune action concrète. La CDDAV ne fait pas appel à des compétences prédéterminées mais à celles qui se font jour lorsque les individus s'attaquent à des problèmes auxquels leur communauté doit faire face et apprennent les uns des autres. Il est nécessaire de réfléchir à des valeurs, à des attitudes, à de nouvelles manières d'apprendre et de changer de comportement. Toutes les compétences sont utiles dans

certaines situations. Il faut donner à chacun la possibilité d'apprendre tout au long de sa vie et de contribuer à l'édification de communautés et de sociétés de l'apprentissage. L'apprentissage tout au long de la vie va au-delà du système éducatif pour englober la politique, l'économie, la religion, les médias et la société civile au sens large. Deux des principes essentiels de la CDDAV sont, d'une part la protection et la conservation des ressources naturelles et, d'autre part, la justice, la redistribution des ressources pour une société équitable et la responsabilité partagée de l'ensemble de l'humanité.

Selon le **troisième groupe**, la CDDAV consiste à apprendre à apprendre et à créer des dispositions d'esprit et des valeurs (nouvelles) pour une vie orientée vers l'avenir et à favoriser l'acquisition de compétences permettant la maîtrise d'approches viables dans l'économie (micro-entreprises, économie informelle) et dans les communautés. Les participants ont estimé qu'il était nécessaire d'énoncer dans des termes aisément compréhensibles les définitions associées à la CDDAV afin que chacun, pas seulement les experts, en saisisse la signification.

Pour le **quatrième groupe**, la CDDAV n'est autre que l'éducation pour tous (EPT) étendue à l'échelle de la vie tout entière et axée sur le développement durable. Elle consiste à apprendre de façon continue, en se concentrant sur le développement durable et en gardant à l'esprit que, par nature, la connaissance n'est pas figée dans le marbre mais évolutive. Deux principes sont importants : chacun doit être capable de se perfectionner ; chacun doit apprendre à contribuer à la durabilité. L'EDD ne doit pas s'inscrire dans l'éducation formelle, mais se poursuivre tout au long de la vie et inclure l'apprentissage dans des contextes formels, non formels et informels.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Au cours de cet atelier, trois études de cas ont été présentées, dont on trouvera le résumé ci-après.

Un participant du *Bangladesh* a souligné que la CDDAV sur un mode non formel pouvait combler les lacunes et venir

¹⁵ Voir Learning for Sustainable Development, Exploring Learning Strategies Across the Lifespan, d'Antoine Heideveld et Susan Cornelissen. Commission nationale néerlandaise pour l'UNESCO / Dutch Institute for Vocational and Adult Education (CINOP) (2008) : 15.



compléter l'offre de l'éducation formelle. Elle peut permettre de traiter les demandes spécifiques de certaines collectivités qui souhaitent améliorer leurs moyens de subsistance. De plus, elle peut être l'occasion de mettre les apprenants au contact de certaines activités génératrices de revenus (éducation à l'agriculture viable, à l'eau et l'assainissement, ou encore à la création d'entreprises) et d'établir des liens avec des communautés et d'amener certains de leurs membres à dispenser eux-mêmes certains enseignements.

Un participant de *Chine* a appelé l'attention sur l'importance que revêt l'utilisation de la sagesse traditionnelle et des savoirs locaux, qui peuvent enrichir l'apprentissage et rendre l'action menée plus appropriée. Les traditions, les concepts religieux et les savoirs autochtones comptent parmi les fondations les plus solides pour l'édification de communautés viables.

Un participant du *Burkina Faso* a fait observer que la véritable contribution à une nouvelle vision pour l'éducation venait de la société civile organisée au niveau national. La ferme détermination de l'ensemble des parties prenantes, notamment la société civile, est importante, tout comme la nécessité de prévoir l'allocation de ressources spécifiques à l'éducation non formelle. La CDDAV a pour but la promotion de l'équité, de la démocratie et de la protection de l'environnement dans le cadre d'une éducation intégrée, inclusive, diversifiée, dispensée dans des cadres aussi multiples que possible et adaptée à l'expérience de chaque individu.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD

Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Les participants à l'atelier ont souligné qu'il était primordial d'adopter une approche intégrée, qui implique différents secteurs d'activité de la société (éducation communautaire, société civile, médias, religion, culture, économie, famille, industrie, etc.). De plus, ils ont déclaré qu'il était essentiel que des possibilités *d'apprentissage continu* soient offertes à l'ensemble des communautés. Il faut fournir des *orientations* aux apprenants afin qu'ils sachent où ils peuvent apprendre et ce qu'ils peuvent apprendre. Au cœur de l'EDD, on trouve l'idée que l'apprentissage doit être centré sur des valeurs et sur un contexte local et qu'il faut remettre en question les contenus prédéterminés.

Les participants ont souligné qu'il était essentiel d'établir des synergies et des passerelles entre les secteurs formel, non formel et informel de l'éducation. L'ensemble du processus d'apprentissage, qu'il s'agisse de son contenu, de ses principes directeurs et de son objectif principal, est axé sur le développement durable. Les approches du développement durable varient en fonction des contextes locaux. Enfin, il a

été souligné que l'EPT devait être axée sur le développement durable.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite

Quels sont nos prochains objectifs ?

1. L'apprentissage tout au long de la vie doit être la clé de voûte et le principe directeur de l'organisation de la planification des systèmes d'apprentissage, qu'ils soient formel, non formel ou informel, l'objectif étant de parvenir au développement durable.
2. Le développement durable dans son acception la plus large – qui inclut valeurs, normes, cultures et traditions – est le contenu même de l'apprentissage tout au long de la vie ;
3. L'apprentissage tout au long de la vie en faveur du développement durable s'articule sur des processus d'apprentissage, qui vont de l'apprentissage de l'action à celui du changement ;
4. Des structures d'appui doivent être instaurées et des possibilités offertes pour que ce type d'apprentissage puisse se concrétiser ;
5. Tous les types d'apprentissage, y compris l'apprentissage non structuré et non hiérarchique, doivent être valorisés et reconnus.

Rapporteuse : Astrid Hollander (Bureau de l'UNESCO à Santiago)

Atelier 22 : L'EDD et l'EFTP – développer les savoir-faire et les compétences de la population active

Coordonnateurs : Rupert Maclean (ancien Directeur du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels); Harry Stolte (Inwent – Capacity Building International); Dagmar Winzier (Office fédéral allemand pour la formation professionnelle)

Objectif 1 de la Conférence : Mettre en évidence la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à l'éducation dans son ensemble et à la qualité de l'enseignement dispensé
Pourquoi l'EDD est-elle pertinente ?

Le secteur de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) est important et pèse directement – par l'entremise de tous ceux qui en sortent diplômés – sur la durabilité de la société, de l'économie de l'environnement ; il contribue donc de façon essentielle au développement durable. À mesure que le nombre des étudiants formés augmente, le secteur gagne en influence. L'EDD s'appuie sur l'EFTP pour enseigner des valeurs, la déontologie, des compétences en matière d'apprentissage tout au long de la vie ainsi que des connaissances et des compétences professionnelles, l'objectif étant que ceux qui en sont dotés adoptent des pratiques viables sur leur lieu de travail. En outre, l'EFTP contribue pour beaucoup à accroître la viabilité des communautés car, grâce à elle, les individus sont mieux armés pour trouver un emploi et leur compétences en matière de création d'entreprise les orientent vers des emplois indépendants, voire la création d'emplois.

Objectif 2 de la Conférence : Promouvoir les échanges internationaux à propos de l'EDD
Que pouvons-nous apprendre les uns des autres ?

Les bonnes pratiques utilisées dans différentes régions, comme les « compétences générales » (Afrique du Sud), l'inclusion des valeurs (Chine) et la formation d'enseignants aux divers modèles d'EDD (Australie et Hong Kong) doivent être connues des praticiens de l'EFTP partout dans le monde. L'UNEVOC peut être considéré comme une structure appropriée pour faciliter ce processus. Les résultats des projets de recherche doivent être communiqués, l'accent étant mis sur les différences de contexte culturel. Cependant, il faut aussi identifier les problèmes communs, qui constituent la base de l'élaboration d'approches stratégiques. Il est nécessaire d'intensifier les échanges aux niveaux régional et international en ce qui concerne les enjeux suivants : ce que l'EDD représente pour l'EFTP ; comment modifier efficacement les

programmes de l'EFTP et la réglementation de la formation qu'elle dispense pour les adapter à l'EDD ; comment inclure l'EDD dans la formation dispensée aux enseignants dans le cadre de l'EFTP et comment qualifier des formateurs à l'EDD.

Objectif 3 de la Conférence : Dresser un premier bilan de la mise en œuvre de la DEDD
Qu'avons-nous réalisé à ce jour, quels enseignements en avons-nous tirés ?

Il existe une conception commune du rôle de l'EFTP et de l'EDD et, dans une certaine mesure, le public connaît l'existence des concepts et des enjeux qui y sont associés et il en a une compréhension uniforme. Plusieurs articles et ouvrages ont été publiés sur la question et il se met actuellement en place une communauté de pratique de l'EFTP et de l'EDD. Un certain nombre d'initiatives intersectorielles et interrégionales ont vu le jour. Cependant, il est difficile d'évaluer leur efficacité. Il est nécessaire d'assurer un suivi, d'évaluer et de rendre compte, mais il l'est tout autant de concevoir des indicateurs de succès.

Les participants ont souligné que nous devrions aller plus vite et agir sur une plus grande échelle. Il faut adapter les stratégies et pratiques aux contextes locaux, la formation des enseignants doit être améliorée et l'accès au matériel pédagogique, aux études de cas, aux conclusions des projets pilotes et aux documents existants facilité. Il est nécessaire d'améliorer les techniques de promotion de l'EFTP et de l'EDD et de procéder à l'évaluation des pratiques et de faire connaître les meilleures d'entre elles.

Objectif 4 de la Conférence : Élaborer des stratégies pour la suite
Quels sont nos prochains objectifs ?

Les participants ont insisté sur la nécessité d'encourager les gouvernements à s'employer davantage à accroître la place qu'occupe l'EDD dans le cadre de l'EFTP et à concevoir des politiques nationales à l'appui de cette initiative. Un large éventail de partenaires devrait être mobilisé, qui œuvrent ensemble à la poursuite des objectifs de l'EDD dans le cadre



de l'EFTP. Il faut aussi établir des partenariats pour que les activités menées dans le cadre de l'EFTP soient plus orientées vers l'action.

La coopération avec l'industrie, le commerce et l'artisanat (soit les grandes industries et les petites et moyennes entreprises) devrait être encore intensifié. Il faut concevoir des projets pilotes, des centres d'excellence et des ateliers de perfectionnement à l'intention des enseignants et des formateurs. Les participants ont souligné qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la constitution de capacités et sur la formation du personnel en charge de l'EFTP. Il est urgent de concevoir d'autres supports pédagogiques, comme par exemple des logiciels multimédias interactifs pour l'EDD.

Les participants ont déclaré qu'il convenait de mettre davantage en relief l'importance des valeurs véhiculées par l'EFTP, s'agissant en particulier de la déontologie et de la responsabilité des entreprises. En outre, il faut mettre au point une série de messages essentiels, qui, une fois adaptés et interprétés, puissent être appliqués à divers contextes culturels. Enfin, il est important de procéder à des ajustements des modalités d'évaluation utilisées dans le cadre de l'EFTP afin d'y adjoindre des modalités d'évaluation propres à l'EDD.

Rapporteuse : Margarita Pavlova (Griffith University, Australie)







Ateliers-projets : l'expérience concrète de l'éducation en vue du développement durable

Voulez-vous pédaler sur votre vélo d'appartement jusqu'à ce que de l'électricité ait été générée en quantité suffisante pour vous permettre d'utiliser votre ordinateur pendant cinq minutes ? Faire l'expérience de ce que l'approvisionnement alimentaire viable veut dire, puis manger sans attendre ? Être à la barre d'un navire sur le Rhin tout en prélevant des échantillons d'eau ? Participer à la discussion organisée lors d'ateliers tenus pendant une conférence scolaire ? À moins que vous ne préfériez apprendre à reconnaître les plantes par leur odeur dans un jardin aromatique ?

Même si elle colle à la réalité, l'éducation en vue du développement durable se décline selon des modalités très variées, comme plusieurs participants à la Conférence mondiale ont pu en faire l'expérience de visu au cours de l'après-midi de la deuxième journée de la Conférence. Dans le cadre d'ateliers-projets d'EDD, ils ont été invités à des excursions dans Bonn et aux environs. En préparation, les organisateurs de plusieurs de ces projets – dont la plupart avaient été reconnus comme projets officiels de la DEDD par la Commission nationale allemande – se sont réunis pour réfléchir à leurs méthodes d'enseignement et d'apprentissage et élaborer un programme interactif à l'intention des participants à la Conférence.

Les ateliers-projets étaient un moyen d'élargir l'horizon du programme de la Conférence, en invitant les participants à faire l'expérience de ce que l'EDD veut dire dans la pratique et d'échanger des opinions de manière interactive. Ils ont joué à des jeux, se sont livrés à des essais et à des expérimentations en petits groupes, puis, en prise directe sur le réel, se sont attaqués à certains problèmes de façon constructive. Les représentants du projet allemand ont décrit les conditions dans lesquelles il avait vu le jour et serait mis en œuvre, ainsi que le concept qui se cachait derrière cet exercice pratique. Les discussions ont permis d'aborder les différentes modalités de mise en œuvre de l'EDD en fonction du pays et les possibilités d'échange de modèles de bonnes pratiques. Les ateliers-projets ont ainsi contribué en particulier à la réalisation de l'un des objectifs de la Conférence, à savoir la promotion des échanges internationaux.

Au titre du **regroupement thématique I, « La pertinence de l'EDD face aux grands défis du développement durable »**, des ateliers-projets ont été consacrés à l'eau, à la diversité biologique et aux forêts. Certains participants ont



À bord de la Burgund, navire de recherche

prélevé des échantillons de l'eau du Rhin à bord de la Burgund, navire de mesure et de recherche, puis les ont analysés pendant une session d'instruction, pendant que d'autres participants, au Musée régional du Rhin, à Bonn, apprenaient de quelle manière le thème de l'eau est traité dans différents domaines éducatifs. Il en est ressorti que, dans les pays qui ont des difficultés pour s'approvisionner, la nécessité d'économiser l'eau était perçue beaucoup plus clairement qu'en Europe, où il faut souvent insister encore et encore sur cette nécessité et apporter maints éclaircissements à son propos avant que la population ne s'en pénètre vraiment. De nombreux pays accordent à l'eau, la ressource vitale, une importance culturelle beaucoup plus grande qu'on ne le fait en Europe.



© Bundeamt für Naturschutz / Sascha Ziehe

Discussion sur la diversité biologique au jardin botanique

Au jardin botanique de l'université de Bonn, on a cherché à déterminer comment la diversité biologique pouvait être intégrée dans le travail éducatif, notamment grâce à des visites de zoos, de musées et de jardins botaniques. En s'appuyant sur l'exemple de la culture du café et du cacao, on a décrit clairement les processus de production. L'accent a également été placé sur les savoirs traditionnels relatifs aux effets des plantes.

Les participants aux ateliers-projets sur les forêts ont fait une promenade dans la forêt de Kottenforst, près de Bonn, pendant laquelle ils ont utilisé le système de positionnement global ; au gré de plusieurs postes d'apprentissage, ils ont pu examiner des matériaux naturels et des cartes informatives. Ils ont débattu des corrélations qu'il était possible d'établir entre l'éducation à la forêt et l'EDD, au moyen de divers outils pédagogiques et d'un ensemble de cours conçus à l'intention des éducateurs spécialisés dans les forêts. En particulier, les discussions ont révélé que le fait de se concentrer sur le monde pris dans sa globalité – à l'exemple des forêts – était positif et elles ont mis en évidence le potentiel éducatif du contact direct avec la nature.

Au titre du **regroupement thématique II, « La création de partenariats pour la promotion de l'EDD »**, des ateliers-projets ont été consacrés à la coopération internationale et à l'ancrage de l'EDD dans l'enseignement supérieur, ainsi qu'à la justice à l'échelle mondiale. Lors des deux ateliers consacrés à l'enseignement supérieur, les participants à la Conférence se sont entretenus avec d'anciens participants à un programme allemand destiné aux pays du Sud, qui avaient auparavant assisté à un cours sur l'EDD dispensé en été dans des universités allemandes. Des discussions animées ont porté sur la manière dont les universités relèvent avec détermination les défis associés à l'EDD et dont elles peuvent être restructurées dans le respect des principes du développement durable. En particulier, il a été montré qu'il ne suffisait pas de régler la question du contenu de l'enseignement et de la recherche, mais qu'il fallait en outre modifier les processus d'apprentissage et les structures universitaires. L'évolution des mentalités requise à la lumière des problèmes posés par le développement durable, pourrait à l'avenir conférer un nouvel élan à l'enseignement supérieur. Dans les universités, les questions intéressant l'EDD pourraient être intégrées dans de nouvelles formes d'apprentissage, comme l'apprentissage en ligne, et ce dès le départ.

À l'aide d'une table sur laquelle avaient été disposées diverses collations, on a décrit le petit déjeuner de différentes populations du monde et on a pu démontrer concrètement ce que sont la pénurie alimentaire et le mauvais équilibre nutritionnel. Les participants ont débattu de ces questions avec les gagnants d'un concours scolaire sur la diversité biologique envisagée dans une perspective globale et avec des écoliers et des enseignants qui avaient échangé des vues avec les experts d'autres pays au moyen de forums de discussion sur Internet. Les participants se sont ensuite glissés dans la peau, qui d'un chômeur, qui d'un pilote de ligne, qui d'un handicapé, et ont pu juger par eux-mêmes des domaines de la société où leur personnage fictif pouvait intervenir. Ils ont été



Apprendre dans la forêt

© Quenwaldein / Annette Eberth



© Welthungerhilfe / Regina Riepe

Un débat sur la justice mondiale autour d'une table sur laquelle sont disposés des petits déjeuners de différents pays

d'avis que de tels projets et méthodes gagneraient à être encore développés dans le système éducatif. En outre, il a été souligné que, dans ce type de projet d'apprentissage interculturel, les deux parties bénéficiaient de leur coopération.

Au titre du **regroupement thématique III « Le renforcement des moyens consacrés à l'EDD »**, les ateliers-projets ont abordé la question de la possibilité d'apprentissage en dehors de la classe. À cette fin, un atelier a été consacré à l'apprentissage grâce aux méthodes multimédias. Deux ateliers ont porté sur les possibilités d'apprentissage informel dans le cadre d'expositions ou dans la nature, ainsi que sur l'apprentissage expérimental. L'apprentissage multimédias a été compris comme une forme d'apprentissage interdisciplinaire et autonome. Les participants ont pu réaliser des expériences à partir de l'eau courante dans un laboratoire. Plusieurs postes de travail ont rendu possible l'apprentissage autonome à propos de l'approvisionnement en eau, de la responsabilité pour l'eau, de la signification culturelle de l'eau et de la qualité de l'eau. Une fois encore, les participants ont pu réaliser leurs propres expériences. Le travail à base de visualisations et de métaphores et la nécessité de comprendre le contexte dans lequel on évolue et la notion d'interdépendance ont été considérés comme particulièrement importants.

L'apprentissage informel en environnement extrascolaire a été rendu tangible dans le cadre de deux des ateliers-projets. Dans un jardin à l'échelle de la planète, représenté sous la

forme d'une carte du monde, on a représenté de manière facile à comprendre pour les enfants comment on cultive des plantes et comment on élève des animaux dans toutes les parties du monde. Grâce à un jackalope – créature de légende bavaroise qui a le corps d'un lièvre, les bois d'un cerf et des ailes – dissimulé parmi plusieurs animaux locaux, il a été démontré que, lorsqu'on se promène dans la nature, il faut être observateur et se garder de prendre tout ce qu'on voit pour argent comptant. Au moyen d'expériences avec l'énergie, les participants ont pu voir combien de temps il leur faudrait pédaler sur un vélo d'appartements afin de produire une énergie suffisante pour alimenter un ordinateur et mesurer la différence entre la consommation d'électricité d'ampoules à incandescence et d'ampoules à basse consommation. Ils ont découvert qu'on pouvait peindre avec de la terre et créer des images colorées en se servant de différents types de sols et que cette activité n'était pas réservée au jardin d'enfants. L'EDD a ainsi été rendue tangible, tout comme elle l'a été par un podcast sur la gestion écologique des écoles ou encore dans le cadre d'un jardin aromatique, où l'on peut humer la senteur des plantes. Dans un musée consacré à l'énergie, l'humanité, à la nature et à la technologie dans la ville, on a fait la démonstration de possibilités d'apprentissage extrascolaire. Une expédition climatique a également été présentée, qui a été l'occasion de comparer des images retransmises en direct par satellite avec d'anciennes photographies et pour les participants de visualiser, mais aussi de ressentir, la réalité du changement climatique.



Les ateliers-projets organisés au titre du **regroupement thématique IV, « L'EDD et les processus d'enseignement et d'apprentissage »**, ont mis l'accent sur l'enseignement primaire et secondaire, l'éducation au stade de la petite enfance et la formation professionnelle. Le réseau allemand d'Écoles associées de l'UNESCO a présenté une plate-forme Internet au moyen de laquelle des enfants du monde entier ont échangé leurs points de vue sur l'éducation, l'environnement et les questions sociales. Grâce à cette plate-forme, les participants à la Conférence ont pu faire directement l'expérience de l'apprentissage mutuel interculturel couplé à l'acquisition de compétences en informatique, essentielles dans le cadre des communications quotidiennes entre membres. Dans une cour d'école, grâce à un véhicule électrique et à une cuisinière solaire, le thème du forum Internet – les énergies renouvelables – a trouvé deux illustrations concrètes. Un guide produit par des enfants à l'intention des handicapés et une exposition consacrée à un élevage organique de crevettes ont été l'occasion d'aborder le thème de la justice au plan local et à l'échelle mondiale. Le programme s'est terminé par un buffet « durable » qui avait été préparé par les étudiants en économie domestique, et dont l'intérêt n'était pas uniquement culinaire.

La réunion préparatoire organisée en vue de la Conférence internationale des enfants et des jeunes pour l'environnement, qui se tiendra au Brésil en 2010, a elle aussi été émaillée de discussions animées. Des enfants avaient passé toute une semaine à concevoir des projets axés sur l'EDD, l'un d'entre eux devant être mis en œuvre dans leur école. Avec les participants à la Conférence, ils ont examiné les premiers résultats obtenus et les idées suggérées dans le cadre d'ateliers interdisciplinaires. On s'est penché sur les projets consacrés à l'économie d'énergie et aux énergies renouvelables, les deux seuls qui avaient été mis en œuvre jusqu'alors, ainsi que sur deux nouveaux projets, consacrés l'un à la coopération sociale et l'autre au règlement des conflits. Les résultats ces délibérations ont été inclus dans les documents préparatoires établis aux niveaux national et international en vue de la Conférence internationale des enfants et des jeunes pour l'environnement.

L'apport de l'EDD dans le cadre de la formation professionnelle est important, tant pour les étudiants que pour les entreprises dans lesquelles ils travaillent, car les économies de ressources ont une valeur commerciale en propre. L'EDD peut aussi être divertissante, comme on a pu le constater lorsque des étudiants en formation professionnelle ont présenté un projet exécuté en collaboration avec différents corps de métiers, qui consistait à bâtir une maison dans l'optique de la durabilité. Grâce à l'EDD, les entreprises peuvent elles-mêmes devenir des centres d'apprentissage.

Les participants à la Conférence ont alors pu se glisser dans la peau d'un élève de maternelle en travaillant aux côtés de

jeunes enfants à des postes d'apprentissage permettant la cuisson de pain à feu direct ou la production d'objets artisanaux à l'aide de pierres et de produits naturels, l'idée étant que chacun agisse de sa propre initiative. La corrélation entre apprentissage et jeu, et pas seulement dans le cadre de l'éducation de la petite enfance, est apparue clairement.

Des discussions organisées dans le cadre de ces ateliers ont notamment permis d'établir que la combinaison de l'apprentissage grâce à l'expérience pratique, au divertissement et à des jeux qui sont une source d'inspiration était une bonne pratique. Il est toujours profitable, en cours d'apprentissage, de mener des expériences, de toucher des objets, notamment en dehors de la classe, dans la nature ou dans un cadre éducatif informel. Il a également été considéré comme important de solliciter le concours de la population locale pour l'exécution de projets sur le terrain.

Une large part de discussion a été consacrée à la deuxième moitié de la DEDD qui, selon les participants, doit être mise à profit pour diffuser des projets modèles auprès du grand public. Le passage de la bonne pratique à la pratique générale doit être accompli. Pour y parvenir, on peut s'appuyer sur un pôle international d'échange de bonnes pratiques. Les participants ont estimé que les différents cadres institutionnels impliqués rendaient nécessaire l'adoption de démarches différentes à la recherche de solutions : dans le passé, nombre de documents éducatifs étaient trop généraux pour être applicables dans chaque contexte local. Il faut aussi s'attacher à rendre pertinents la formation et le perfectionnement des éducateurs et leur associer des applications concrètes : il sera ainsi possible de parvenir à une bonne pratique de l'EDD.



© Kindergarten « Hand in Hand » Oberhonnefeld/Petra Schnell

Des adultes qui apprennent quelque chose des plus jeunes

Comment et où contacter les coordonnateurs des ateliers-projets

I - La pertinence de l'EDD face aux grands défis du développement durable

1. L'eau comme source de vie : le parrainage des rivières par les écoles, Bonn

Stewardship of Streams Adenau

Erich-Klausener-Gymnasium Adenau
M. Winfried Sander
Dr.-Klausener-Str. 43-45, 53518 Adenau, Allemagne
Umwelt_sander@t-online.de
<http://ekgadenau3.bildung-rp.de>

Neptun – Nouveau partenariat transnational pour la coopération et la compréhension de la gestion de l'eau

u.bus GmbH, Gesellschaft für regionale Entwicklung und europäisches Projektmanagement
Mme Uta Voigt
Gormannstrasse 14, 10119 Berlin, Allemagne
UtaVoigt@ubus.net
www.neptun-project.org

Les écoles pour un « Neckar vivant »

NABU Umweltbildung

Mme Simone Janas
NABU-Wiesloch@nabu-wiesloch.de
www.nabu-wiesloch.de

2. Qualité de l'eau et recherche – Le navire MS Burgund comme environnement d'apprentissage, MS Burgund sur le Rhin

Navire de recherche MS « Burgund »

Ministerium für Umwelt, Forsten und Verbraucherschutz Rheinland-Pfalz
Mme Bettina Thiel
Kaiser-Friedrich-Straße 1, 55116 Mayence, Allemagne
Bettina.Thiel@mufv.rlp.de
www.mufv.rlp.de

3. Diversité biologique et éducation pour le développement durable, Jardins botaniques de l'Université de Bonn, Bonn

Jardin botanique de Bonn

Mme Karoline Friedrich
Meckenheimer Allee 171, 53115 Bonn, Allemagne
k.friedrich@uni-bonn.de
www.botgart.uni-bonn.de

Agence fédérale pour la conservation de la nature

Fachgebiet II 1.2 Gesellschaft, Nachhaltigkeit, Tourismus und Sport
Mme Christine Schell

Konstantinstr. 110, 53179 Bonn, Allemagne
Christiane.Schell@BfN.de
www.bfn.de

Inwent – Renforcement des capacités et développement international

M. Kayode Salau
Wielinger Str. 52, 82340 Feldafing, Allemagne
kayode.salau@Inwent.org
www.Inwent.org

Station environnementale de Reichelshof

Mme Christa Fritzke
Karl-Götz-Str. 24, 97424 Schweinfurt, Allemagne
fritzke@bsiev.de
<http://umweltstation-reichelshof.de>

4. Apprendre dans la nature : l'EDD dans la forêt, Exemples de bonnes pratiques en Allemagne, Association allemande de protection de la chasse, Bonn

Querwaldein

Mme Annette Eberth, Mme Alexa Schiefer
Scherfginstr. 48, 50937 Cologne, Allemagne
Annette.eberth@querwaldein.de ;
alexa@querwaldein.de
www.querwaldein.de

Association allemande de protection de la chasse

M. Ralf Pütz
Johannes-Henry-Str. 26, 53113 Bonn, Allemagne
r.puetz@jagdschutzverband.de
www.jagdschutzverband.de

L'EDD dans l'enseignement forestier

Institut für Forstpolitik, Universität Fribourg, Allemagne
Mme Beate Kohler
Tennenbacher Straße 4, 79106 Freiburg
Institut für Naturwissenschaften und Technik, Pädagogische Hochschule Ludwigsburg
M. Armin Lude
Reuteallee 46, 71634 Ludwigsburg, Allemagne
Beate.kohler@ifp.uni-freiburg.de ;
lude@ph-ludwigsburg.de

À l'école de la forêt

Landesforst Mecklenburg-Vorpommern, Forstamt Schönberg
M. Peter Rabe
An der B 105, 23936 Gostorf, Allemagne
Peter.Rabe@lfoa-mv.de
www.wald-mv.de



II - La création de partenariats pour l'EDD

5. De la recherche à l'action : l'EDD au niveau universitaire, Office allemand d'échanges universitaires, Bonn ; et

6. L'EDD et les dimensions socioéconomiques : un défi vers le changement des comportements et des habitudes de consommation, Office allemand d'échanges universitaires, Bonn

Office allemand d'échanges universitaires

M. Cay Etzold
Kennedyallee 50, 53175 Bonn, Allemagne
etzold@daad.de
www.daad.de

7. L'EDD comme moyen de réaliser la justice globale : développer les capacités au niveau international, Inwent – Renforcement des capacités et développement international, Bonn

Dialogue en ligne des mondes

Inwent – Internationale Weiterbildung und Entwicklung gGmbH
Mme Belinda Knörr
Wallstraße 30, 40213 Düsseldorf, Allemagne
belinda.knoerr@inwent.org
www.inwent.org

Projets sur la biodiversité

Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)
Mme Nikola Dzembitzki
Postfach 5180, 65726 Eschborn, Allemagne
nikola.dzembitzki@gtz.de
www.gtz.de

Handicap et coopération au développement

Mme Gabriele Weigt
Wandastr. 9, 45136 Essen, Allemagne
info@bezev.de
www.bezev.de

Petit déjeuner mondial

Deutsche Welthungerhilfe
Mme Angela Tamke
Friedrich-Ebert-Str. 1, 53173 Bonn, Allemagne
angela.tamke@welthungerhilfe.de
www.welthungerhilfe.de

Game: Forwards!

Deutscher Entwicklungsdienst
Mme Monika Ziebell
Tulpenfeld 7, 53113 Bonn, Allemagne
Monika.Ziebell@ded.de
www.ded.de

III – Le renforcement des capacités pour l'EDD

8. L'EDD et les technologies de l'information et de la communication (TIC) : Apprentissage multimédia, Académie évangélique de Rhénanie, Bonn

Laboratoire d'apprentissage sur l'eau

Creative Taten
M. Günter Klarner
Lyngsbergstrasse 95, 531177 Bonn, Allemagne
Guenter.klarner@creta.de
www.creta.de

Îles d'apprentissage

Transfer-21 Sachsen-Anhalt
M. Holger Mühlbach
Riebeckplatz 9, 06110 Halle (Saale), Allemagne
Holger.Muehlbach@lisa.mk.sachsen-anhalt.de
www.modellversuche.bildung-lsa.de/transfer21/index.htm

9. L'éducation non formelle pour le développement durable aux niveaux préscolaire et primaire, Le jardin de Finkens, Cologne

Le jardin de Finkens

M. Bernd Kittlass
Friedrich-Ebert-Straße 49, 50996 Cologne (Rodenkirchen), Allemagne
finkensgarten@netcologne.de
www.stadt-koeln.de/6/gruen/finkens-garten

L'éducation environnementale à l'école primaire

Gesellschaft für Umweltbildung Baden-Württemberg
M. Bernd Schlag
Prankelstr. 68, 69469 Weinheim, Allemagne
umweltbildung@t-online.de
www.gub-bw.de

Jardin du monde de Biberach

BUND Biberach
Mme Birgit Eschenlohr
Bismarckring 5, 88400 Biberach, Allemagne
bund.biberach@tesionmail.de
www.bund.de

Orientation de l'EDD vers l'expérience

M. Ulrich Holzbaur
City of Aalen, Marktplatz 30, 73430 Aalen, Allemagne
ulrich.holzbaur@htw-aalen.de
www.aalen.de

Expérience de la protection de l'énergie et du climat grâce aux économies d'énergie

Gymnasium am Römerkastell Alzey
M. Lutz Quester
Bleichstr. 15, 55232 Alzey, Allemagne
Lutzquester@berater.bildung-rp.de
http://roeka-alzey.de/

10. Éducation non formelle : l'apprentissage dans les expositions et les jardins, Naturgut Ophoven, Leverkusen

NaturGut Ophoven

M. Hans-Martin Kochanek
Talstraße 4, 51379 Leverkusen, Allemagne
h.m.kochanek@naturgut-ophoven.de
www.naturgut-ophoven.de

International Wadden Sea School

Mme Lisa Dobutowitsch
Hafenstraße 3, 25813 Husum, Allemagne
l.dobutowitsch@schutzstation-wattenmeer.de
www.schutzstation-wattenmeer.de

Climate Excursion (Excursion climatique)

Germanwatch e.V
M. Stefan Rostock
Kaiserstr. 201, 53113 Bonn, Allemagne
rostock@germanwatch.org
www.germanwatch.org

IV – L'EDD et les processus d'enseignement et d'apprentissage

11. Le réseau des écoles associées de l'UNESCO : vers l'EDD, École professionnelle Robert Wetzlar, Bonn

Coordination nationale du Réseau des écoles associées de l'UNESCO

Commission allemande pour l'UNESCO
M. Volker Hörold
Schillerstr. 59, 10627 Berlin, Allemagne
hoerold@asp.unesco.de
www.ups-schulen.de

Collège principal Robert Wetzlar

Mme Gabriele Pilz
KölInstr. 229, 53117 Bonn, Allemagne
gabrielepilz@web.de
http://rwb.bonn.de

SolarNet International

Schillergymnasium Münster
M. Christoph Lammen
Gertrudenstr. 5, 48149 Münster, Allemagne
christoph.lammen@googlemail.com
www.schillergymnasium-muenster.de

Comenius-Kolleg Mettingen

Mme Gerborg Meister
Sunderstr. 15/17, 49497 Mettingen, Allemagne
gerborgm@web.de
www.comenius-kolleg.de

12. Pré-conférence pour la Conférence internationale des enfants et adolescents pour l'environnement – Prenons soin de la Planète – Brésil 2010, École secondaire Emilie-Heyermann, Bonn

École secondaire Emilie-Heyermann

Emilie Heyermann-Realschule Bonn
M. Michael Pacyna
Robert-Koch-Straße 36, 53115 Bonn, Allemagne
r850pac@unitybox.de
http://ehs.schulen.bonn.de/

13. L'enseignement professionnel pour le développement durable, Maison de la NICA (la durabilité dans l'enseignement et la formation professionnels dans l'industrie chimique), Hürth

Institut fédéral allemand pour l'enseignement et la formation professionnels

Mme Dagmar Winzier
Robert-Schuman-Platz 3, 53175 Bonn, Allemagne
winzier@bibb.de
www.bibb.de

Maison de la NICA

Chemiepark Knapsack
M. Rainer Overmann
Industriestrasse, 50351 Hürth, Allemagne
rainer.overmann@rhein-erft-akademie.de
www.nachhaltige-berufsbildung.de/

14. Apprendre à façonner la vie : l'EDD dans la petite enfance, Jardin d'enfants « La main dans la main », Oberhonnefeld

Jardin d'enfants « La main dans la main », Oberhonnefeld

Mme Petra Schnell
Hauptstraße 15, 56587 Oberhonnefeld, Allemagne
petraschnell1@gmx.net
www.oberhonnefeld.de/kindergarten.html

Centrale du Land de Rhénanie-Palatinat pour la sensibilisation à l'environnement

M. Roland Horne
Kaiser-Friedrich-Str. 1, 55116 Mayence, Allemagne
Roland.Horne@mufv.rlp.de
www.umdenken.de

Confédération régionale pour la protection des oiseaux de Bavière

M. Klaus Hübner
Eisvogelweg 1, 91161 Hilpoltstein, Allemagne
k-huebner@lbv.de
www.lbv.de





Exposition de projets d'EDD

Une exposition présentant 25 projets d'éducation en vue du développement durable (EDD) a eu lieu sur le site de la Conférence. Parmi les très nombreux projets proposés, cinq ont été retenus pour chaque région du monde. Tous les types de contextes éducatifs étaient représentés. Les projets ont été sélectionnés en consultation avec le Groupe consultatif international de la Conférence mondiale.

Les projets ci-après ont présenté leurs activités à l'occasion de la Conférence :

Afrique

Chanuka Express, Kenya

Ce programme itinérant proactif de vulgarisation et de sensibilisation des jeunes entre eux propose l'acquisition de compétences pratiques permettant aux jeunes d'adopter des attitudes positives pour améliorer leur santé, se protéger et protéger leur environnement ainsi que pour créer à leur propre intention des vies plus pacifiques et plus productives.

Personnes à contacter :

Mme Diana Wangui Maigwa, Mme Susan Scull-Carvalho
Jacaranda Designs Ltd.
P.O. Box 1202 00606
Nairobi, Kenya
marketing@jacaranda-africa.com ; susanscarvalho@jacaranda-africa.com

Le Programme de développement des San – Approche intégrée de l'éducation ; de concert avec « Mode de vie durable dans un pays aride » – Informations pratiques sur deux projets novateurs, l'un en Namibie et l'autre international

Alors que le Programme de développement des San est axé sur les besoins éducatifs et sociaux du peuple marginalisé des San, le Centre de recherche et de développement sur l'habitat est le point focal de la promotion des établissements humains durables, et le Namib Desert Environmental Education Trust mène des programmes en matière d'éducation environnementale.

Personnes à contacter :

M. Andreas Wienecke, M. Boyson Ngondo
Bureau multipays de l'UNESCO à Windhoek
P.O. Box 24519
Windhoek, Namibie
awienecke@hrdc-na.iway.na, b.ngondo@unesco.org
<http://www.unesco.org/windhoek>

Intégrer l'environnement et la durabilité dans les universités africaines (MESA), Afrique du Sud et au plan international

MESA est un programme en partenariat visant à intégrer les questions d'environnement et de durabilité dans l'enseignement, la recherche, l'engagement communautaire et la gestion des universités en Afrique. Il comprend un bref cours sur les innovations en matière d'EDD, des séminaires pour les responsables universitaires, une conférence biennale et des projets pilotes associant des universités, des communautés, le monde des affaires et l'industrie dans le cadre de partenariats de développement durable.

Personnes à contacter :

Muchateyi Togo, Mme Akpezi Ogbuigwe, Mme Heila Lotz-Sisitka
Rhodes University, Environmental Education and Sustainability Unit
P.O. Box 94
Grahamstown, Afrique du Sud
muchatogo@yahoo.com, Akpezi.Ogbuigwe@unep.org, h.lotz@ru.ac.za
www.unep.org/training

Programme régional d'éducation à l'environnement de la SADC, International (Etats membres de la SADC)

Il s'agit d'un programme de la SADC mis en œuvre par la WESSA. Son objectif d'ensemble est de permettre à des spécialistes de l'éducation environnementale de la région de la SADC de renforcer des systèmes d'éducation à l'environnement en vue d'offrir des choix de gestion environnementale équitables et durables par le biais de la formation, de soutien à la formulation des politiques, du développement de matériels, de la recherche et de possibilités de mise en réseau grâce à des communautés de pratiques.

Personne à contacter :

M. Tichaona Pesanayi
Programme régional d'éducation à l'environnement de la SADC (REEP)
c/o The Wildlife and Environment Society of South Africa (WESSA)
P.O. Box 394
Howick 3290, Afrique du Sud
tich@wessa.co.za, mumsie@wessa.co.za
www.sadc-reep.org.za, www.wessa.org.za, www.sadc.int



Éducation Gaia, Conception axée sur la durabilité, International, présenté dans la perspective des écovillages au Sénégal

Ce projet vise à mettre au point des cours de formation à la conception et à l'élaboration de communautés durables et est dirigé par un groupe d'éducateurs expérimentés possédant une formation universitaire et professionnelle dans un large éventail de disciplines. Il a mis au point la conception du programme d'études axée sur la durabilité utilisé dans des projets aussi bien virtuels que réalisés dans des écovillages.

Personne à contacter :

Mme May East
Gaia Education
The Park, Findhorn
Forres Scotland IV36 3TZ
may.east@gaiiaeducation.net
www.gaiiaeducation.net

États arabes

SUMAMAD – Projet sur la gestion durable des terres arides marginales, Égypte et Chine, République islamique d'Iran, Jordanie, Pakistan, Tunisie, République arabe syrienne, Ouzbékistan

Ce programme de recherche international étudie la gestion et la conservation durables des terres arides marginales en Afrique du Nord et en Asie afin d'améliorer les divers moyens de subsistance des habitants de ces terres, de réduire la dégradation des terres marginales grâce à des efforts de remise en état et à améliorer la productivité en identifiant des pratiques raisonnables.

Personnes à contacter :

Mme Boshra Salem, M. Thomas Schaaf
Département des sciences de l'environnement, Faculté des sciences, Université d'Alexandrie
21511 Moharram bey
Alexandrie (Égypte)
boshra.salem@dr.com, T.Schaaf@unesco.org
www.unesco.org/mab/ecosyst/drylands/Sumamad.shtml

Culture de l'attention et de l'eau pour la vie ; Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Sultanat d'Oman, Autorités palestiniennes et International

Ce projet a mobilisé des écoliers et des enseignants de 23 pays qui ont mené des actions au niveau local et des études de terrain fondées sur l'éthique EDD de Life-Link : prendre soin de moi-même, prendre soin des autres, prendre soin de la nature. Chaque école participant à ce projet communique ses résultats à deux « écoles de dialogue » dans d'autres pays. Une extension du projet est prévue.

Personne à contacter :

M. Hans Levander
Life-Link Friendship-Schools
Uppsala Science Park
751 83 Uppsala (Suède)
friendship-schools@life-link.org
www.life-link.org

Le Programme ISO 14000 pour les enfants au Koweït, Koweït et International

Ce programme vise à promouvoir une sensibilisation à l'environnement dans les milieux scolaires, à renforcer la coopération entre les enfants et à les inciter à mettre en œuvre le cycle PDCA (Plan-Do-Check-Act) chez eux, afin de mesurer leur consommation d'eau et d'énergie, par exemple.

Personnes à contacter :

Mme Maryam al Wateed, M. Takaya Kawabe
International Art & Technology Cooperation Organization (ArTech)
Tomigaya 1-39-2, Suite 104
Shibuya-ku, Tokyo, 151-0063 (Japon)
maryama154@yahoo.com, kawabe@artech.or.jp
www.iso.org/iso/kidsiso_home.html

Rashid et Dana les recycleurs, International

Le guide « Rashid et Dana les recycleurs » et le site Web « Initiative de recyclage arabe » reposent sur le slogan « Réduire, réutiliser, recycler » et vise à fournir des statistiques, des adresses pertinentes et des informations spécifiques au niveau des pays pour sensibiliser et former les jeunes en les initiant à l'importance de la gestion des déchets.

Personnes à contacter :

M. Benno Boer, M. Mark Sutcliffe, Mme Deena Al Abdulla
UNESCO Office Doha
P.O. Box 3945
Doha (Qatar)
b.boer@unesco.org, m.sutcliffe@unesco.org, dndna@hotmail.com
www.rashid-and-dana.org

YouthXchange : Adopter des styles de vie durables, International, présenté en mettant l'accent sur les États arabes

La boîte à outils vise à sensibiliser à la consommation durable et à aider les jeunes à mettre en pratique la théorie. Elle privilégie la notion de styles de vie, plutôt que la consommation, en incluant un régime alimentaire correct, une vie sexuelle saine ou des compétences en matière d'information, comme facteurs importants de la sensibilisation du consommateur.

Personne à contacter :

Mme Morgan Stecker
PNUE, Division technologie, industrie et économie
15, rue de Milan
75441 Paris (France)
Morgan.Stecker@unep.org
www.youthxchange.net

Asie et Pacifique

Communautés mondiales pour la durabilité, Australie et Inde ; en combinaison avec Samvardhan – Prendre soin de la nature et des gens, Inde

Samvardhan est un projet indien encourageant le développement durable grâce à la création d'entreprises au niveau communautaire. En développant le cadre d'entrepreneurs communautaires, le projet vise à améliorer la qualité de vie des populations autochtones en mettant l'accent sur l'accès à l'eau potable, l'amélioration des moyens de subsistance et un enseignement primaire efficace.

Personne à contacter :

M. Atul Pandya
Centre for Environmental Education (CEE) India
Thaltej Tekra
Ahmedabad 380054, Gujarat (Inde)
atul.pandya@ceeindia.org
www.ceeindia.org

École de l'eau pour un Yangtze vivant, Chine

Ce programme vise à encourager une bonne gestion de l'environnement dans plusieurs bassins versants du Yangtze grâce à l'éducation et à la vulgarisation et à créer des possibilités d'autonomisation et d'action grâce à une bonne compréhension de l'importance de l'eau et des principes de la gestion rationnelle et durable de l'eau.

Personnes à contacter :

M. Duoje Caidan, Mme Liu Yunhua
Shangri-la Institute for Sustainable Communities
A-709 SOHO New Town, No 88 Jianguo Road, Chaoyang District
Beijing 100022 (Chine)
duojie@shangrilainstitute.org, yhliu@shangrilainstitute.org
www.shangrilainstitute.org/waterschool

Réutilisation de la coque de la jeune noix de coco, Malaisie

Ce projet vise à réutiliser la coque de jeunes noix de coco après que la chair a été enlevée et le lait utilisé comme boisson, car l'écale de la jeune noix de coco peut être utilisée pour remplacer les sacs en plastique au stade de la propagation de la plante et de la culture des jeunes plants.

Personne à contacter :

Mme Rosnah Alias
Institut Perguruan Kuala Terengganu
Batu Rakit
21030 Kuala Terengganu (Malaisie)
rosnah1956@yahoo.co.uk

Fondation caritative Untouched World, Nouvelle-Zélande

Cette marque de vêtements utilise un programme inclusif d'éducation de son personnel qui est axé sur la durabilité et donne des exemples concrets de mesures à prendre ; la Fondation caritative offre aux jeunes des expériences d'apprentissage et leur permet de développer leurs compétences pratiques, intellectuelles et vitales afin qu'ils soient à même de montrer l'exemple en matière d'avenir durable.

Personne à contacter :

Mme Peri Drysdale
Untouched World Charitable Trust
P.O. Box 29068, Fendalton
Christchurch 8540 (Nouvelle-Zélande)
peri.drysdale@snowypeak.com
www.untouchedworld.com

Small is Beautiful, Tuvalu

Les habitants de Tuvalu sont menacés de devenir la première nation de la planète entièrement transformée en réfugiés de l'environnement. Le projet vise donc à aider les habitants de Tuvalu en tant que nation et, si possible, à leur permettre de rester sur leur terre ancestrale en les sensibilisant à des solutions et à des initiatives en matière de développement durable.

Personne à contacter :

Mme Fanny Héros
Alofa Tuvalu
30 rue Philippe Hecht
75019 Paris (France)
fanny@alofatuvalu.tv
www.alofatuvalu.tv

Europe et Amérique du Nord

Faculté de durabilité de l'Université de Dalhousie, Canada

La Faculté de durabilité offre un forum interdisciplinaire pour l'enseignement et l'apprentissage en collaboration, axé sur les questions de durabilité à l'échelle mondiale, en se fondant sur une approche interdisciplinaire qui place ce programme au centre de la communauté. La spécialisation Environnement, durabilité et société peut être obtenue dans le cadre d'un large éventail de diplômes du niveau licence.

Personne à contacter :

M. Steven Mannell
College of Sustainability
Dalhousie University
P.O. Box 1000
Halifax, NS B3H 4J1 (Canada)
steven.mannell@dal.ca
http://sustainability.dal.ca



Memo'Risks, France, en combinaison avec la Campagne mondiale pour la prévention des catastrophes. « La réduction des risques de catastrophe commence à l'école », International, et Base de données numérique sur le matériel pédagogique en matière de réduction des risques de catastrophe, International

Memo'Risks enseigne la réduction des risques de catastrophe sur le plan local et pratique, en associant la ville et les établissements d'enseignement dans un projet global de communication sur les principaux risques, et lie l'éducation aux risques des enfants et la sensibilisation aux risques de la population.

Personnes à contacter :

M. Pierre-Marie Sarant, M. Olivier Schick, Mme Christel Rose
AFPCN
C/O ENGREF
19, Avenue du Maine
75732 Paris Cedex 15 (France)
Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (UN/ISDR)
International Environment House II
7-9 Chemin de Balxert
1219 Chatelaine, Genève 10 (Suisse)
pmsarant@gmail.com, olivier.schick@numericable.fr,
rosec@un.org
www.prevention2000.org/memorisks, www.unisdr.org

Encourager les bonnes pratiques en matière d'EDD en accordant le statut de projet allemand officiel de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, Allemagne

Le Comité national allemand pour la Décennie des Nations Unies, institué par la Commission allemande pour l'UNESCO, octroie le statut de projet allemand officiel de la Décennie des Nations Unies à des projets novateurs et couronnés de succès afin de mettre en lumière et d'encourager les bonnes pratiques ; l'objectif est de rendre plus visibles les projets d'EDD réussis, d'encourager des approches novatrices, de promouvoir une vision intégrée de l'EDD et de saluer les efforts des gestionnaires des projets.

Personne à contacter :

Mme Heidi Consentius
Commission allemande pour l'UNESCO
Berliner Arbeitsstelle beim Vorsitzenden des Nationalkomitees
Animallee 9
14195 Berlin (Allemagne)
consentius@esd.unesco.de
www.bne-portal.de/english

ISE : Formation aux partenariats internationaux, Lettonie et International

Afin de réorienter l'éducation en général et la formation des enseignants en particulier vers la durabilité, l'ISE conçoit des programmes d'études en matière d'éducation intégrant le développement durable et tient dans différents pays européens des conférences annuelles sur le thème « développement durable-culture-éducation » afin de faciliter la création de réseaux.

Personnes à contacter :

Mme Ilga Salite, Mme Anita Pipere, Mme Dzintra Ilisko
Institute of Sustainable Education (ISE)
Daugavpils University, Parades street 1
Daugavpils 5400 (Lettonie)
ilga.salite@du.lv, anita.pipere@du.lv, dzintra.ilisko@du.lv
www.ise-lv.eu

CO₂nnect – CO₂ sur le chemin de l'école, Norvège et International

CO₂nnect est une campagne scolaire internationale de l'EDD proposant aux écoles une activité fondée sur l'Internet dans laquelle des écoles, des chercheurs et des décideurs locaux coopèrent sur le thème des émissions de CO₂ des moyens de transport locaux en enregistrant concrètement les émissions de CO₂ qu'ils rencontrent sur le chemin de l'école et en réfléchissant aux améliorations possibles.

Personnes à contacter :

Mme Astrid Sandås
Directorate of Education and Training, P.Box 2924, Tøyen,
N-0608 Oslo
asa@udir.no
Mme Faye Benedict
The Norwegian University of Life Sciences, P.Box 5003, N-1432 Ås
faye.benedict@umb.no
www.co2nnect.org

Amérique latine et Caraïbes

Semence de printemps. L'exercice de la citoyenneté dès l'enfance, Brésil

Le projet a pour but de créer les conditions de l'exercice de la citoyenneté dès l'enfance en permettant aux enfants et aux adolescents de faire entendre leur voix et de participer activement à la construction de l'école et de la ville, de façon à devenir des éducateurs socialement équitables et durables.

Personne à contacter :

Mme Julia Tomchisky
Instituto Paulo Freire
Rua Cerro Cora, 550 cj.22 2o. Andar
CEP 05061-100 Sao Paulo (Brésil)
juliatom@paulofreire.org
www.paulofreire.org

Système national de certification environnementale des établissements d'enseignement (SNCAE), Chili

Le SNCAE fournit des indicateurs de qualité de l'environnement pour trois sphères relevant de l'éducation, à savoir l'enseignement, la gestion et les relations avec l'environnement, en travaillant dans une perspective inclusive tenant compte de toutes les questions d'environnement se posant au niveau local et en créant des connaissances et des actions grâce à la contextualisation du contenu éducatif.

Programme national d'éducation à l'environnement, Colombie

Le Programme national d'éducation à l'environnement décrit la stratégie adoptée par le Gouvernement colombien pour institutionnaliser l'éducation à l'environnement en Colombie, aux niveaux tant local que national, stratégie qui vise à développer un cadre conceptuel et une méthodologie propre à l'éducation environnementale.

Éducation, protection et solution des problèmes d'environnement et prévention des catastrophes naturelles, Cuba

Cette initiative vise à intégrer l'éducation à la protection de l'environnement et à la prévention des catastrophes dans le système éducatif cubain grâce à des projets éducatifs conçus pour les enseignants et les responsables communautaires, en commençant par une enquête sur les problèmes d'environnement des communautés de la région.

Projet « Sandwatch », International

Sandwatch cherche à modifier le style de vie et les habitudes des enfants, des jeunes et des adultes à l'échelon communautaire et à sensibiliser à la fragilité de l'environnement marin et côtier et à la nécessité d'en faire un usage rationnel.

Personne à contacter :

M. Roberto Gonzalez
National Commission of the Environment of Chile (CONAMA)
Teatinos 254/258
Santiago (Chili)
rhgonzalez@conama.cl
www.conama.cl/educacionambiental

Personne à contacter :

Mme Maritza Torres Carrasco
Ministry of Education Columbia
Calle 43 No 57-14
CAN Bogotá D.C. (Colombie)
MTorres@mineducacion.gov.co, NTorres@mineducacion.gov.co
www.mineducacion.gov.co

Personne à contacter :

M. Orestes Valdés
Ministry of Education Cuba
Calle 3era y 16. Miramar. Municipio Playa
C.P 11 300 La Habana (Cuba)
ovaldes@rimed.cu, ovaldesvaldes@yahoo.es,
educamb@dct.rimed.cu
http://ftp.mined.rimed.cu, http://ftp.rimed.cu/02_Areas

Personnes à contacter :

Mm Jane Taurarii, M. Paul Diamond
Cook Islands Ministry of Education
P.O. Box 97
Rarotonga (Îles Cook)
jtaurarii@education.gov.ck, pdiamond@nevis-nhcs.org
www.sandwatch.org





Manifestations parallèles

Des manifestations parallèles ont été organisées sur le site de la Conférence et dans les salles où avaient lieu les ateliers, à l'heure du déjeuner ainsi qu'en soirée. Elles portaient sur des sujets étroitement liés aux quatre objectifs de la Conférence et avaient une orientation mondiale ou régionale. Elles étaient en général organisées par des institutions différentes de celle qui avait organisé la Conférence.

31 mars 2009

- **Manifestation parallèle : « Éducation de qualité, égalité et développement durable : une vision holistique à travers les quatre Conférences mondiales sur l'éducation de l'UNESCO 2008-2009 »**

Organisateur : UNESCO, Secteur de l'éducation

- **Manifestation parallèle : « Écologistes à 15 ans – analyse de la génération de connaissances et d'attitudes environnementales dans les pays de l'OCDE »**

Organisateur : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

1er avril 2009

- **Manifestation parallèle : « Les Nations Unies et l'EDD : du discours à la pratique »**

Organisateur : Comité interinstitutions des Nations Unies sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable

- **Manifestation parallèle : « Centres régionaux d'expertise en éducation pour le développement durable – leçons tirées et perspectives futures »**

Organisateur : Université des Nations Unies – Institut des hautes études (UNU-IAS)

- **Manifestation parallèle : « Éducation aux droits de l'homme – clé pour un développement durable »**

Organisateur : Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures

- **Manifestation parallèle : « Promotion de l'éducation (de base) dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques en tant que contribution d'une fondation privée à l'éducation pour le développement durable »**

Organisateurs : Deutsche Telekom AG, Deutsche Telekom Foundation

2 avril 2009

- **Manifestation parallèle : « La priorité oubliée : promouvoir l'égalité des genres dans l'EDD »**

Organisateurs : Bureau de l'UNESCO à Bangkok et Bureau régional pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique, Bangkok

- **Manifestation parallèle : « Synergies entre l'héritage culturel intangible et l'EDD »**

Organisateur : Commission autrichienne pour l'UNESCO/Agence nationale pour le patrimoine culturel immatériel

- **Manifestation parallèle : « Intégrer les valeurs et les principes de la durabilité dans l'éducation ; la promesse de la Charte de la Terre »**

Organisateur : Charte de la Terre International





Participants

La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable a réuni 900 participants venus de 145 pays, dont 49 ministres et ministres adjoints ainsi que des chefs de secrétariat d'organisme des Nations Unies. Étaient représentés des États membres de l'UNESCO ainsi que des Membres associés et observateurs, des organisations des Nations Unies, de la société civile, des établissements d'enseignement, la jeunesse et le secteur privé de même que des experts.

Afghanistan	El Salvador	Lesotho	République démocratique populaire lao
Afrique du Sud	Émirats Arabes Unis	Lettonie	République dominicaine
Algérie	Équateur	Liban	République tchèque
Allemagne	Érythrée	Libéria	République-Unie de Tanzanie
Angola	Espagne	Lituanie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Arabie saoudite	Estonie	Luxembourg	Saint-Kitts-et-Nevis
Argentine	États-Unis d'Amérique	Madagascar	Saint-Siège
Arménie	Éthiopie	Malaisie	Sénégal
Australie	Fédération de Russie	Malawi	Serbie
Autriche	Fidji	Maldives	Seychelles
Azerbaïdjan	Finlande	Mali	Sierra Leone
Bangladesh	France	Maroc	Singapour
Bélarus	Gabon	Maurice	Slovaquie
Belgique	Gambie	Mauritanie	Slovénie
Bénin	Géorgie	Mexique	Soudan
Bhoutan	Ghana	Monaco	Sri Lanka
Bolivie	Grèce	Mongolie	Suède
Bosnie-Herzégovine	Guinée	Mozambique	Suisse
Botswana	Guinée équatoriale	Namibie	Suriname
Brésil	Haïti	Népal	Swaziland
Brunéi	Honduras	Nigéria	Tadjikistan
Darussalam	Hongrie	Norvège	Tchad
Bulgarie	Îles Cook	Nouvelle-Zélande	Thaïlande
Burkina Faso	Inde	Oman	Togo
Cambodge	Indonésie	Ouganda	Tunisie
Cameroun	Iran (République islamique d')	Pakistan	Turquie
Canada	Irlande	Palestine	Ukraine
Chili	Islande	Pays-Bas	Uruguay
Chine	Israël	Pérou	Vanuatu
Chypre	Italie	Philippines	Venezuela (République bolivarienne du)
Colombie	Jamahiriya arabe libyenne	Pologne	Viet Nam
Comores	Jamaïque	Portugal	Yémen
Congo	Japon	Qatar	Zambie
Costa Rica	Jordanie	République arabe syrienne	Zimbabwe
Côte d'Ivoire	Kenya	République de Corée	
Croatie	Kirghizistan	République démocratique du Congo	
Cuba	Koweït		
Danemark			
Égypte			



Groupe consultatif international

Un Groupe consultatif international de 14 experts renommés dans le domaine de l'Éducation en vue du développement durable ont prodigué aux organisateurs de la Conférence des conseils sur le programme et la structure de celle-ci, le détail de ses objectifs et des résultats escomptés ainsi que sur les procédures de participation des parties prenantes au processus préparatoire et aux autres questions concernant la préparation de la Conférence mondiale. Les membres du Groupe consultatif international se sont réunis à deux reprises les 21 et 22 avril 2008 au Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche à Berlin, Allemagne, et les 30 et 31 octobre 2008 au Siège de l'UNESCO à Paris, France, et ont contribué à de nombreuses autres consultations électorniques.



Osamu Abe

Président du Conseil japonais pour la DEDD (ESD-J)



Pascal Houenou

Professeur à la Faculté des sciences et de l'environnement, Université de Abobo-Adjamé, Côte d'Ivoire



Lorna Down

Chargée de cours à l'Institut de formation des enseignants, Université des Indes occidentales, Jamaïque



Charles Hopkins

Chaire UNESCO en éducation pour le développement durable, Université York, Canada



Moacir Gadotti

Fondateur et Président du Conseil consultatif de l'Institut Paulo Freire, Sao Paolo, Brésil



Carl Lindberg

Panel de haut niveau de l'UNESCO pour la DEDD, Suède



Gerhard de Haan

Président du Comité national allemand pour la DEDD, Université libre de Berlin, Allemagne



Heila Lotz-Sisitka

Chaire sur l'éducation relative à l'environnement et la durabilité, Université de Rhodes, Afrique du Sud

Groupe consultatif international/Équipe spéciale



Akpezi Ogbuigwe

Responsable de l'éducation et de la formation à l'environnement, Programme des Nations Unies pour l'environnement



Konai Helu Thaman

Chaire UNESCO sur la formation et la culture des enseignants, Université du Pacifique Sud, Fidji



Pamela J. Puntenney

Coprésidente du Groupe de l'éducation de la Commission du développement durable des Nations Unies



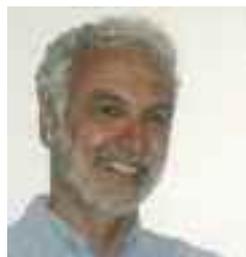
Liu Yunhua

Directrice de l'Institut des communautés viables Shangri-la, Chine



Michel Ricard

Ancien Président du Comité français pour la DEDD, France



Rami Ahmed Zurayk

Professeur, Programme environnemental, Université américaine de Beyrouth, Liban

Équipe spéciale de la Conférence mondiale



De gauche à droite :
Katja Römer, Alexander Leicht, Lina Franken, Mark Richmond, Aline Bory-Adams, Olivier Laboulle, Alexander Renner (absent: Bernard Combes)



Déclaration de Bonn

La Déclaration de Bonn sur l'éducation pour le développement durable a été adoptée par consensus au cours de la séance plénière de clôture.

Nous, les participants réunis à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable tenue à Bonn (Allemagne) du 31 mars au 2 avril 2009, faisons la Déclaration suivante et lançons un appel à l'action comme suit :

1. Malgré une croissance économique sans précédent au XXe siècle, la pauvreté et l'inégalité persistantes affectent toujours trop d'individus, notamment ceux qui sont les plus vulnérables. Les conflits continuent de cristalliser l'attention sur la nécessité de bâtir une culture de la paix. La crise financière et économique mondiale met en évidence les risques associés à des modèles et des pratiques de développement économique non viables visant des gains à court terme. La crise alimentaire et la faim dans le monde sont un problème de plus en plus sérieux. Des modèles de production et de consommation non viables créent des impacts environnementaux qui compromettent les choix des générations présentes et futures et la durabilité de la vie humaine sur terre, comme en témoigne le changement climatique.
2. Dix ans après le début du XXIe siècle, le monde se trouve confronté à des défis et des problèmes considérables, complexes et interdépendants associés au développement et aux modes de vie. Les défis sont liés aux valeurs qui sont à l'origine de sociétés non viables. Les défis sont interconnectés et leur résolution exige une mobilisation politique plus forte et une action déterminée. Nous disposons des connaissances de la technologie et des savoir-faire nécessaires pour inverser la situation. Nous devons mobiliser notre potentiel pour utiliser toutes les occasions d'améliorer les actions et impulser le changement.
3. Les impacts du développement non durable, les priorités, les responsabilités et les capacités à répondre varient d'une région à l'autre, et entre les pays en développement et les pays développés. Tous les pays doivent travailler main dans la main pour assurer le développement durable aujourd'hui et à l'avenir. Investir dans l'éducation pour le développement durable (EDD), c'est investir dans l'avenir, et ce peut être une mesure salvatrice, notamment dans les pays en situation de post-conflit et les pays les moins avancés.
4. Nous avons besoin d'un engagement partagé en faveur de l'éducation qui donne aux individus les moyens du changement tout en nous appuyant sur les promesses faites à Jomtien, Dakar et Johannesburg. De par sa qualité, cette éducation doit doter les apprenants des valeurs, de la connaissance, des savoir-faire et des compétences requises pour un mode de vie durable, une participation à la société et un travail décent. Le programme Éducation pour tous (EPT) souligne que l'existence d'une éducation de base est cruciale pour le développement durable. Il insiste également sur l'apprentissage préscolaire, l'éducation des populations rurales et l'alphabétisation des adultes. Les résultats en matière d'alphabétisation et de connaissances de base en arithmétique contribuent à une éducation de qualité et seront essentiels au succès de l'EDD.
5. L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie peuvent nous aider à instaurer des modes de vie reposant sur la justice économique et sociale, la sécurité alimentaire, l'intégrité écologique, des moyens d'existence viables, le respect de toute forme de vie et de fortes valeurs qui favorisent la cohésion sociale, la démocratie et l'action collective. L'égalité entre les sexes, notamment en ce qui concerne la participation des femmes et des filles à l'éducation, est cruciale pour le développement durable. L'éducation pour le développement durable est un impératif immédiat pour garantir des modes de vie durables, répondre aux aspirations des jeunes et leur donner un avenir.

L'éducation au service du développement durable au XXIe siècle

6. L'éducation au service du développement durable donne une orientation nouvelle à l'éducation et à l'apprentissage pour tous. Elle préconise une éducation de qualité, et est ouverte à tous les individus sans exception. Elle s'appuie sur des valeurs, des principes et des pratiques indispen-

sables pour répondre efficacement aux défis actuels et futurs.

7. L'EDD aide les sociétés à faire face aux différentes priorités et aux différents problèmes tels que l'eau, l'énergie, le climat, les catastrophes naturelles et la réduction des risques, la perte de biodiversité, les crises alimentaires, les risques sanitaires, la vulnérabilité et l'insécurité sociales. Elle est essentielle pour le développement d'une pensée économique nouvelle. L'EDD contribue, par une approche systémique et structurelle, à créer des sociétés aptes au changement saines et durables. Elle confère une nouvelle pertinence, qualité, signification et raison d'être aux systèmes d'éducation et de formation. Elle fait intervenir les contextes d'éducation formel, non formel et informel, et tous les secteurs de la société dans un processus d'apprentissage tout au long de la vie.
8. L'EDD s'appuie sur les valeurs de tolérance, de justice, d'équité, de suffisance et de responsabilité. Elle promeut l'égalité entre les sexes, la cohésion sociale et la réduction de la pauvreté et accorde une place importante à la responsabilité, l'intégrité et l'honnêteté, comme énoncé dans la Charte de la Terre. Les principes qui sous-tendent l'EDD prônent des modes de vie durables, la démocratie et le bien-être humain. La protection et la restauration de l'environnement, la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, l'action face à des modes de production et de consommation non durables et la création de sociétés justes et pacifiques sont également d'importants principes qui font partie intégrante de l'EDD.
9. L'EDD met l'accent sur des approches créatives et critiques, sur la capacité à penser le long terme, sur l'innovation, l'aptitude à faire face à l'incertitude et à résoudre des problèmes complexes. L'EDD fait ressortir clairement l'interdépendance de l'environnement, de l'économie, de la société et de la diversité culturelle aux niveaux local et mondial et prend en compte le passé, le présent et l'avenir.
10. En lien avec les différents besoins et les conditions de vie réelles des populations, l'EDD donne les compétences qui permettront de trouver des solutions et sait tirer partie des pratiques et des savoirs ancrés dans les cultures locales, ainsi que des nouvelles idées et technologies.

Les progrès de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable

11. Au cours des cinq premières années de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, dirigée et coordonnée par l'UNESCO, de nombreux pays ont progressé dans la mise en œuvre de

l'EDD et ont élaboré des cadres politiques innovants. Par ailleurs, un certain nombre d'agences de l'ONU, d'ONG, d'instances régionales et de réseaux partenaires ont mis en place des initiatives concrètes au service de domaines spécifiques de l'EDD. Nombreuses sont les personnes et les organisations qui sont mobilisées et qui agissent. Les efforts en faveur d'une meilleure compréhension, promotion, mise en œuvre et évaluation de l'EDD sont engagés. Un cadre mondial de suivi et d'évaluation a été conçu. Les efforts au niveau mondial ont été complétés par des stratégies et des initiatives régionales.

12. Nous reconnaissons que l'éducation est un facteur significatif de l'amélioration du bien-être humain. Nous disposons désormais des connaissances et de l'expérience nécessaires pour améliorer de manière significative les contenus, les méthodes et la finalité de l'éducation. Nous savons comment commencer à réorienter les systèmes d'éducation afin de mettre l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie. Avec l'EDD, nous apprenons à améliorer les liens entre l'éducation formelle, non formelle et informelle. Nous savons combien il est important de renforcer et de mettre en commun les connaissances que nous avons des processus de changement de l'éducation.
13. La science nous a apporté une meilleure connaissance du changement climatique et des systèmes permettant la vie sur terre. Elle a accumulé beaucoup de connaissances sur le VIH et le SIDA, le paludisme, la tuberculose, les maladies du cœur, et autres problèmes de santé majeurs. Nous connaissons mieux les systèmes naturels, les impacts de l'activité humaine sur eux, et la façon dont la biodiversité contribue à notre bien-être. Nous savons que la pensée économique actuelle doit changer, et qu'il faut éviter toute forme de production et de consommation non viable et promouvoir et soutenir l'émergence de pays « développés de manière durable ». Les sciences sociales nous ont fourni un éclairage sur les aspects éthiques, culturels, cognitifs et affectifs du développement humain, ainsi que sur les sociologies du changement.
14. Nous devons maintenant traduire ce savoir en action. C'est particulièrement important pour consolider et accroître les résultats de la DEDD dans les cinq prochaines années, mais aussi pour garantir une mise en œuvre à plus long terme de l'EDD.



Un appel à l'action

15. La progression de l'EDD reste très inégale et exige des approches différentes adaptées aux différents contextes. Au cours des prochaines années, les pays développés et en développement, la société civile et les organisations internationales devront déployer d'importants efforts pour :

Au niveau des politiques dans les États membres

- (a) **Promouvoir la contribution de l'EDD à l'ensemble de l'éducation et à l'obtention d'une éducation de qualité**, en veillant notamment à encourager les liens entre l'EDD et l'EPT sur la base d'une approche systémique et cohérente. Renforcer les buts du programme de l'EDD dans les instances internationales et au niveau national.
- (b) **Accroître la sensibilisation et la compréhension du public en matière de développement durable et d'EDD**, en intégrant et en étendant les enseignements et les savoirs acquis durant les cinq premières années de la DEDD aux politiques et programmes de sensibilisation du public, et aux différentes formes d'apprentissage informel. Il convient d'ajouter à cela la promotion du rôle et de la contribution des médias à la sensibilisation du public aux questions de durabilité et à ses connaissances dans ce domaine. Cela devrait également comprendre le renforcement des capacités des professionnels des médias.
- (c) **Mobiliser des ressources et des fonds appropriés en faveur de l'EDD**, notamment en intégrant l'EDD dans les politiques de développement et les cadres budgétaires nationaux, dans le processus de l'ONU de programmation conjointe par pays et autres cadres politiques au niveau national (tels que les approches sectorielles), ainsi que dans les initiatives liées à l'EPT ou aux OMD. Inscire et promouvoir l'EDD dans les priorités des fondations et des bailleurs de fonds.
- (d) **Réorienter les systèmes d'éducation et de formation afin qu'ils s'attellent aux questions de durabilité par le biais de politiques cohérentes aux niveaux national et local**. Développer et élaborer des politiques d'EDD en recourant à des approches intersectorielles/interministérielles coordonnées qui mobilisent également le monde des affaires et le secteur des entreprises, la société civile, les communautés locales et la communauté scientifique.

(e) **Développer et renforcer la coopération et les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux existants en faveur de l'EDD qui respectent la diversité culturelle**. Établir des comités, des réseaux et des communautés de pratique régionaux et nationaux, oeuvrant en faveur de l'EDD, qui renforcent les liens local-national et national-mondial ainsi que la **coopération Nord-Sud-Sud et Sud-Sud**.

Au niveau de la pratique

- (f) **Soutenir l'intégration des questions de développement durable en utilisant une approche intégrée et systémique dans l'éducation formelle, non formelle et informelle à tous les niveaux**, notamment par l'élaboration de méthodes pédagogiques efficaces, la formation des enseignants, la pratique pédagogique, les programmes, les supports d'enseignement et le développement des capacités d'encadrement pédagogique mais aussi en reconnaissant la contribution significative de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel, ainsi que de la formation professionnelle et de l'apprentissage sur le lieu de travail. Le développement durable est un thème transversal important pour toutes les disciplines et secteurs.
- (g) **Réorienter les curriculums et les programmes de formation des enseignants afin d'intégrer l'EDD dans les programmes de formation initiale et continue**. Encourager les instituts de formation des maîtres, les **enseignants** et les **professeurs** à travailler en réseau, à mettre au point et à rechercher **une pratique pédagogique solide**. Aider notamment les enseignants à élaborer des stratégies d'EDD qui puissent fonctionner dans des classes à grand effectif, et à évaluer les processus d'apprentissage en EDD.
- (h) Promouvoir un dialogue politique reposant sur des données probantes, sur des stratégies **de recherche, de suivi et d'évaluation** pertinentes, et sur le **partage et l'identification de pratiques exemplaires**. Développer des indicateurs d'EDD nationaux qui puissent servir de base à une mise en œuvre et un réexamen efficace des résultats et des processus d'EDD.
- (i) **Développer et accroître les partenariats relatifs à l'EDD afin d'intégrer l'EDD dans la formation, l'enseignement professionnel et l'apprentis-**

sage sur le lieu de travail en impliquant la société civile, les secteurs privé et public, les ONG, et les partenaires du développement. L'EDD doit devenir partie intégrante de la formation des responsables d'entreprises, de l'industrie, de syndicats, d'organisations à but non lucratif, ou fondées sur le bénévolat et des services publics. Réorienter les programmes de l'EFTP en vue de l'inclusion de l'EDD.

- (j) **Associer la jeunesse à la conception et à la mise en œuvre de l'EDD.** Faire appel à la volonté d'agir, à la solidarité et au potentiel de la jeunesse, de ses organisations et de ses réseaux pour renforcer l'EDD. Encourager une appropriation par les jeunes des questions et des problèmes d'EDD.
- (k) **Accroître la contribution majeure et le rôle fondamental de la société civile** en stimulant le débat et la participation publics, et initier des actions d'EDD. Examiner comment approfondir cette participation et cette mobilisation.
- (l) **Reconnaître et mesurer la valeur de l'apport considérable des systèmes de savoirs traditionnels, autochtones et locaux à l'EDD**, ainsi que des différentes contributions culturelles en matière de promotion de l'EDD.
- (m) L'EDD devrait activement promouvoir **l'équité entre les sexes** et créer les conditions et stratégies qui permettent aux femmes de partager les connaissances et l'expérience qui peuvent susciter le changement social et le bien-être humain.
- (n) **Développer la connaissance par la création de réseaux d'EDD.** Identifier et soutenir les établissements scolaires, les universités et autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche, les centres de formation et les réseaux d'éducation qui pourraient servir de centres d'expertise et d'innovation et qui, à ce titre, sont susceptibles de développer et de mettre en commun des connaissances, et de créer des ressources pour l'EDD. Examiner le potentiel de sites géographiques et biorégionaux spécifiques qui pourraient servir de « laboratoires » d'EDD délimités dans l'espace.
- (o) Encourager et stimuler **l'excellence scientifique, la recherche et le développement de nouveaux savoirs** pour l'EDD par le biais de la **participation des réseaux d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche** à l'EDD. Mobiliser les prin-

cipales fonctions des universités : l'enseignement, la recherche et les services à la communauté pour renforcer la connaissance mondiale et locale sur l'EDD, et utiliser les chaires et les réseaux programmatiques UNESCO sur l'EDD dans ce processus. Créer des structures institutionnelles et organisationnelles qui favorisent la flexibilité, la participation des étudiants et des programmes pluridisciplinaires et développer des projets modèles qui puissent répondre à la complexité et l'urgence de l'EDD. Des dispositifs doivent être mis en place pour récompenser les initiatives et la recherche relatives à l'EDD dans l'enseignement supérieur.

- (p) **Mettre en place des mécanismes institutionnels** durant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable ainsi que d'autres décennies en cours telles que la Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » qui garantiront la poursuite de la mise en œuvre de l'EDD au-delà de ces décennies.
 - (q) **Mobiliser l'expertise disponible au sein du système des Nations Unies** pour renforcer la position de l'EDD dans les conventions, par exemple celles axées sur la biodiversité, le changement climatique, la désertification et le patrimoine culturel immatériel.
 - (r) **Intensifier les efforts dans les systèmes d'éducation et de formation pour apporter une réponse aux défis cruciaux et urgents en matière de durabilité** tels que le changement climatique, l'eau et la sécurité alimentaire en mettant au point des plans et/ou programmes d'action spécifiques sous les auspices de la DEDD et de ses partenariats.
16. Les participants à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable (2009) demandent à l'UNESCO, en tant qu'agence chef de file de la DEDD, de :
- (a) Renforcer sa position de chef de file et de coordinatrice de la DEDD développée sur la base du Plan *international de mise en œuvre* en coopération avec les autres agences et programmes des Nations Unies telles que l'UNU, le PNUE, les institutions partenaires de l'EPT (UNICEF, PNUD, FNUAP et Banque mondiale) – entre autres – et intégrer l'EDD dans les stratégies « Unis dans l'action » au niveau des pays, particulièrement par le biais des processus du PNUAD.



- (b) Aider les États membres et les autres partenaires à mettre en œuvre la DEDD, notamment par le biais du renforcement des capacités en amont et de recommandations concernant l'élaboration de stratégies nationales cohérentes, de suivi et d'évaluation, qui recensent et fassent connaître les bonnes pratiques en EDD, les actions de sensibilisation et le développement de partenariats au niveau mondial, en portant une attention particulière aux pays en situation de post-conflit et pays les moins avancés.
 - (c) Représenter et/ou promouvoir le programme d'EDD dans d'autres grandes enceintes d'éducation et de développement telles que les conférences et les négociations internationales : G-8, G-20, Conférence de Copenhague sur le changement climatique, Groupe de haut niveau sur l'EPT, Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et conférences mondiales de l'UNESCO pour ne citer que quelques exemples d'événements et activités en cours.
 - (d) Utiliser les compétences qui existent au sein des réserves de biosphère, des sites inscrits sur la Liste du patrimoine de l'humanité et des autres programmes scientifiques, culturels et éducatifs de l'UNESCO tels que l'Initiative TTISSA, le Réseau d'écoles associées ou le programme LIFE pour poursuivre les objectifs d'EDD et faire en sorte que les grandes priorités de l'EDD soient intégrées dans des programmes et des stratégies à plus long terme au sein de l'UNESCO.
 - (e) Promouvoir à travers les programmes de l'UNESCO les travaux de recherche portant sur l'EDD afin de renforcer la qualité et les données disponibles en ce domaine. Continuer à mettre en place un système mondial de suivi et d'évaluation de l'EDD capable d'orienter les stratégies et les pratiques et de mener la DEDD à bonne fin, avec des résultats tangibles et concrets.
 - (f) Faire ressortir l'utilité et l'importance de l'éducation et de la formation lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague (Danemark) en décembre 2009 en consultation et coopération avec d'autres partenaires.
 - (g) Intensifier les efforts et initiatives pour donner à l'éducation en matière de changement climatique un rang de priorité plus élevé sur l'agenda international dans le cadre de la DEDD et dans le contexte de la stratégie de l'UNESCO relative au changement climatique, et comme élément d'une action transversale à l'échelle du système des Nations Unies.
- 17. De plus, les participants à la conférence s'engagent à œuvrer à la mise en œuvre de la présente Déclaration.
 - 18. Les participants appellent à mobiliser des fonds adéquats pour soutenir les recommandations figurant dans la présente Déclaration.
 - 19. Les participants à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement durable expriment leur gratitude au Gouvernement allemand pour avoir accueilli cette conférence, et se félicitent de l'intention du Gouvernement japonais d'accueillir, conjointement avec l'UNESCO, la conférence mondiale sur l'EDD qui marquera la fin de la Décennie.

Partenaires

La Conférence mondiale a été appuyée par plusieurs institutions. Les institutions énumérées ci-après ont fourni des salles pour les ateliers de la Conférence :

- Deutsche Post
- Deutsche Welle
- Ministère fédéral de coopération et de développement économiques (BMZ) de l'Allemagne
- Agence fédérale des réseaux (Allemagne)
- Bureau de la presse et de l'information du Gouvernement fédéral allemand
- Le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels UNESCO-UNEVOC (appuyé par l'espace commun d'information des organisations des Nations Unies à Bonn).

Les organisateurs remercient la Jamahiriya arabe libyenne d'avoir bien voulu prendre en charge l'interprétation en arabe des séances plénières pendant les trois jours de la Conférence, ainsi que la Chine qui a bien voulu, pour sa part, prendre en charge l'interprétation en chinois des séances plénières de la première journée de la Conférence.

Le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la Ville de Bonn et le Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche ont invité les participants à une réception lors de la première journée de conférence.

Les ateliers-projets ont été appuyés par la Fondation fédérale pour l'environnement (DBU)



La cérémonie d'adieu du 2 avril 2009 a été appuyée par la Fondation pour le dialogue international de la Caisse d'épargne de Bonn



Chaîne d'information partenaire de la Conférence mondiale



La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable – S'engager dans la seconde moitié de la décennie s'est tenue du 31 mars au 2 avril 2009 à Bonn (Allemagne). Elle a rassemblé 900 participants venus de 145 pays, dont 49 ministres et vice-ministres. Parmi les participants, figuraient également des représentants des États membres de l'UNESCO, des institutions des Nations Unies, d'organisations de la société civile, d'institutions d'enseignement, de jeunes et du secteur privé, ainsi que des experts venus à titre personnel. La Conférence était organisée par l'UNESCO et le Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche, en coopération avec la Commission allemande pour l'UNESCO.

À mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014), la Conférence a mis en lumière la contribution essentielle de l'éducation en vue du développement durable (EDD) à une éducation de qualité partout dans le monde, a servi de forum international d'échanges sur l'éducation en vue du développement durable, a fait le bilan des résultats obtenus à ce jour et a élaboré des stratégies pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies.

Les actes de la Conférence font état des débats et des conclusions des séances plénières, du débat de haut niveau, de 22 ateliers, de 14 ateliers-projets, d'un atelier pour les jeunes participants à l'éducation en vue du développement durable, et incluent la Déclaration de Bonn, adoptée par consensus au cours de la séance plénière de clôture.